

Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2026

L'Europe à l'épreuve. La France à l'heure des choix.

21 mai 2026



The better the question. The better the answer. The better the world works.



Shape the future
with confidence

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Éditorial, synthèse et chiffres clés

① La situation internationale et européenne

② L'attractivité de la France en 2025

③ Les comparaisons européennes

④ La situation de l'industrie, de la R&D et des services

⑤ Les dynamiques sectorielles

⑥ Les dynamiques territoriales en France et en Europe

⑦ Les perspectives d'investissement en France et en Europe

⑧ Le diagnostic de la France

⑨ Les priorités des dirigeants internationaux

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Éditorial, synthèse et chiffres clés

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨

L'Europe à l'épreuve. La France à l'heure des choix.

ÉDITORIAL



Jean-Roch Varon
Président d'EY France



Marc Lhermitte
Associé, EY

La France conserve une place convoitée de leader européen malgré un environnement chahuté.

Le Baromètre EY de l'Attractivité de la France 2026 montre une réalité simple, mais exigeante : la France reste une grande destination d'investissement, mais elle est très concurrencée et elle entre dans une phase où cette position devra être défendue, consolidée et renouvelée.

Être, pour la septième année consécutive, la première destination européenne pour les investissements étrangers n'est pas anodin. Cela traduit la solidité de nos fondamentaux, les résultats d'une décennie de politique de l'offre, la profondeur de notre marché, la qualité de nos infrastructures et de nos talents.

Les entreprises ne se détournent pas de la France, mais elles attendent, elles observent. Elles arbitrent. Dans ce contexte, chaque facteur compte : la lisibilité des politiques publiques, la stabilité des règles, la compétitivité des coûts, la capacité à décider et à exécuter rapidement.

Nous ne pouvons ignorer le contexte, les critiques, ou la tendance.

Ce que nous enseigne aussi le Baromètre 2026, c'est que les investissements reculent, les décisions se font plus rares, plus lentes, plus exigeantes. La concurrence s'intensifie, et elle ne vient plus seulement des grandes puissances mondiales, mais aussi de nos voisins européens. Ce que nous disent les investisseurs est finalement assez simple. Ils ne demandent pas des révolutions. Ils demandent de la croissance, de la clarté, de la constance et de la cohérence. La France a engagé des transformations importantes ces dernières années. Elles ont porté leurs fruits, mais elles doivent désormais être prolongées, amplifiées et adaptées à un nouvel environnement, à un nouveau cycle économique. La croissance viendra d'un socle industriel historique et d'activités entièrement nouvelles. Un point commun : elles ne peuvent pas payer plus d'impôts en France sans un retour sur

investissement, un niveau de prix compétitif sur des marchés hyper concurrentiels, une capacité à exporter et des résultats à réinvestir dans l'innovation, dans l'avenir, en France et en Europe. Car le monde change. Les chaînes de valeur se recomposent. Les technologies redéfinissent les modèles économiques. La transition énergétique transforme les industries. Dans ce contexte, l'attractivité n'est pas un héritage, ou une rente de situation dont on pourrait profiter des années durant. Elle doit être construite en permanence. Questionnée. Réinventée.

Nous sommes à un moment charnière qui suppose une mobilisation collective, en France et en Europe.

Les entreprises ont un rôle central à jouer, par leurs investissements, leur capacité d'innovation et leur engagement dans les territoires. Elles ne peuvent cependant agir seules. L'action publique est déterminante pour créer les conditions de la confiance, de la compétitivité et de la projection dans le temps. Il ne s'agit pas de choisir entre État et marché, ni de céder au protectionnisme et au repli sur soi. Fermeté face à la concurrence déloyale, mais pas fermeture aux talents, aux capitaux, aux projets qui viennent d'ailleurs s'ils ont pour intention de les implanter durablement en France et en Europe. Il s'agit d'agir ensemble, avec une vision claire et partagée.

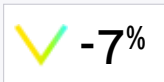
La période actuelle est exigeante. Elle peut aussi être une opportunité.

Si la France parvient à renforcer ses atouts, à corriger ses fragilités et à s'inscrire pleinement dans une dynamique européenne ambitieuse, elle peut non seulement préserver sa position, mais aussi se projeter comme l'un des leaders du prochain cycle économique. L'attractivité n'est pas un acquis. C'est une dynamique. Et c'est maintenant qu'elle se crée.

Dans un contexte international instable, la France séduit-elle toujours ?

Un environnement mondial chaotique qui impacte fortement l'Europe

- Un contexte mondial dominé par les tensions géopolitiques, les incertitudes commerciales et le ralentissement économique
- Diminution de 7% des projets d'IDE en 2025 en Europe, région la plus touchée par le recul mondial des investissements internationaux
- Malgré ce contexte, plus de 5 000 décisions ont été enregistrées par EY dans 47 pays européens
- La concurrence intra-européenne s'intensifie et plusieurs pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale gagnent en attractivité (coûts plus compétitifs, environnements réglementaires plus agiles et politiques d'attractivité ciblées, etc.)



Projets IDE en Europe
2025 vs. 2024
Emplois : -25%

5 026

Projets IDE
dans 47 pays
européens en 2025

La France, championne d'Europe pour la 7^e année consécutive...

- 852 projets recensés en 2025 et 1^{re} place européenne...
- ... devant le Royaume-Uni (730) et l'Allemagne (548), eux-mêmes touchés par les tensions internationales et leur propre situation économique ou fiscale
- En France, 28 000 emplois générés par les IDE en 2025, soit une baisse limitée à 4%, très inférieure à la moyenne européenne (-25% vs. 2024)
- En hausse et/ou leadership européen : intelligence artificielle, énergie bas-carbone, défense, logistique, ESN et logiciel, etc.
- 5% des projets portent 50% des créations d'emplois, principalement dans la logistique



852 IDE en France
devant le RU (730)
et l'Allemagne (548)



Plus fortes hausses
en France
N°1 en Europe

... mais une attractivité sous tension et une dégradation qui ne peut être ignorée

- Baisse de 17% des projets annoncés en France en 2025 par rapport à 2024, soit un recul plus marqué que chez ses principaux concurrents
- Réduction du nombre d'usines implantées ou agrandies en 2025 (354, -15% vs. 2024) ...
- ... et des centres de R&D (-47% vs. 2024), affectés par la prudence des dirigeants et des difficultés sectorielles
- En baisse : plusieurs secteurs industriels historiques comme l'automobile, la chimie, la plasturgie ou la métallurgie
- Un solde « ouvertures vs. fermetures » de sites industriels qui reste positif, mais en diminution rapide



Plus fortes baisses
et gros employeurs



IDE 2025 vs. 2024
-400 décisions
vs. 2022

Quel est le **diagnostic** des dirigeants sur la France et quels sont leurs projets ?

Un socle d'atouts reconnus à l'extérieur de nos frontières ...

- Au classement européen de l'image, la France est reconnue par 38% des 500 dirigeants interrogés comme le pays le plus attractif du continent devant l'Allemagne et le Royaume-Uni (31% chacun)
- Des atouts largement reconnus par les investisseurs :

Top 5

ATOUS



- 1 Taille de marché (35%)
- 2 Capacité d'innovation (30%)
- 3 Qualité des infrastructures (27%)
- 4 Énergie décarbonée (27%)
- 5 Qualité de la main-d'œuvre (25%)

... fragilisé par des critiques aigües qui ralentissent l'investissement

- Évolution rapide des arbitrages d'investissement autour de la compétitivité-coût, l'agilité administrative, la stabilité réglementaire et la lisibilité de l'action publique
- Un retrait marqué des entreprises américaines et allemandes, qui ont diminué de moitié leurs investissements en France depuis 2022
- Une France de plus en plus challengée sur des handicaps critiques :

Top 5

HANDICAPS



- 1 Conditions économiques (36%)
- 2 Stabilité politique (33%)
- 3 Compétitivité fiscale (30%)
- 4 Coût de la main d'œuvre (28%)
- 5 Coût de l'énergie (27%)

2026-2028 : une période d'attente avant un possible rebond

- Des stratégies plus prudentes, plus régionales et plus sélectives, autour de projets plus technologiques, moins massifs, financièrement plus tendus
- À court terme, prudence : 57% des dirigeants interrogés envisagent d'investir en France en 2026...
- ... et 69% des investisseurs n'anticipent pas d'amélioration de l'attractivité de la France avant 2 ou 3 ans
- Dans l'immédiat, pas d'impact constaté de la crise au Moyen-Orient, mais un effet probable au 2^e semestre 2026

57%

des dirigeants ont des projets en France en 2026 (-5 p.p. vs. 2025)

Quelles sont les **priorités** des investisseurs internationaux pour la France et l'Europe ?

L'heure des choix

La France conserve des atouts solides, mais la dégradation de plusieurs indicateurs, la transformation des stratégies d'investissement et l'intensification de la concurrence internationale montrent que cette position est loin d'être acquise.

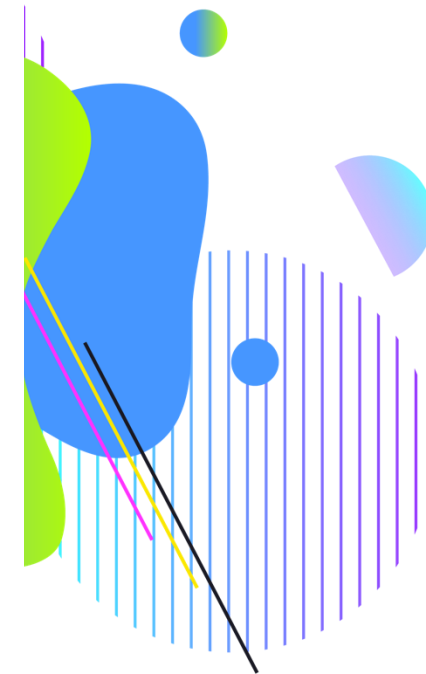
La question n'est pas de savoir si la France est attractive aujourd'hui. La question est de savoir si elle le restera. L'enjeu n'est plus de confirmer un leadership européen, il est de se repositionner dans le nouveau cycle industriel et technologique mondial.

7 priorités pour les dirigeants internationaux

Nous avons synthétisé les attentes et recommandations exprimées ces dernières semaines par nos équipes, à partir des échanges menés auprès de centaines d'entreprises et d'experts.

Elles s'articulent autour de sept priorités clés et sont déclinées en une vingtaine de propositions détaillées en fin de document.

- # 1 Rassurer et redonner de la **lisibilité**, condition immédiate du maintien de la confiance et de l'investissement
- # 2 Restaurer la **compétitivité** réelle et l'adapter à la prochaine génération des investissements industriels et technologiques
- # 3 Assumer une **stratégie industrielle et technologique sélective**, pour les groupes, les PME-ETI et les entrepreneurs
- # 4 Préparer et financer le prochain cycle d'attractivité autour des **infrastructures critiques et de l'innovation**
- # 5 Capitaliser sur nos **engagements écologiques** et les transformer en leviers compétitifs
- # 6 Gagner la bataille des **talents** et des **compétences**, pour aujourd'hui et pour demain
- # 7 Œuvrer pour construire une **Europe plus forte**, plus unie, et plus agile face aux défis mondiaux



Les Baromètres EY de l'Attractivité s'appuient sur une analyse des investissements réalisés dans 47 pays européens, une enquête auprès de 200 dirigeants internationaux et l'apport de plusieurs dizaines d'experts

Depuis près de 30 ans, EY observe les flux et les mécanismes d'implantations internationales afin d'accompagner ses clients dans leurs projets de localisation et contribuer à l'élaboration des réformes qui encouragent l'investissement international. Chaque année, EY interroge plusieurs milliers de dirigeants d'entreprises étrangères, de toutes tailles et de tous secteurs, et recense leurs investissements partout en Europe.

1 Le recensement des projets d'investissement étranger annoncés en 2025, en France et dans 46 pays européens

Depuis 1997, le EY European Investment Monitor (EIM) recense les annonces d'implantation ou d'extension étrangères dans 47 pays européens, y compris en Turquie.

En France, selon l'INSEE, 18 800 entreprises sont sous contrôle étranger (1%), emploient 2,3 millions de personnes et contribuent à 17% du PIB, 22% de la R&D privée et 35% des exportations industrielles.

Les tests de qualité et les croisements réalisés auprès des entreprises pour la constitution de la base de données de l'EIM permettent de garantir un niveau d'exhaustivité et de comparabilité unique en Europe.

Le recensement prend en compte les annonces publiques et fermes d'investissements porteurs de créations d'emplois et les vérifie.

Ces flux d'implantation et d'extension se situent dans une très grande variété d'activités et de secteurs, mais en excluant certains tels que les hôtels, les surfaces de vente ou de restauration, dont la logique d'implantation relève de facteurs d'attractivité certes intéressants, mais structurellement différents des implantations industrielles, décisionnelles ou technologiques.

D'autres méthodes peuvent être utilisées pour le recensement de ce type de projets. Ainsi, celle de Business France intègre également les investissements de décarbonation, de digitalisation, de sauvegarde et de partenariats technologiques, y compris lorsqu'ils ne génèrent pas d'emplois. Par ailleurs, la base de données de Business France comprend, en plus des emplois créés, ceux qui ont été « maintenus » ainsi que les créations et les sauvegardes d'emplois projetées sur trois ans.

À l'inverse, le EY European Investment Monitor se concentre sur les données au démarrage des projets, et ce de la même manière dans tous les pays européens (47 en 2025).

2 L'enquête auprès d'un échantillon représentatif de 200 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers

La perception et les attentes des investisseurs étrangers ont été recueillies au travers d'une enquête en ligne auprès de 200 décideurs internationaux du 13 février au 13 mars 2026.

Les dirigeants impliqués dans les décisions d'investissement étranger ont été interrogés dans une vingtaine de pays, en anglais, en français et en allemand.

La structure de l'échantillon est représentative des investissements internationaux, qu'il s'agisse de leur origine géographique (en grande partie issus de l'Union européenne), de leur origine sectorielle, ou de la taille des entreprises.

3 Les analyses et contributions de plusieurs dizaines d'experts et acteurs de l'attractivité

Mobilisant une large palette d'expertises, EY combine analyses stratégiques, opérationnelles, géopolitiques, fiscales, financières et réglementaires pour décrypter les dynamiques de l'investissement international. Nos équipes s'appuient sur des compétences sectorielles pointues, une connaissance fine des politiques publiques et une présence mondiale, offrant une lecture intégrée des enjeux d'attractivité des territoires. Nous nous nourrissons également d'un dialogue constant avec des milliers de nos clients dans tous les secteurs d'activités, tous les modèles économiques, partout dans le monde.

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

La situation internationale et européenne

Comment les entreprises internationales s'adaptent-elles à un environnement international instable ?

L'Europe est-elle parvenue à convaincre les investisseurs ?

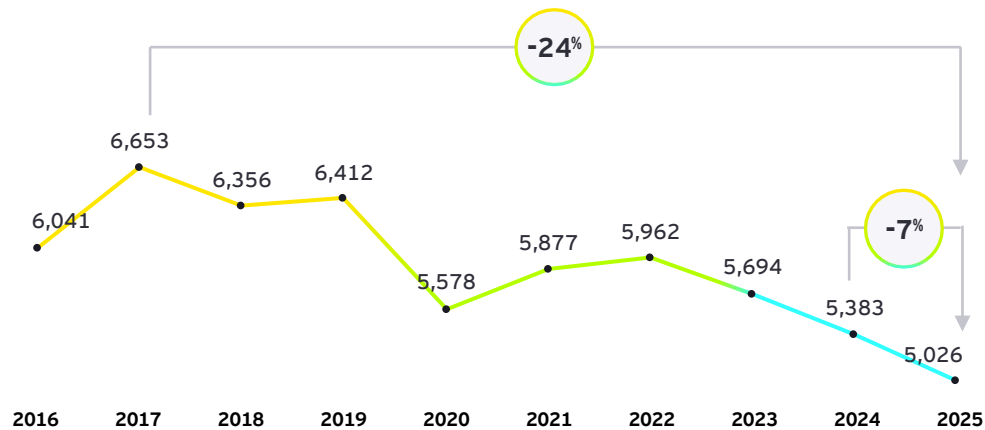
L'Europe fait-elle encore le poids entre les géants américain et chinois ?

1 2 3 4 5 6 7 8 9

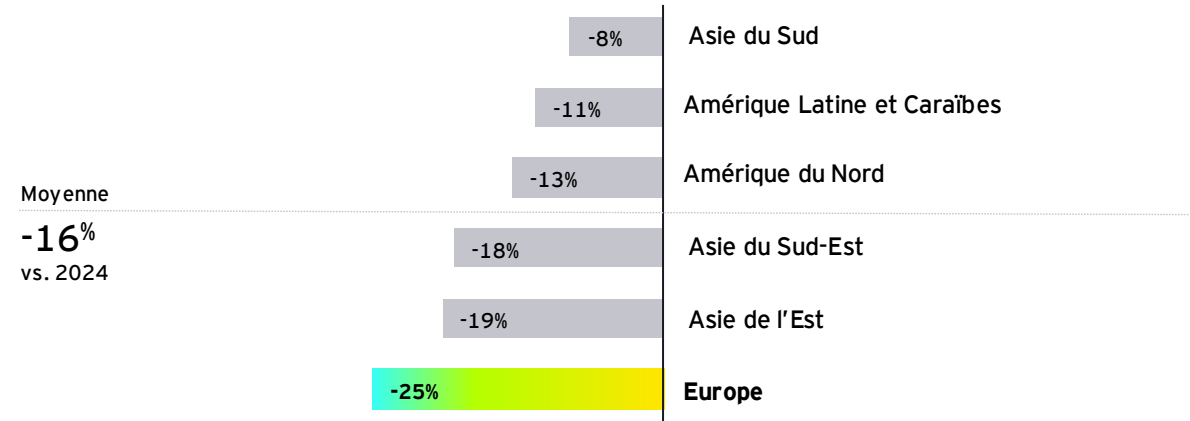
En 2025, les tensions géopolitiques et commerciales ont pesé sur les investissements internationaux, particulièrement en Europe

En 2025, le ralentissement de la croissance et la persistance des crises, notamment géopolitiques et commerciales, ont pesé sur les IDE. L'Europe a enregistré 5 026 investissements étrangers (-7% sur un an). Selon la CNUCED, qui ne recense que les investissements étrangers *greenfield* dans l'industrie, les projets reculent partout dans le monde, mais moins en Amérique du Nord (-13%) qu'en Europe (-25% à périmètre équivalent).

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IMPLANTATIONS ET D'EXTENSIONS ÉTRANGÈRES EN EUROPE ENTRE 2016 ET 2025



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENT ÉTRANGERS *GREENFIELD* DANS PLUSIEURS RÉGIONS DU MONDE ENTRE 2024 ET 2025



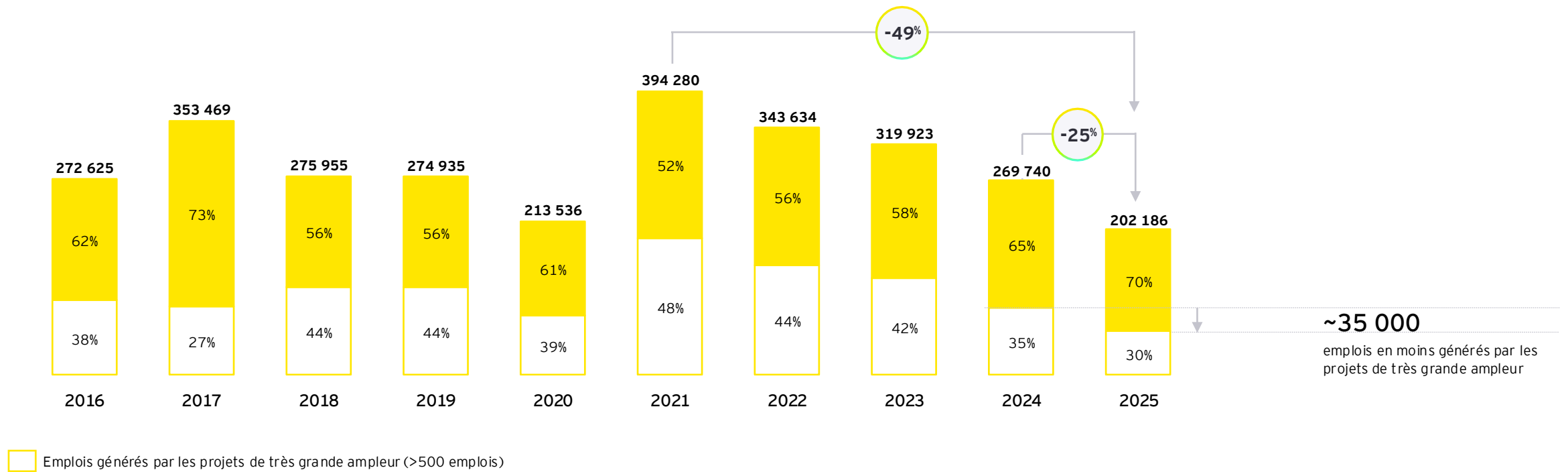
Note : Les données sur les projets *greenfield* publiées par la CNUCED couvrent principalement les secteurs industriels. Les données de l'EIM ont donc été retraitées afin de permettre une comparaison entre l'Europe et les autres régions du monde.

Sources : EY European Investment Monitor, Global Investment Trends Monitor #50, CNUCED (Janvier 2026)

L'impact sur l'emploi en Europe a été très fort : dans les 47 pays observés par EY, les IDE ont chuté de 25% entre 2024 et 2025

En 2025, les implantations et extensions étrangères ont généré un peu plus de 200 000 emplois en Europe, soit 25% de moins qu'en 2024, soit le plus bas niveau depuis plus de dix ans. Le recul de l'emploi témoigne de la prudence des investisseurs étrangers et reflète la quasi-absence, cette année, de projets d'investissement de très grande ampleur (plus de 500 emplois), contrairement aux années précédentes.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR LES IMPLANTATIONS ET EXTENSIONS ÉTRANGÈRES EN EUROPE ENTRE 2016 ET 2025



□ Emplois générés par les projets de très grande ampleur (>500 emplois)

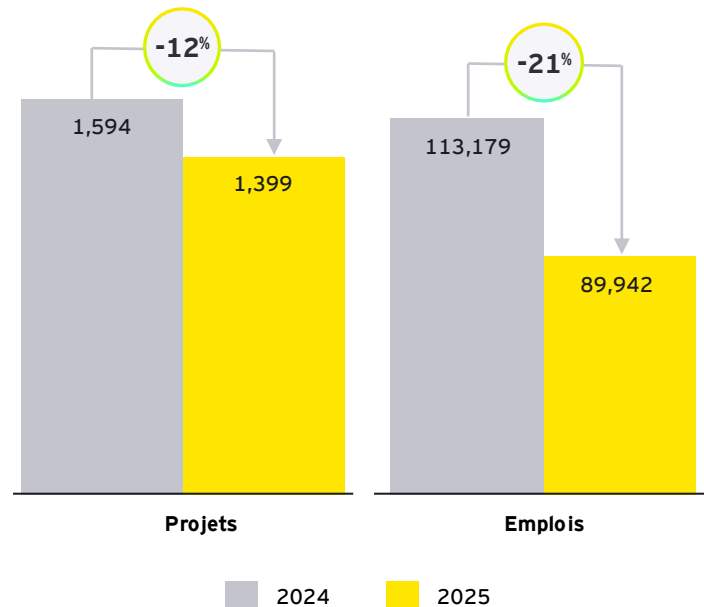
Source : EY European Investment Monitor



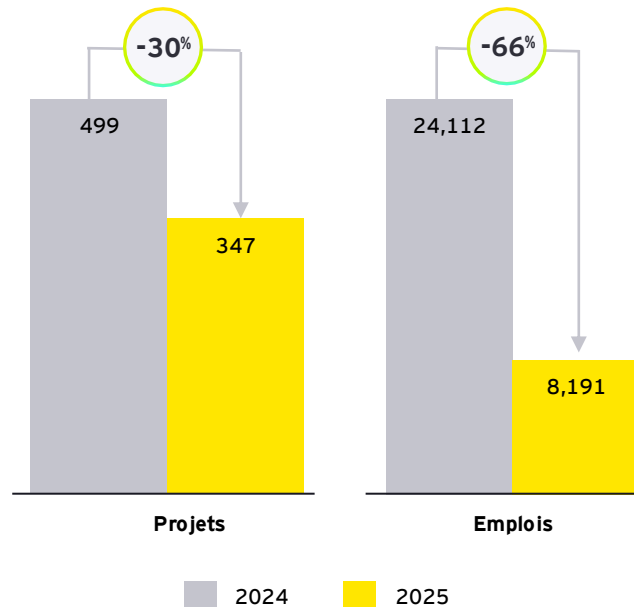
Les industries les plus dépendantes des chaînes d'approvisionnement mondiales et les projets complexes de R&D ont été les plus affectés par le climat international

Les investissements étrangers industriels en Europe ont chuté de 12% entre 2024 et 2025, atteignant des volumes historiquement bas dans certains secteurs très dépendants des chaînes d'approvisionnement mondiales, comme la chimie, la santé et l'ameublement. Particulièrement dynamique ces dernières années, la R&D a également souffert.

ÉVOLUTION DES IDE MANUFACTURIERS EN EUROPE ENTRE 2024 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS ET D'EMPLOIS



ÉVOLUTION DES IDE DANS DES CENTRES DE R&D EN EUROPE ENTRE 2024 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS ET D'EMPLOIS



ÉVOLUTIONS SECTORIELLES (2025 vs. 2024)

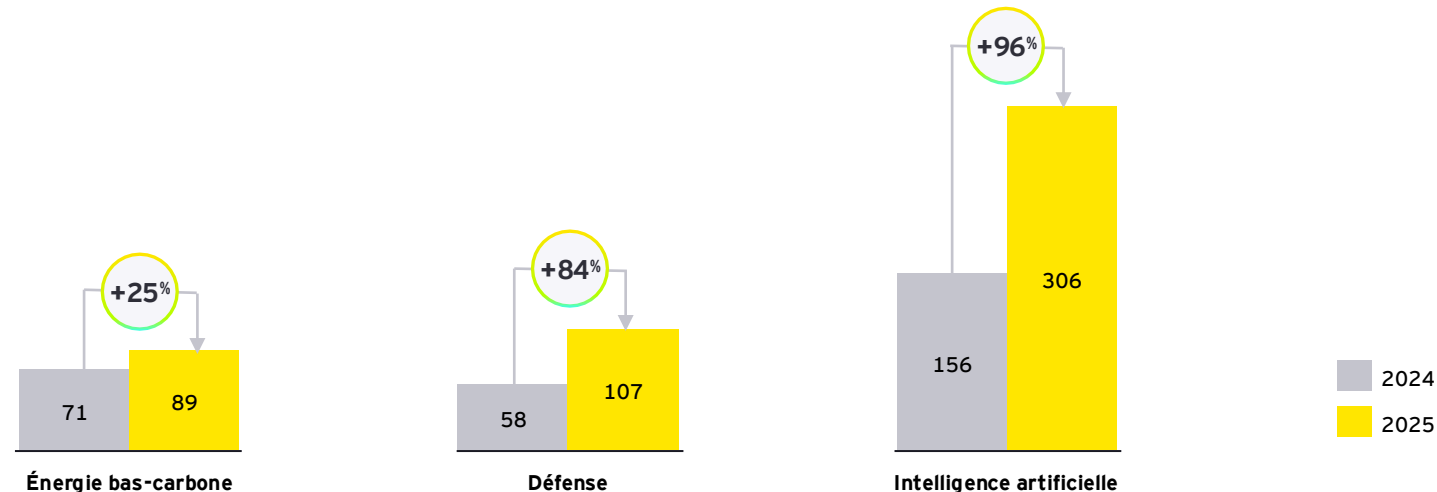
- ✓ **Électronique :**
- 2% de projets et -19% d'emplois
- ✓ **Chimie et plasturgie :**
-12% de projets (mais +42% en emplois)
- ✓ **Santé :**
-28% de projets et -39% d'emplois
- ✓ **Ameublement, verre, bois et céramique :**
-43% de projets et -61% d'emplois

Source : EY European Investment Monitor

Dans des secteurs à très forte croissance (IA, défense, énergie bas-carbone, etc.), l'Europe est néanmoins parvenue à attirer des projets stratégiques

En 2025, malgré la contraction des investissements étrangers, l'Europe est parvenue à attirer des projets dans des secteurs appelés à façonner l'économie de demain, en particulier dans l'intelligence artificielle. Elle a ainsi accueilli des investissements portés par des acteurs hautement spécialisés (OpenAI, Mistral, etc.), ainsi que des centres de développement et les infrastructures indispensables à leur déploiement. À cet égard, le nombre de projets de *data centers* annoncés par des entreprises étrangères y a plus que doublé en un an. Le Vieux Continent a également enregistré plus d'une centaine d'investissements directs étrangers dans le secteur de la défense, principalement à caractère industriel, ainsi que de nombreux investissements dans l'énergie, à l'image de celui porté par Hitachi Energy en Écosse. Ces dynamiques s'accompagnent par ailleurs de projets essentiels à la décarbonation de l'appareil productif et à la transformation de secteurs clés, notamment celui des mobilités vertes.

ÉVOLUTION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT ÉTRANGERS EN EUROPE ENTRE 2024 ET 2025, POUR UNE SÉLECTION DE SECTEURS ET D'ACTIVITÉS



EXEMPLES

OPEN AI

Ouverture d'un bureau à Munich (Allemagne) pour répondre aux besoins des utilisateurs allemands.

HITACHI ENERGY

Ouverture d'un centre d'ingénierie à Glasgow (Royaume-Uni) pour accompagner les investissements dans la modernisation du réseau électrique britannique.

RHEINMETALL

Extension des lignes de production et création de 250 emplois en Sardaigne (Italie) afin d'accroître les capacités de production de munitions.

Source : EY European Investment Monitor

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

L'attractivité de la France en 2025

Où en est la France aujourd'hui ?

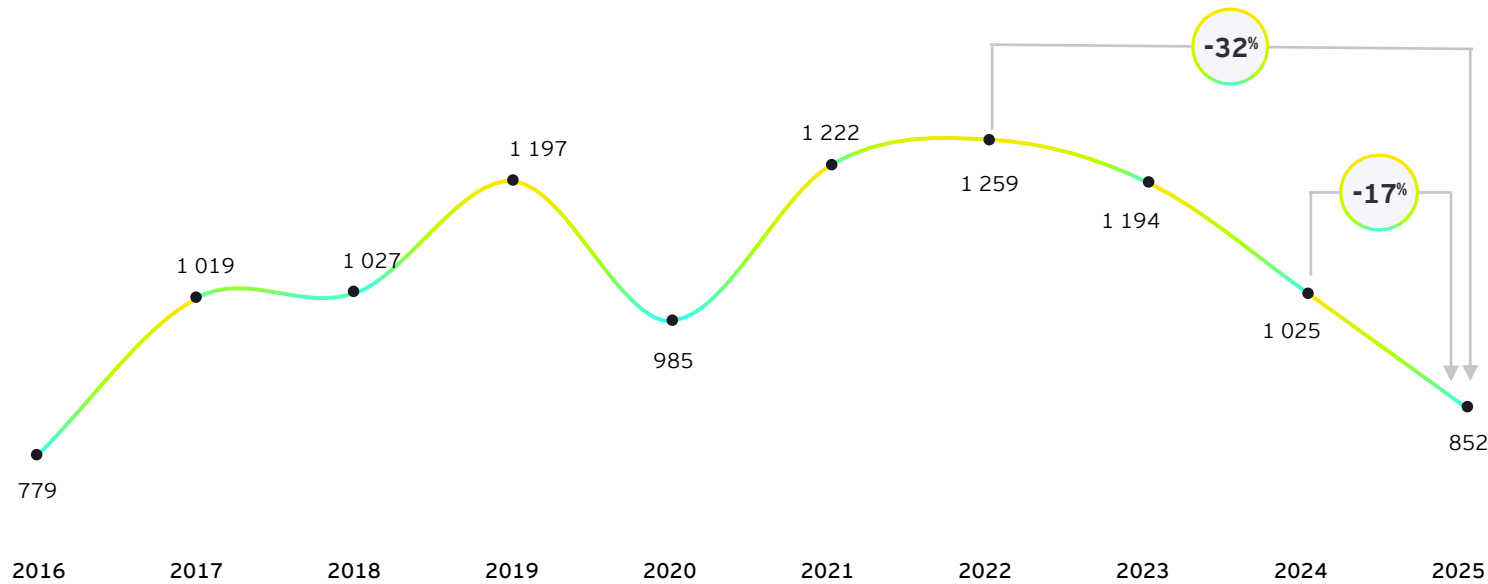
Qui avons-nous accueilli en 2025 ?

L'envie de France des entreprises américaines est-elle toujours aussi forte ?

-
- 1
 - 2
 - 3
 - 4
 - 5
 - 6
 - 7
 - 8
 - 9

En 2025, les investissements étrangers en France ont de nouveau chuté, marqués par le contexte international, le climat politique et le niveau de notre compétitivité

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IMPLANTATIONS ET D'EXTENSIONS ÉTRANGÈRES EN FRANCE ENTRE 2016 ET 2025



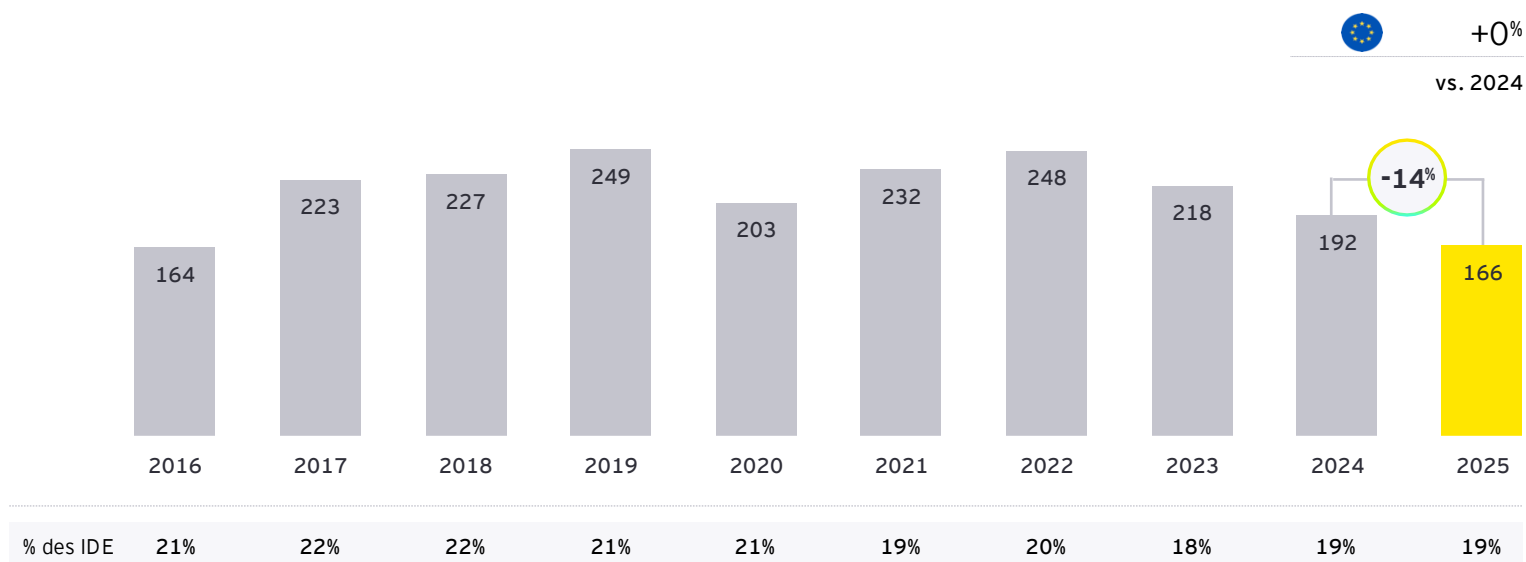
FACTEURS CLÉS

- Prudence accrue dans un contexte de tensions géopolitiques et d'incertitudes liées aux politiques tarifaires
- Faible croissance économique en France
- Interrogations persistantes sur la compétitivité de la France et de l'Europe et sur leur capacité à faire face à la concurrence américaine et chinoise
- Absence de visibilité liée à la situation politique en France

Source : EY European Investment Monitor

La désaffection des investisseurs américains, historiquement très actifs, explique également cette contraction des IDE

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN FRANCE PORTÉS PAR DES ENTREPRISES AMÉRICAINES ENTRE 2016 ET 2025



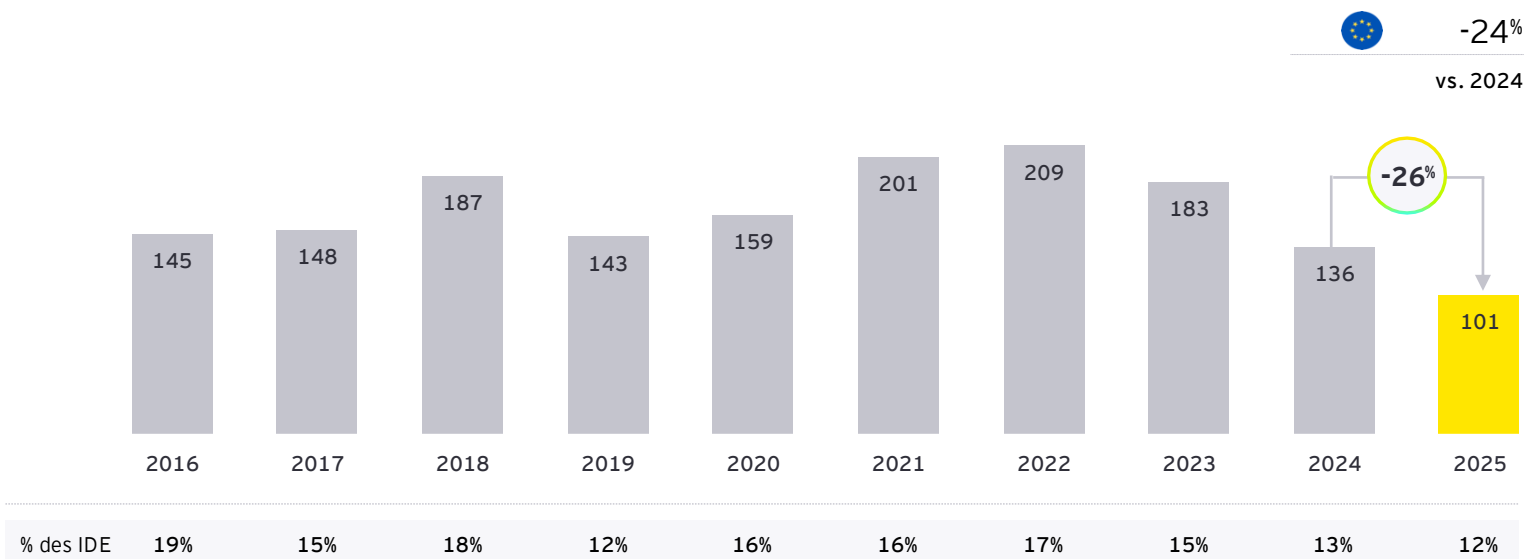
FACTEURS CLÉS

- Prudence accrue des entreprises américaines vis-à-vis de l'Europe
- "America First!": incitations fiscales pour les entreprises américaines investissant et produisant sur le territoire national
- Visibilité dégradée sur les perspectives économiques

Source : EY European Investment Monitor

La France a également pâti de la prudence des entreprises allemandes à engager des investissements, en lien avec leurs difficultés actuelles

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS D'INVESTISSEMENTS EN FRANCE PORTÉS PAR DES ENTREPRISES ALLEMANDES ENTRE 2016 ET 2025



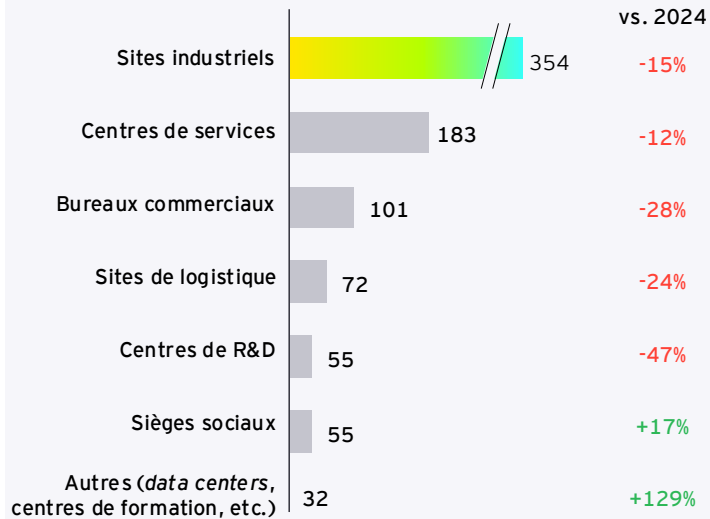
FACTEURS CLÉS

- Marges sous pression, sous l'effet de la hausse des coûts de production (notamment énergétiques) et du recul des revenus, lié à une demande plus faible en Chine et à intensification de la concurrence internationale sur les marchés clés
- Accès aux financements plus contraints dans un contexte de taux d'intérêt élevés
- Visibilité dégradée sur les perspectives économiques

Source : EY European Investment Monitor

Malgré tout, la France a accueilli **852 projets** en 2025, dont 42% d'usines...

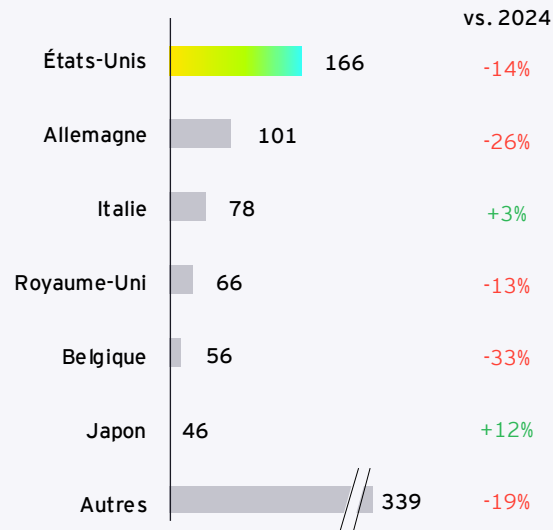
RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2025, PAR ACTIVITÉ



CHIFFRES CLÉS

42% des IDE en France en 2025 sont des investissements manufacturiers, essentiellement des extensions de sites (87%), dans les secteurs de l'automobile, l'aéronautique, des équipements industriels ou de l'agroalimentaire.

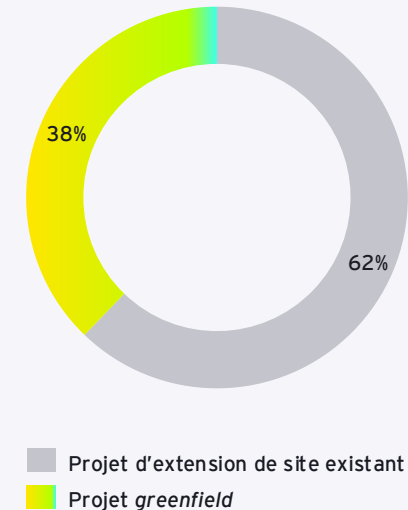
RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2025, PAR PAYS D'ORIGINE



CHIFFRES CLÉS

59% des investissements étrangers en France en 2025 ont été portés par des entreprises européennes. Malgré le recul des investissements, les États-Unis conservent leur place de premier investisseur étranger dans l'Hexagone (19% des IDE en 2025).

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN FRANCE EN 2025, PAR TYPE DE PROJET



CHIFFRES CLÉS

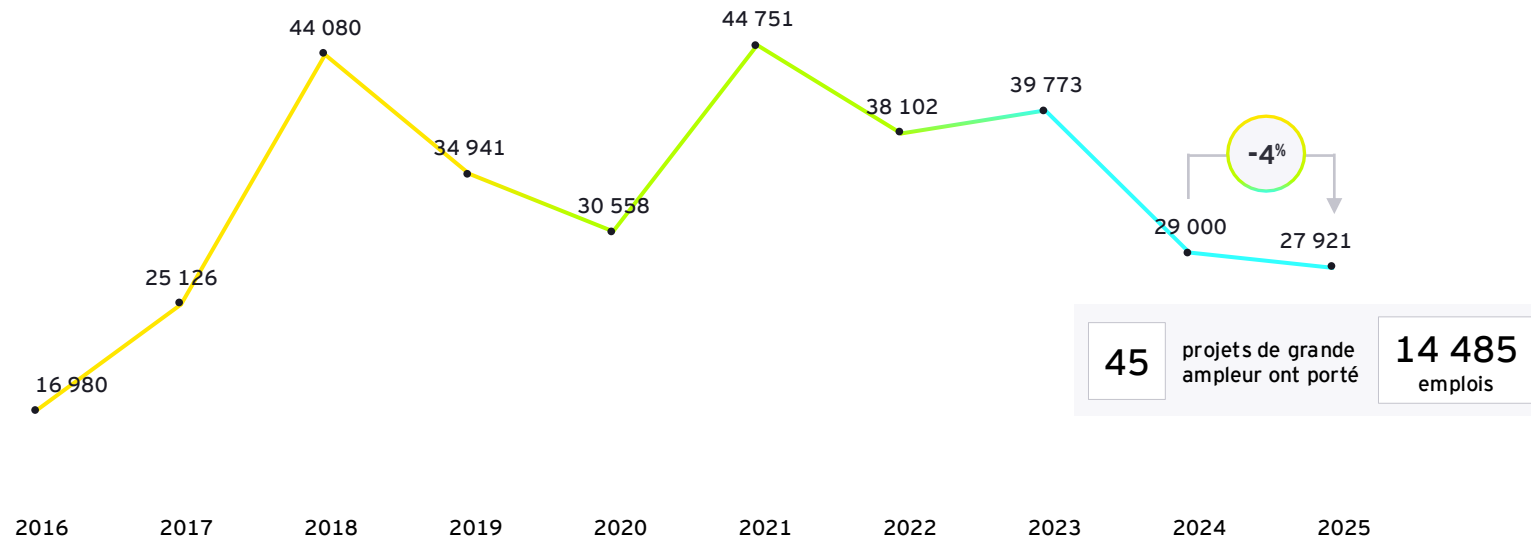
En 2025, 62% des investissements étrangers en France correspondent à des extensions de sites existants (63% en 2024).

Source : EY European Investment Monitor

... et les emplois générés par les investissements étrangers sont restés relativement stables, bien que concentrés sur un nombre réduit de projets

En 2025, les investissements étrangers en France ont généré près de 28 000 emplois dans l'Hexagone, soit presque autant qu'en 2024 (-4%). Ces créations sont toutefois fortement concentrées : moins de 5% des projets d'IDE représentent à eux seuls la moitié des emplois. Si la France peut se féliciter d'avoir attiré ces investissements, essentiellement dans la logistique et l'industrie, cette concentration traduit aussi une moindre intensité en emplois au sein des projets restants, reflet de la prudence des entreprises.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ENTRE 2016 ET 2025



EXEMPLES

AMAZON

L'entreprise américaine a annoncé la création de près de 5 000 emplois sur ses plateformes logistiques de Colombier-Saugnieu (Rhône), Illiers-Combray (Eure-et-Loir) et de Beauvais (Oise).

ACTION

L'enseigne de magasins hard-discount devrait créer près de 600 emplois, avec l'ouverture d'une nouvelle plateforme logistique à Saint-Crépin-Ibouvillers (Oise).

NEW CLEO

Le projet d'implantation d'une usine de production de combustible nucléaire à Pont-sur-Seine (Aube) devrait permettre la création de 500 emplois directs.

Source : EY European Investment Monitor

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Les comparaisons européennes
















La France conserve-t-elle la première place du classement européen ?
Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie... où en sont tous nos concurrents ?

-
- 1
 - 2
 - 3
 - 4
 - 5
 - 6
 - 7
 - 8
 - 9

Pour la 7^e année consécutive, la France conserve sa place de 1^{re} destination européenne en nombre d'investissements internationaux

La France conserve en 2025 sa place de première destination européenne pour les investissements étrangers, devant le Royaume-Uni (730 projets d'IDE) et l'Allemagne (548). Au-delà de ce classement, l'analyse des flux met en lumière une Europe à deux vitesses : d'un côté, une nette contraction des projets en Europe de l'Ouest ; de l'autre, la résilience - voire le dynamisme - des économies d'Europe du Sud et de l'Est.

PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN EUROPE EN 2025, EN NOMBRE DE PROJETS

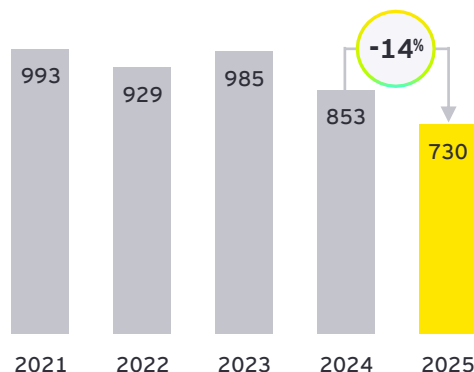
#	Pays	Nombre de projets d'IDE en 2025	Évolution vs. 2024
1	 France	852	-17%
2	 Royaume-Uni	730	-14%
3	 Allemagne	548	-10%
4	 Turquie	383	+20%
5	 Espagne	376	+7%
6	 Pologne	285	+10%
7	 Italie	206	-8%
8	 Belgique	187	-11%
9	 Portugal	186	-5%
10	 Pays-Bas	159	+8%
11	 Roumanie	109	+16%
12	 Finlande	91	+14%
13	 Suisse	84	-24%
14	 Autriche	82	-22%
15	 Irlande	75	+0%
	Autres	673	-7%
Total		5 026	-7%

Source : EY European Investment Monitor

Le Royaume-Uni et l'Allemagne, principaux concurrents de la France, ont connu un recul comparable du nombre de projets annoncés en 2025

À l'image de l'Hexagone (-17%), le Royaume-Uni et l'Allemagne enregistrent une baisse marquée des investissements étrangers, respectivement de -14% et de -10% par rapport à 2024.

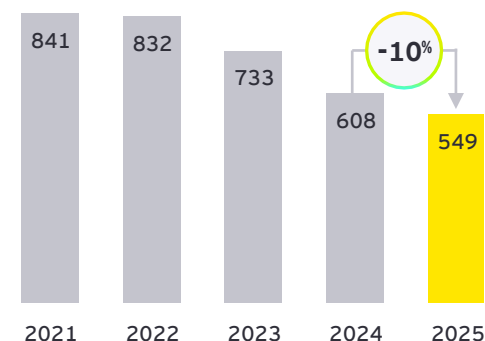
ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IDE AU ROYAUME-UNI ENTRE 2021 ET 2025



CHIFFRES CLÉS

- Recul des IDE industriels (-28% vs. 2024) dans la quasi-totalité des secteurs d'activités
- Forte contraction des investissements dans les centres de recherche et développement (-59% vs. 2024)

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IDE EN ALLEMAGNE ENTRE 2021 ET 2025



CHIFFRES CLÉS

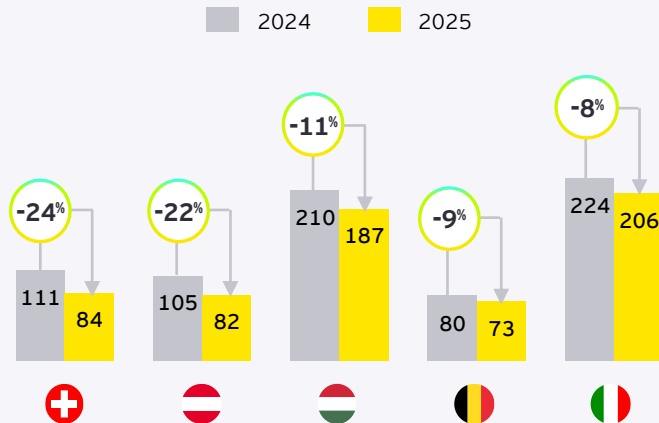
- Contraction des investissements chinois (-15% vs. 2024), après un point haut atteint en 2025
- Repli des investissements dans la logistique (-17% vs. 2024)
- Fort recul des IDE industriels (-36% vs. 2024), à un niveau historiquement bas

Source : EY European Investment Monitor

Ailleurs en Europe, les performances sont contrastées, avec une dynamique plus marquée en Europe du Sud et en Europe centrale

ILS SUBISSENT UN RECU MARQUÉ DES IDE

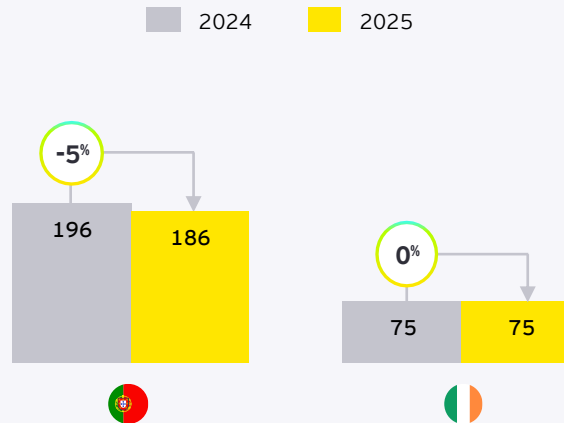
(BAISSE DES IDE ENTRE 2024 ET 2025
INFÉRIEURE À LA MOYENNE EUROPÉENNE)



- Le recul des investissements étrangers est tout aussi marqué en Italie (-8% vs. 2024) et en Belgique (-11%), en particulier en raison de l'absence de projets industriels et logistiques *greenfield*.
- En Suisse et en Autriche, la contraction est également significative, mais les performances restent proches des moyennes des trois dernières années.

ILS AFFICHENT UNE CERTAINE RÉSILIENCE

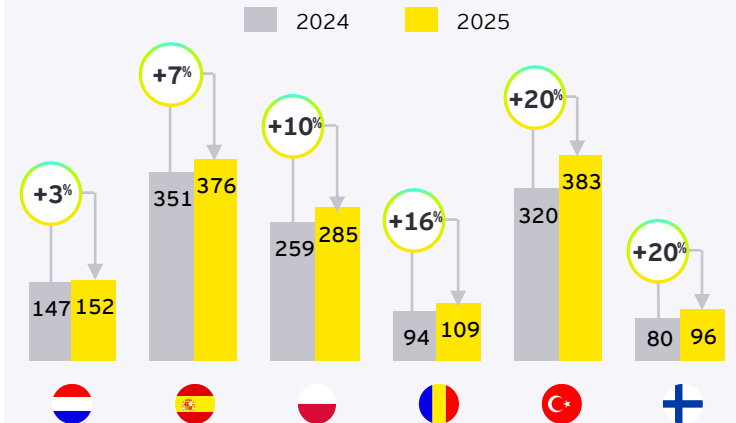
(BAISSE DES IDE ENTRE 2024 ET 2025
COMPRISE ENTRE -7% ET 0%)



- En 2025, l'Irlande a attiré 75 projets d'IDE, soit un niveau équivalent à celui de 2024. Si cette stabilité est relativement favorable au regard de la tendance européenne, elle reste nettement inférieure aux niveaux de 2022 (185 projets), lorsque l'activité des entreprises américaines y était plus soutenue.
- Dans le même temps, en s'appuyant notamment sur la disponibilité de foncier, la réduction des délais administratifs, et un environnement plus réactif, les pays d'Europe du Sud et centrale font preuve d'une résilience marquée ...

ILS AFFICHENT UNE PROGRESSION DES IDE

(HAUSSE DES IDE
ENTRE 2024 ET 2025)



- ... voire d'une dynamique franchement positive. En 2025, l'Espagne, la Pologne, la Roumanie et la Turquie se sont particulièrement illustrées, avec une hausse des IDE de 7%, 10%, 16% et 20% respectivement.
- Aux Pays-Bas, la progression des IDE (+3%) est notamment portée par des mouvements dans la finance et les sièges sociaux. En Finlande (+20%), elle s'appuie sur le dynamisme des activités de services et des *data centers*.

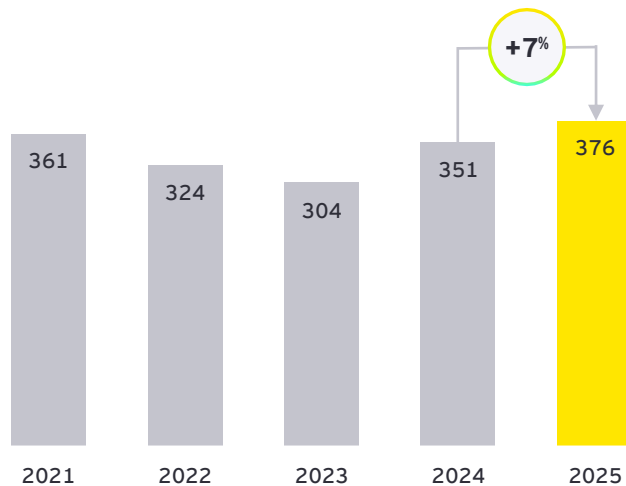
Note : seuls les principaux pays en nombre d'investissements étrangers (top 15) sont représentés.
Source : EY European Investment Monitor

L'Espagne se distingue notamment par une forte progression des investissements étrangers

En 2025, l'Espagne a attiré 376 investisseurs étrangers, soit 7% de plus qu'en 2024.

En revanche, l'emploi chute lourdement (-60% vs. 2024), notamment en raison de l'absence de mégaprojets (>500 emplois), habituellement nombreux ces dernières années.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IMPLANTATIONS ET D'EXTENSIONS ÉTRANGÈRES EN ESPAGNE ENTRE 2021 ET 2025



FACTEURS CLÉS

- Croissance économique supérieure au reste de l'UE (+2,8% en 2025 vs. +1,4%)
- Coût de la main d'œuvre parmi les plus faibles de la zone euro (26€ par heure de travail vs. 38€)
- Liens forts avec les investisseurs chinois dans les secteurs de l'énergie et des batteries
- Attractivité de l'écosystème tech en Catalogne (présence d'entreprises de rang mondial, capacité à attirer les talents internationaux)
- Contraintes limitées sur le foncier pour la logistique, l'industrie et les data centers
- Forte interconnexion entre ports, infrastructures logistiques et sites industriels à proximité

EXEMPLES

TDG IBERNAVITAS

L'entreprise chinoise TDG s'implantera à Saragosse avec un investissement de 120 millions d'euros sur cinq ans. Spécialisée dans les batteries et les solutions de stockage d'énergie, l'entreprise prévoit la création de 800 emplois.

MICROSOFT
















Microsoft a décidé de relocaliser son centre de ventes en ligne pour l'Europe de l'Ouest de Dublin à Barcelone. 250 recrutements sont prévus au cours des deux prochaines années.

Source : EY European Investment Monitor

Premier pays européen en nombre d'investissements étrangers, la France occupe le 2^e rang en **nombre d'emplois créés**

Si la France gagne une place, avec près de 28 000 emplois créés, elle reste devancée par le Royaume-Uni, où les investissements étrangers, pourtant moins nombreux, ont généré environ 1 000 emplois supplémentaires. Au sein du top 10 européen, la Hongrie détonne, avec une progression significative des créations de postes (+249% en un an), portée par les annonces de BYD et de ses sous-traitants étrangers.

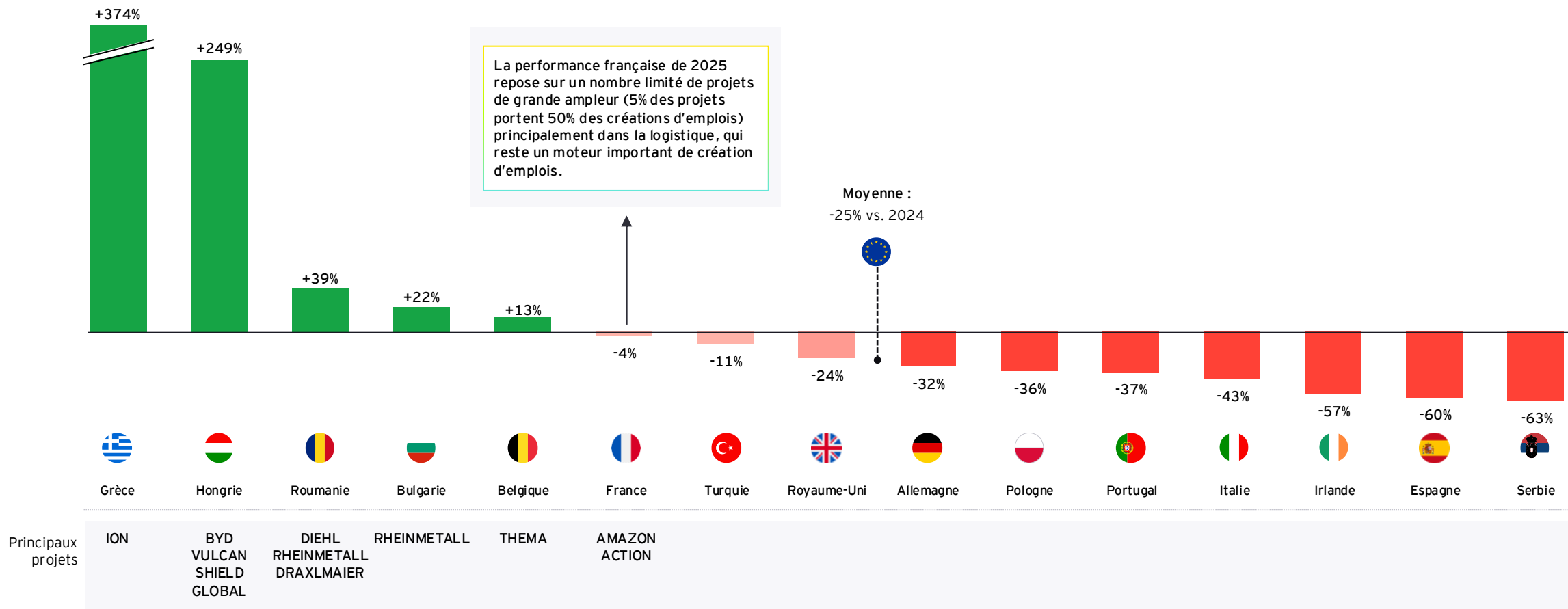
PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN EUROPE EN 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS

#	Pays	Nombre d'emplois générés par les IDE en 2025	Évolution vs. 2024	Nb. moyen d'emplois par projet
1	 Royaume-Uni	28,867	-24%	44
2	 France	27,921	-4%	34
3	 Turquie	24,130	-11%	63
4	 Hongrie	14,243	+249%	291
5	 Espagne	13,913	-60%	52
6	 Allemagne	13,114	-32%	32
7	 Pologne	12,015	-36%	62
8	 Portugal	11,591	-37%	93
9	 Italie	8,950	-43%	51
10	 Serbie	6,399	-63%	206
11	 Belgique	6,094	+13%	35
12	 Roumanie	5,710	+39%	150
13	 Irlande	3,216	-57%	63
14	 Grèce	2,927	+374%	146
15	 Bulgarie	2,559	+22%	85
	Autres	20,538	-26%	37
Total		202 186	-25%	51

Source : EY European Investment Monitor

En 2025, la France a mieux résisté au recul de l'emploi que ses voisins européens

ÉVOLUTION DES EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR LES PROJETS D'IDE, ENTRE 2024 ET 2025, POUR UNE SÉLECTION DE PAYS EN EUROPE



Source : EY European Investment Monitor

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

La situation de l'industrie, de la R&D et des services

La France attire-t-elle les industriels ?

L'innovation à la française séduit-elle toujours autant ?

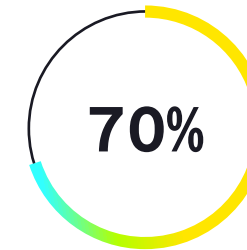
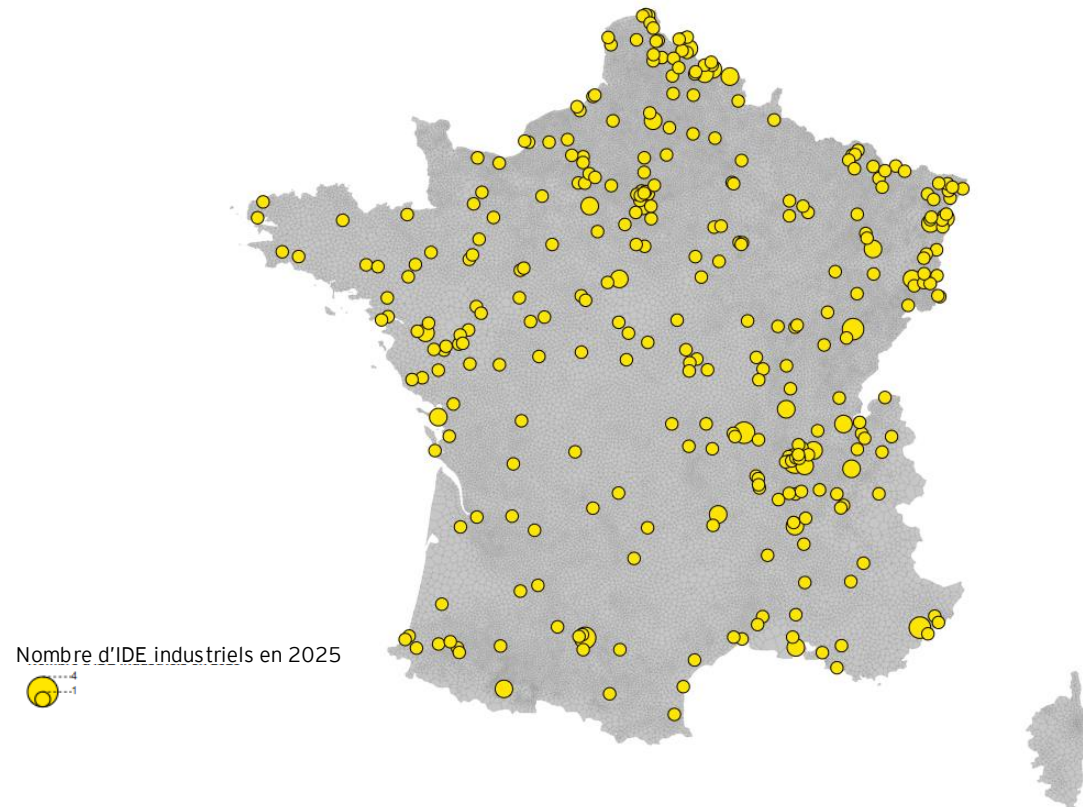
2025, une bonne année pour les entrepôts en France ?

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨

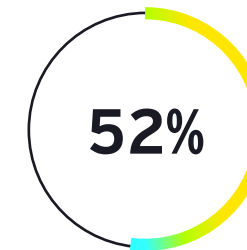
En 2025, 354 entreprises étrangères ont ouvert ou agrandi des usines en France, générant plus de 11 000 emplois ...

Ces investissements bénéficient à des bassins en difficulté, où les taux de chômage sont plus élevés, mais où il existe un savoir-faire indéniable et une forte identité industrielle : en 2025, 70% des projets étrangers manufacturiers et 83% des emplois associés ont été localisés dans des Territoires d'industrie.

RÉPARTITION DES PROJETS D'INVESTISSEMENT ÉTRANGERS MANUFACTURIERS EN FRANCE EN 2025



des projets d'IDE industriels ont été localisés dans un *Territoire d'industrie* (et 83% des emplois).

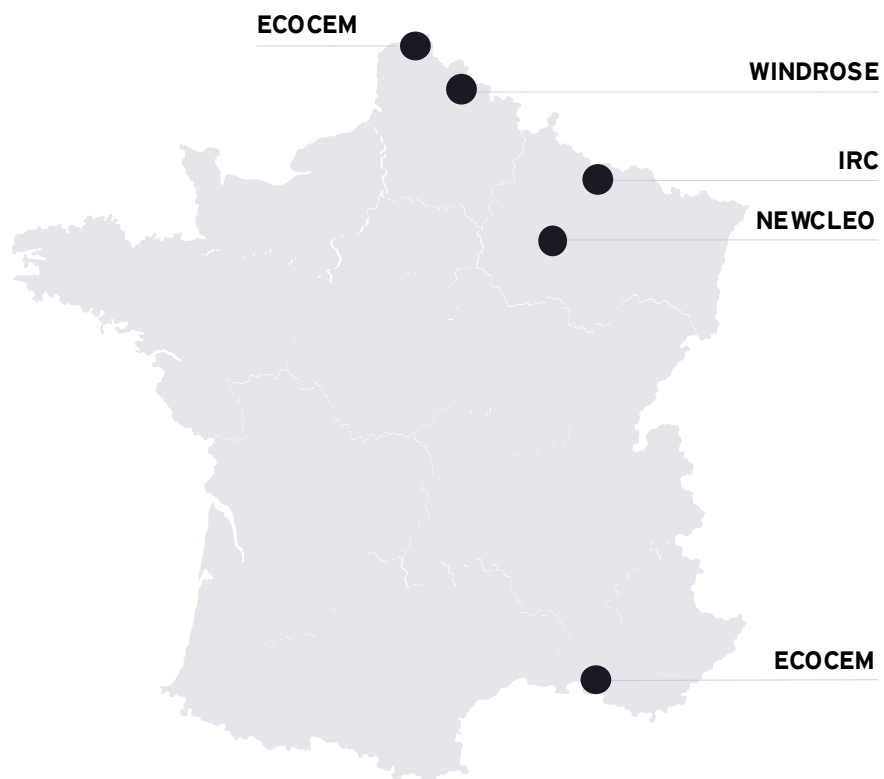


des projets d'IDE industriels ont été localisés dans un territoire de moins de 100 000 habitants.

Source : EY European Investment Monitor

... et l'analyse des **projets industriels** montre que certains d'entre eux répondent directement aux besoins de transformation de l'économie française

EXEMPLES D'IDE INDUSTRIELS
ACCUEILLIS EN FRANCE EN 2025



ÉNERGIE

NEWCLEO

L'entreprise a annoncé son projet d'implantation d'une usine de production de combustible nucléaire à Pont-sur-Seine (Aube), ce qui devrait permettre la création de 500 emplois directs.

ÉCONOMIE CIRCULAIRE

IRC

L'entreprise américaine, pionnière du recyclage chimique textile, a annoncé l'ouverture de sa première usine à dimension mondiale à Saint-Avold en Moselle, avec la création de 200 emplois directs et indirects d'ici 2028.

DÉCARBONATION DE L'APPAREIL INDUSTRIEL

ECOCEM

L'entreprise irlandaise a annoncé plusieurs investissements dans quatre nouvelles lignes de production de sa technologie innovante ACT, en ciment décarboné, sur les sites de Dunkerque et Fos-sur-Mer, pour un montant total de 170M€ et la création de 60 ETP.

MOBILITÉS

WINDROSE

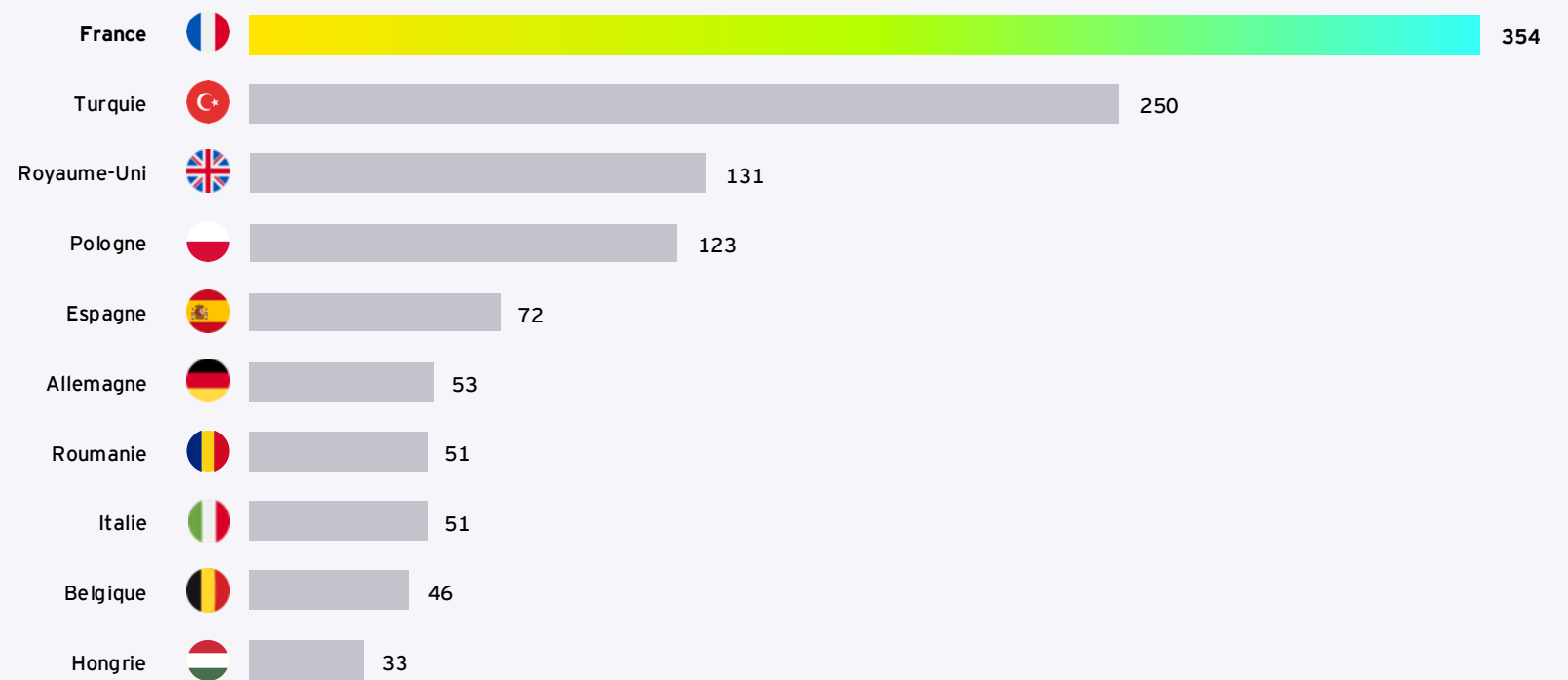
Le fabricant de camions électriques a choisi la métropole de Valenciennes pour y réaliser un investissement de 175M€ et créer sa plus vaste usine européenne. Jusqu'à 1 000 emplois directs et indirects pourraient être créés à terme.

Source : EY European Investment Monitor

La France demeure la première destination européenne pour les investissements industriels étrangers

Avec 354 nouvelles implantations ou extensions d'usines en 2025, la France reste la principale destination européenne en nombre d'IDE industriels, devant la Turquie (250) et le Royaume-Uni (131).

PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES IDE INDUSTRIELS EN EUROPE EN 2025, EN NOMBRE DE PROJETS

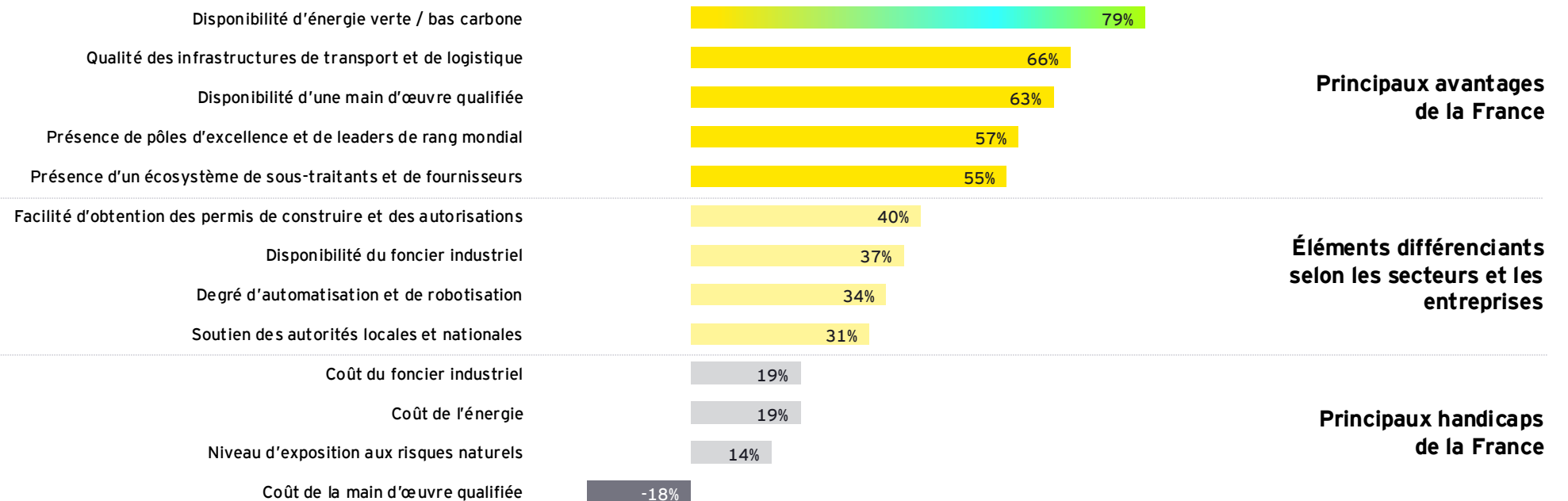


Source : EY European Investment Monitor

Cette position tient, malgré les critiques persistantes sur sa **compétitivité**, à la **solidité de ses fondamentaux**, qui continuent de peser dans les arbitrages internationaux

79% des dirigeants interrogés considèrent l'accès à une énergie verte ou bas-carbone, en partie grâce au nucléaire, comme un atout majeur du site France dans la compétition pour les investissements industriels, devant la qualité des infrastructures de transport et de logistique (66%), la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée (63%) ainsi que la présence de pôles d'excellence et de leaders industriels de rang mondial (57%). Toutefois, notre enquête met en évidence l'ampleur des efforts à engager sur les déterminants de compétitivité-coût (énergie, foncier, main-d'œuvre) qui influent directement sur les coûts d'exploitation, la rentabilité des opérations et, *in fine*, la rentabilité des investissements en France.

PARMI LES PROPOSITIONS SUIVANTES, LESQUELS CONSTITUENT, EN COMPARAISON AVEC SES PRINCIPAUX CONCURRENTS, LES PRINCIPAUX AVANTAGES ET HANDICAPS DE LA FRANCE EN MATIÈRE D'ATTRACTIVITÉ POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ? « % avantages » - « % handicaps »

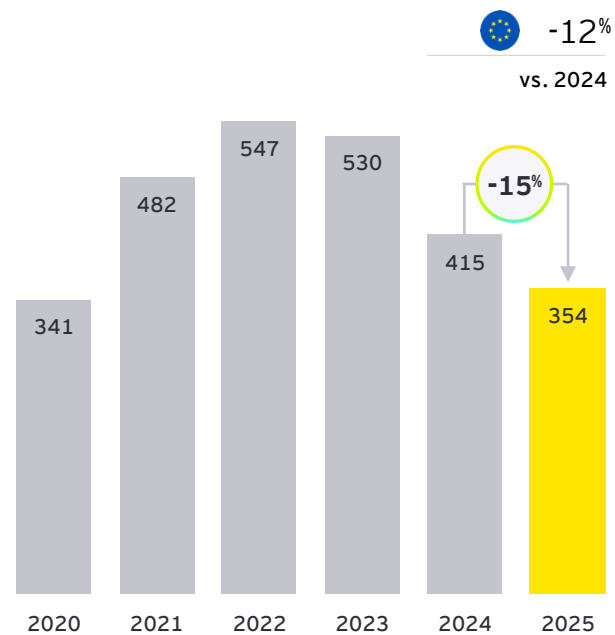


Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

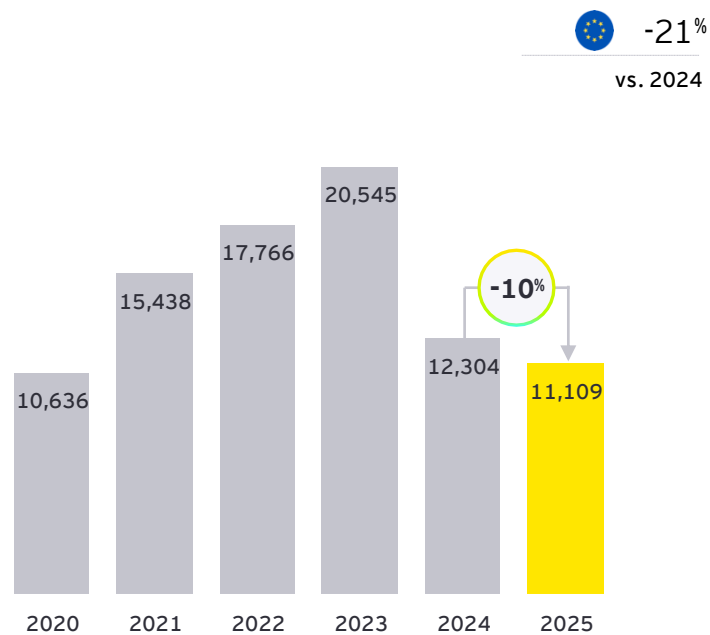
Pour autant, dans un contexte européen déjà dégradé, les industriels étrangers n'ont jamais été aussi peu nombreux à investir dans l'Hexagone qu'en 2025

En 2025, le nombre d'ouvertures et d'extensions d'usines portées par des entreprises étrangères a reculé de 15% en France, soit quasiment d'autant que dans le reste de l'Europe (-12% vs. 2024). Les volumes s'inscrivent en net retrait dans plusieurs secteurs historiques, notamment la chimie, la métallurgie et l'automobile. Les créations d'emplois associées aux IDE manufacturiers reculent également de 10% sur un an, et sont sensiblement inférieures aux niveaux records atteints en 2023.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IDE INDUSTRIELS EN FRANCE ENTRE 2020 ET 2025



ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR LES IDE INDUSTRIELS EN FRANCE ENTRE 2020 ET 2025



ÉVOLUTIONS SECTORIELLES



Ils maintiennent leurs investissements en France :

- Santé
- Énergie



Ils enregistrent un recul des volumes d'investissement :

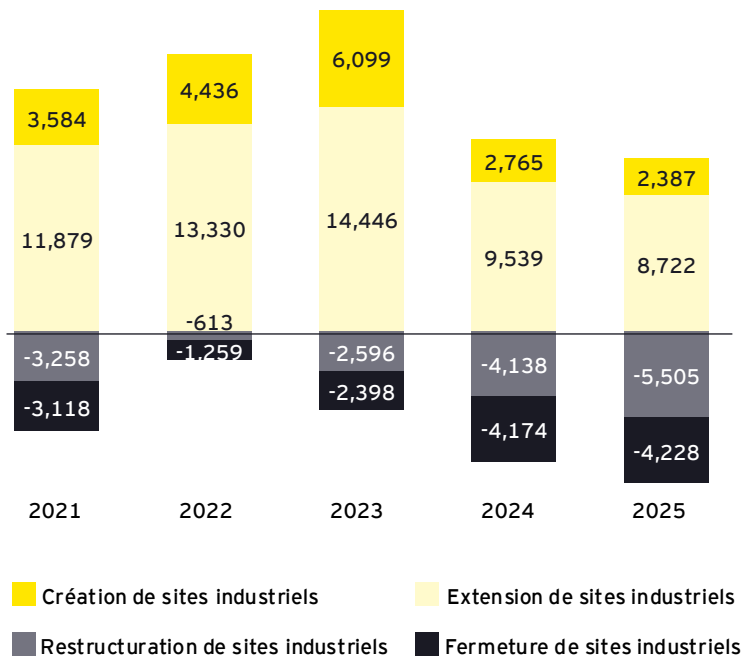
- Chimie
- Métallurgie
- Automobile
- Ameublement, bois, céramique

Source : EY European Investment Monitor

Ils y ont créé davantage d'emplois industriels qu'ils n'en ont détruits, mais le solde continue de se réduire

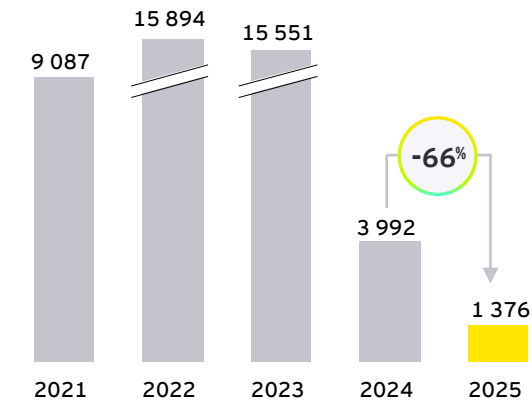
L'analyse des projets suggère que les créations d'emplois industriels portées par des entreprises étrangères ont reculé d'environ 10% en 2025. Dans le même temps, les destructions liées aux restructurations et aux fermetures ont progressé de 17%, freinant la dynamique de réindustrialisation observée entre 2021 et 2024. À l'image de ce que nous observons pour les industriels français (+2 647), le solde reste néanmoins positif (+1 376), mais il continue de s'éroder, se situant à un niveau nettement inférieur à celui enregistré en 2022 (+15 894).

NOMBRE D'EMPLOIS CRÉÉS OU DÉTRUITS PAR LES PROJETS MANUFACTURIERS ÉTRANGERS EN FRANCE



Solde

« Emplois créés » -
« Emplois détruits »



“

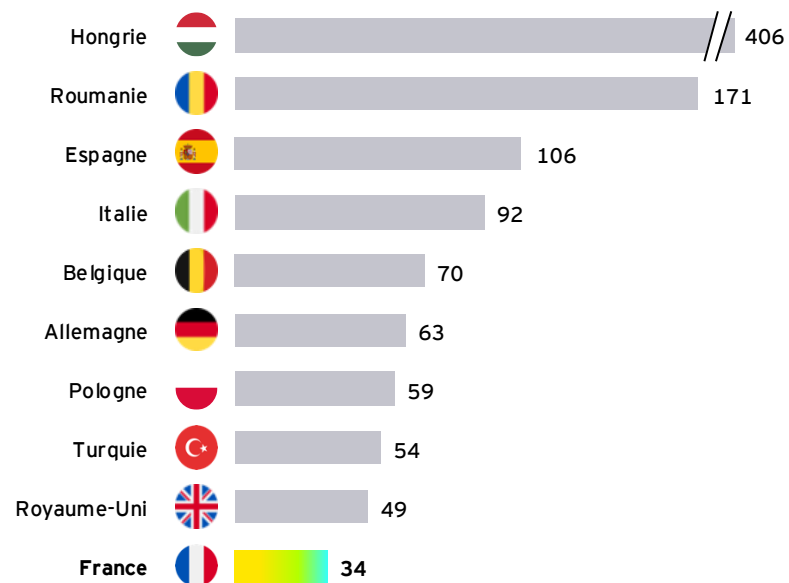
Comme les industriels français, les industriels étrangers sont plus prudents dans leurs investissements et restructurent leurs sites existants, notamment dans les secteurs dépendants des prix de l'énergie. L'électrification automobile émerge comme un secteur porteur, et l'aéronautique continue d'échapper à la crise.

Sources : EY European Investment Monitor, Trendeo

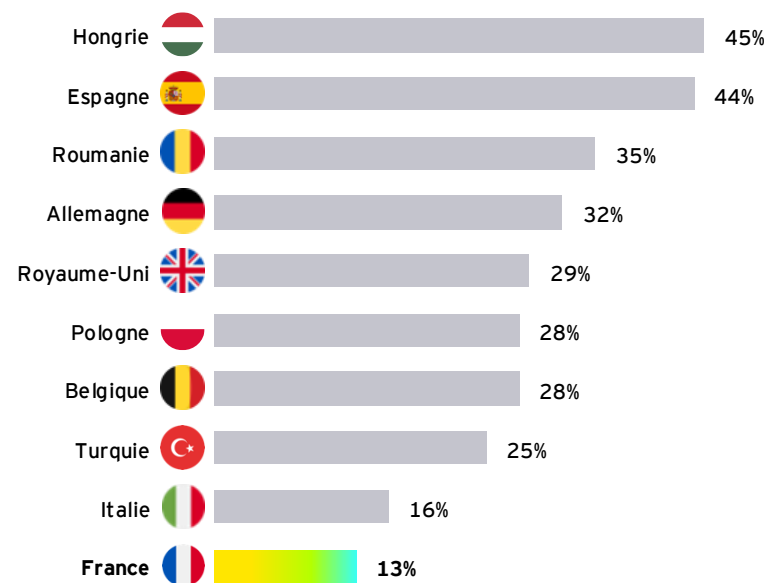
Par ailleurs, les projets industriels dans l'Hexagone sont moins intenses en emplois et moins régénérateurs qu'ailleurs en Europe

En 2025, les projets industriels réalisés dans l'Hexagone ont généré moins d'emplois qu'ailleurs en Europe (34 vs. 49 outre-Manche et 63 outre-Rhin) et portent davantage sur l'extension de sites existants que sur de nouvelles implantations, contrairement à l'ensemble de ses principaux concurrents (13% vs. 29% au Royaume-Uni et 32% en Allemagne).

NOMBRE MOYEN D'EMPLOIS CRÉÉS PAR PROJET INDUSTRIEL ÉTRANGER EN 2025, DIX PRINCIPAUX PAYS EUROPÉENS EN NOMBRE DE PROJETS UNIQUEMENT



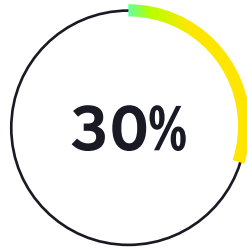
PART DES PROJETS GREENFIELD PARMIS LES PROJETS INDUSTRIELS EN 2025, DIX PRINCIPAUX PAYS EUROPÉENS EN NOMBRE DE PROJETS UNIQUEMENT



Source : EY European Investment Monitor

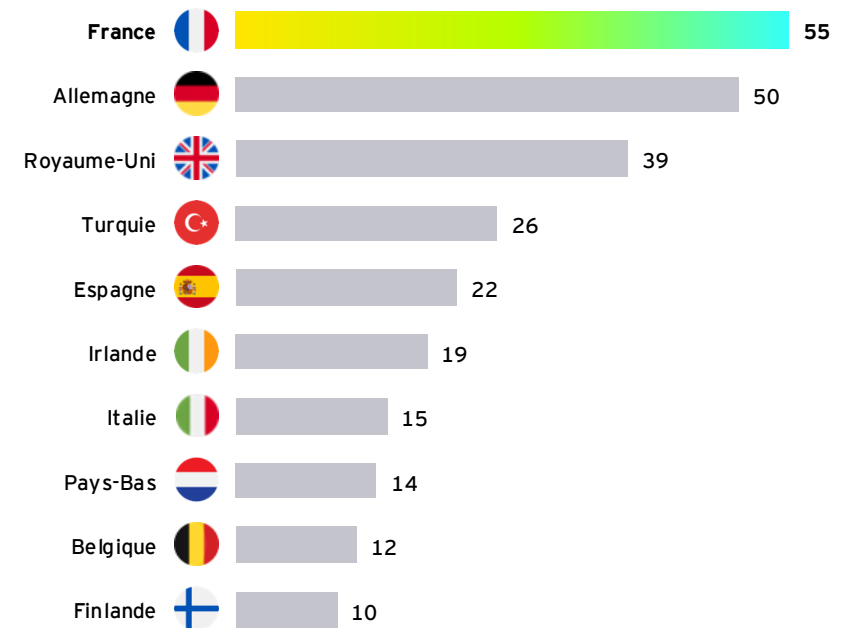
L'innovation à la française continue de séduire et les volumes d'investissement dans les centres de R&D sont plus élevés qu'ailleurs en Europe

L'image d'une France innovante reste solidement ancrée dans l'esprit des investisseurs étrangers. En témoignent les résultats de notre enquête et le nombre élevé d'implantations et d'extensions de centres de R&D portés par des entreprises à capitaux étrangers. En 2024, 55 projets de ce type ont été réalisés dans l'Hexagone, soit un niveau supérieur à celui de tout autre pays européen.



des dirigeants estiment que la capacité d'innovation et de R&D est l'un des principaux atouts de la France en matière d'attractivité pour les investissements étrangers. Seule la « taille du marché » recueille plus de voix (35%).

PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES IDE DANS LES CENTRES EN R&D EN EUROPE EN 2025, EN NOMBRE DE PROJETS

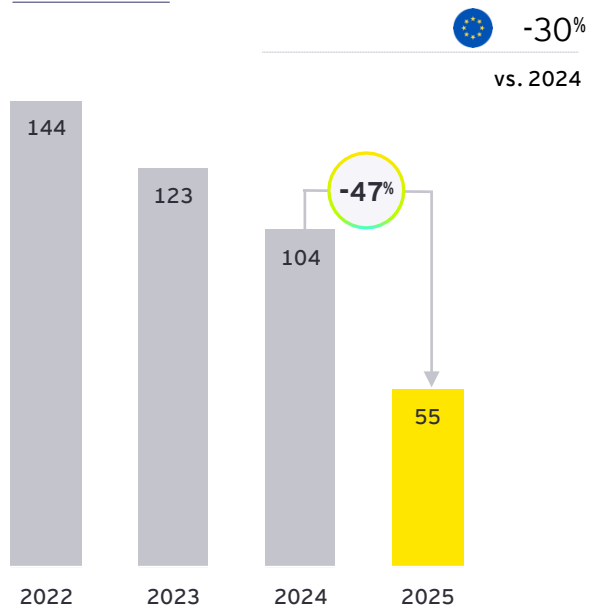


Sources : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026), EY European Investment Monitor

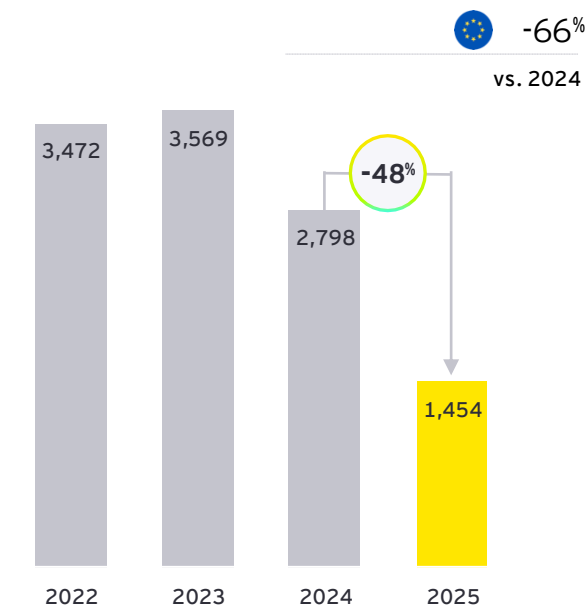
Cependant, les implantations et les extensions de **centres de R&D** ont été affectés par la prudence des dirigeants et les difficultés de certains secteurs

Sous l'effet combiné des incertitudes économiques, du recentrage des stratégies d'innovation, du durcissement des contraintes budgétaires pour les grandes entreprises et de l'intensification de la concurrence internationale, les IDE dans les centres de R&D ont chuté de 30% en Europe en 2025 (vs. 2024). La France, où ce type d'investissement représente en moyenne environ 10% des projets, a été particulièrement affectée, avec un recul des IDE de 47% et des emplois associés dans des proportions similaires (-48%). Les secteurs de l'électronique (-53% vs. 2024), de l'énergie (-57%), de la chimie (-83%) ou encore des équipements médicaux (-83%) sont les plus concernés par cette contraction des investissements dans la R&D.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES CENTRES DE R&D EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES CENTRES DE R&D EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS



EXEMPLES

APTAR PHARMA

L'entreprise américaine a renforcé ses capacités de recherche et développement en France, avec l'extension de son centre de R&D à Val-de-Reuil. Ce projet renforce le rôle de la France comme pôle clé d'innovation pour les technologies d'administration de médicaments au sein du groupe.

LALLEMAND

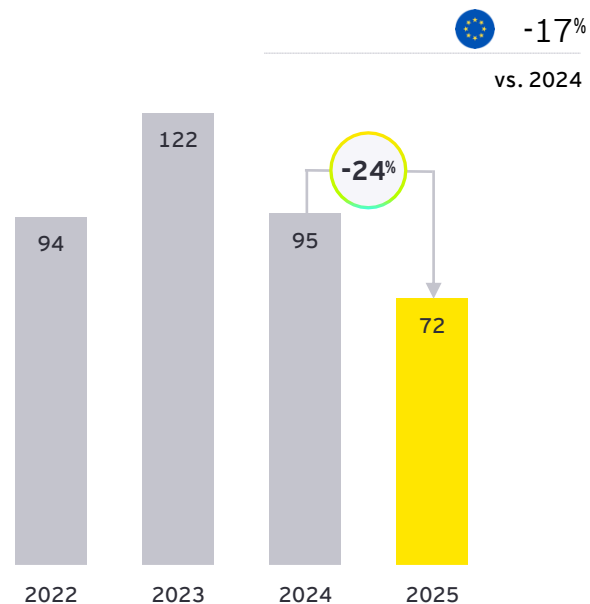
L'entreprise a inauguré son nouveau laboratoire R&D d'application à Rennes. Le site est dédié à la formulation et au test de solutions à base de micro-organismes, ainsi qu'à l'évaluation de leurs effets sur des modèles de produits finis.

Source : EY European Investment Monitor

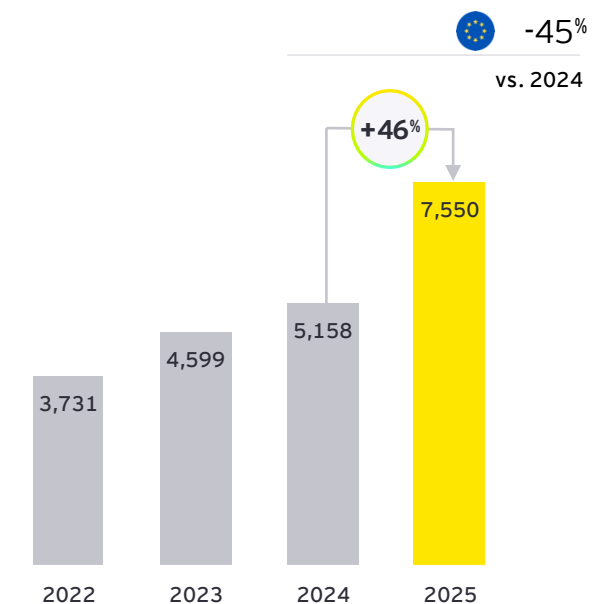
Malgré les contraintes foncières et les délais d'implantation, la **logistique** est l'un des principaux moteurs de créations d'emplois associées aux IDE

En 2025, les projets d'IDE dans la logistique ont reculé de 24% sur un an. Les créations de postes ont néanmoins bondi de 46%, portées par quelques projets d'envergure, confirmant la recomposition progressive du tissu productif français observés ces dernières années.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES PLATEFORMES LOGISTIQUES EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES PLATEFORMES LOGISTIQUES EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS



EXEMPLES

AMAZON

L'entreprise américaine a annoncé la création de près de 5 000 emplois sur ses plateformes logistiques de Colombier-Saugnieu (Rhône), Illiers-Combray (Doubs) et de Beauvais (Oise).

ACTION

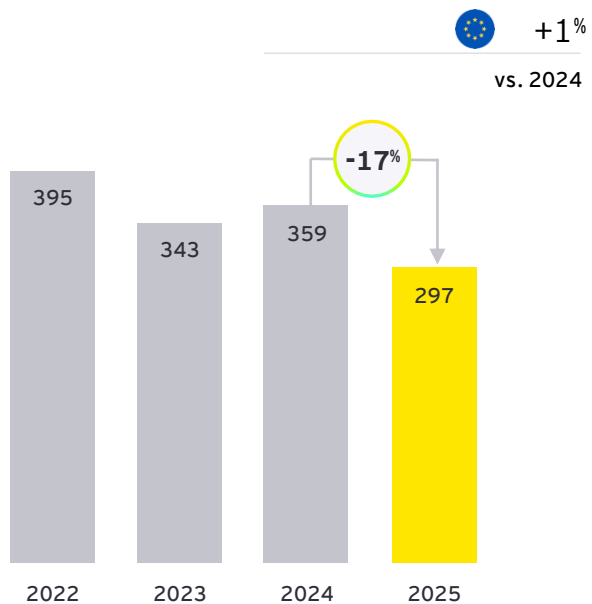
L'enseigne de magasins hard-discount devrait créer près de 600 emplois, avec l'ouverture d'une nouvelle plateforme logistique à Saint-Crépin Ibouvillers (Oise).

Source : EY European Investment Monitor

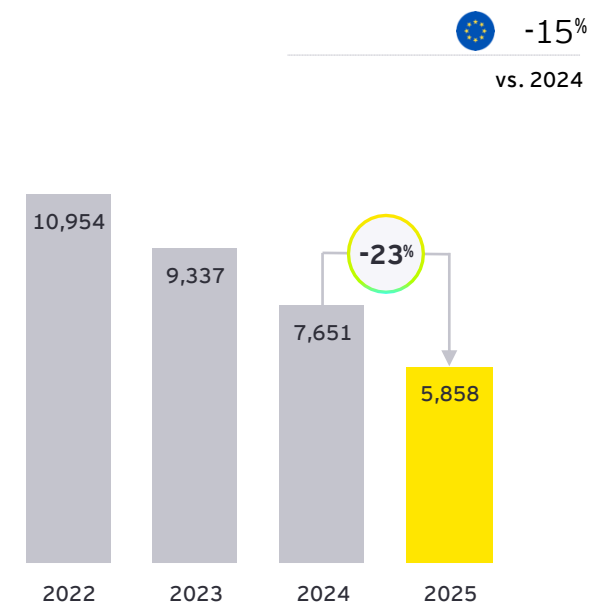
Cette contraction généralisée des implantations et des extensions étrangères en France affecte également les activités de services

En 2025, 297 entreprises étrangères ont fait le choix d'implanter des *back offices* ou des bureaux commerciaux en France (-17% par rapport à 2024). La baisse des investissements et des emplois associés (-23%) reflète la prudence des entreprises dans un environnement économique incertain, mais aussi la dégradation des conditions de marché dans certains secteurs (conseil, *outsourcing*, etc.).

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES ACTIVITÉS SERVICIELLES EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES ACTIVITÉS SERVICIELLES EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS



EXEMPLES

DELTA VISION

Delta Vision, start-up allemande qui développe et produit des solutions de contrôle des fluides pour des applications cryogéniques dans le domaine spatial et pour les nouvelles mobilités, a annoncé l'ouverture d'un premier bureau à Bordeaux (15 emplois créés).

VS CONSULTING

VS Consulting, spécialiste de la finance d'entreprise et de la transformation digitale, accélère son développement international, avec l'ouverture d'un bureau à Lille (20 emplois créés).

Source : EY European Investment Monitor

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Les dynamiques sectorielles

Quels secteurs investissent encore en France ?

La France, nouveau champion de l'intelligence artificielle ?

Où en sont nos secteurs historiques (chimie, automobile, agroalimentaire, etc.) ?

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨

Secteurs en hausse, secteurs en baisse



Ils ont **davantage** investi en 2025 et/ou la France est leader européen

En 2025, les dynamiques d'investissement en France dessinent un paysage sectoriel contrasté. Elles soulignent aussi la résilience de certains secteurs qui continuent de faire le pari de l'Hexagone et de ses territoires. En tête, **les activités de logiciels et de services IT** qui, en dépit d'un contexte économique moins favorable, demeurent le principal pourvoyeur d'IDE en France et l'un des premiers contributeurs à l'emploi.

La résilience du secteur doit beaucoup à la montée en puissance de la cybersécurité, du cloud et, surtout, de **l'intelligence artificielle**. Dans ce domaine, la France s'affirme comme le principal pôle d'attraction en Europe, avec plus d'une cinquantaine d'investissements étrangers recensés en 2025. L'Hexagone est parvenu à attirer des acteurs très spécialisés, comme Anthropic, mais aussi des centres technologiques de premier plan, à l'image de ceux de Rakuten ou de Manpower, ainsi que des *data centers* appelés à soutenir le déploiement massif de ces technologies. Cependant, bien que cet avantage se soit confirmé en 2025, il ne s'est pas pleinement consolidé. La concurrence s'intensifie (le Royaume-Uni a attiré 36 projets) et la position française demeure fragile. Les dirigeants alertent sur l'urgence d'accélérer les investissements dans les infrastructures, de faciliter l'accès au financement et de renforcer les compétences pour consolider cette position et soutenir la dynamique de croissance.

Au-delà de l'IA, d'autres secteurs stratégiques confirment l'ancrage de la France dans les grandes recompositions industrielles et technologiques. Dans **la défense**, plus d'une dizaine d'entreprises ont investi pour accompagner la montée en puissance des capacités de production. Dans **l'énergie**, malgré un recul du nombre d'investisseurs, les projets se révèlent plus intensifs en emplois - 34 nouveaux postes créés en moyenne, en hausse de 17% sur un an - et participent, pour certains, à la transformation énergétique du pays.



Ils ont été **un peu moins actifs**, mais la France compte toujours

Convaincues par la profondeur et la résilience du marché français, de nombreuses entreprises étrangères, en particulier dans la **santé** et **l'agroalimentaire** ont réitéré leur confiance en l'Hexagone. Pour autant, les investisseurs se font plus rares et les projets annoncés dans ces secteurs sont, en moyenne, moins créateurs d'emplois qu'ils ne l'étaient auparavant. Cela témoigne d'un environnement économique plus contraint, avec des pressions sur les volumes et les marges, mais aussi d'interrogations persistantes sur la lisibilité de l'action publique à long-terme et sur la compétitivité-coût du site France.

Dans la **finance**, le constat est également nuancé. La place parisienne s'est affirmée comme un pôle de référence au sein de l'Union européenne et a attiré, en 2025, davantage d'investissements étrangers qu'en 2024 et que Dublin, Amsterdam ou Francfort, mais ne parvient toutefois pas encore à rivaliser avec la City, dont la capacité d'attraction ne s'est pas effondrée après le Brexit.



Ils ont **réduit** leur empreinte en France, entre crises structurelles et conjoncturelles

À l'autre extrémité du spectre, certains secteurs ne se retirent pas de l'Hexagone mais le choisissent de moins en moins comme terre d'investissement. Le ralentissement est particulièrement visible dans **l'électronique**, où les flux d'IDE comme les créations d'emplois reculent en 2025. Plus préoccupant, la France n'est pas parvenue, contrairement aux années précédentes, à capter des projets d'envergure dans les semi-conducteurs.

Le ralentissement est tout aussi marqué au sein des **services aux entreprises et aux professionnels**. Si la montée en puissance de l'intelligence artificielle et les stratégies de rationalisation immobilière ont pu freiner les décisions d'investissement, la chute du nombre de projets et des emplois associés en France, respectivement de l'ordre de 63% et de 83% entre 2022 et 2025, s'explique avant tout par un environnement économique particulièrement contraint. Le recul de la demande pèse lourdement sur la dynamique du secteur.

Dans **l'automobile**, la dégradation du contexte économique, marquée par des ventes à des niveaux historiquement bas, conjuguée aux enjeux de compétitivité de la France, pèse sur les décisions d'investissement et se traduit par un recul continu des projets. Pour autant, l'Hexagone conserve toutefois des atouts structurels : l'ancrage historique de la filière, la densité des donneurs d'ordre et des sous-traitants, la richesse des savoir-faire sont autant d'éléments qui continuent de justifier le choix de la France pour accompagner la transition électrique de la filière.

Enfin, dans des secteurs très électro-intensifs, comme la **chimie**, la **métallurgie**, **l'ameublement** ou encore le **textile**, la question de la compétitivité-coût de l'Europe et de la France se pose avec force. Plus exposés que d'autres à la hausse des coûts de production, à la volatilité des prix des intrants et à l'intensification de la concurrence internationale, ces secteurs subissent de plein fouet la dégradation des conditions de marché. Dans ce contexte, la dynamique d'investissement s'essouffle nettement, traduisant des arbitrages de localisation de plus en plus défavorables à l'Hexagone.

Source : EY European Investment Monitor

Secteurs en hausse, secteurs en baisse



Ils ont **davantage** investi en 2025 et/ou la France est leader européen



Ils ont été **un peu moins actifs**, mais la France compte toujours



Ils ont **réduit** leur empreinte en France, entre crises structurelles et conjoncturelles

Chiffres clés

104

Projets IDE dans le secteur des **logiciels et services IT** (secteur N°1 en France en 2025)

#1



France N°1 en Europe pour l'accueil de projets 100% IA

+100%

Augmentation du nombre d'investissements étrangers en France dans la **défense** entre 2024 et 2025

+20%

Augmentation du nombre d'emplois créés par les IDE dans le secteur de l'**énergie bas-carbone** en France entre 2024 et 2025

+74%

Augmentation du nombre d'emplois créés par les IDE dans le secteur du **transport** et de la **logistique** en France entre 2024 et 2025

Chiffres clés

63

Projets IDE dans le secteur de l'**agroalimentaire** en France en 2025 (-7% vs. 2024)

-40

Écart de projets IDE entre la France et le Royaume-Uni en 2025 dans la **finance**, en dépit de la hausse observée (+50% vs. 2024)

-16%

Baisse du nombre moyen d'emplois par projet dans la **santé** en 2025 (vs. moyenne 2022-2024), malgré un nombre d'investissements stable

Chiffres clés

-46%

Baisse du nombre de projets IDE dans le secteur de l'**automobile** en France entre 2024 et 2025

-63%

Baisse du nombre de projets IDE dans le secteur **des services aux entreprises** en France entre 2024 et 2025 (-83% en nombre d'emplois créés)

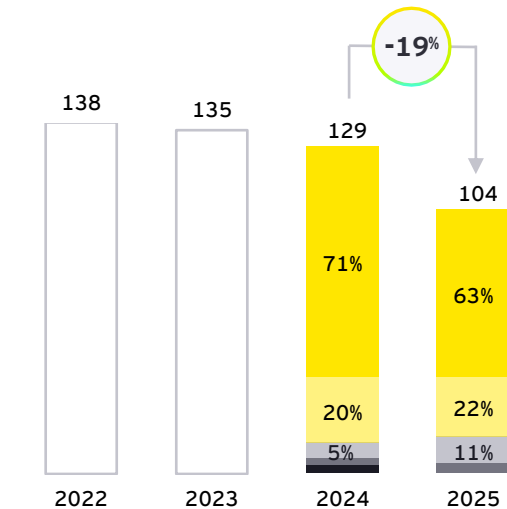
2025

Plus faibles volumes de projets IDE et d'emplois créés en France depuis 2022 dans l'**électronique**, la **chimie**, la **métallurgie** et l'**ameublement**

Malgré un contexte difficile en 2025, les activités de logiciels et de services IT restent un moteur clé de l'attractivité de la France, tant en nombre de projets qu'en création d'emplois

En 2025, 104 entreprises étrangères ont choisi d'implanter ou d'étendre leurs activités en France, dont près des deux tiers dans l'édition de logiciels - conception, développement et commercialisation de solutions logicielles destinées aux entreprises comme au grand public. Principalement localisés dans les grandes métropoles, ces investissements devraient générer près de 3 300 emplois. Le secteur des logiciels et services IT demeure le premier pourvoyeur d'IDE dans l'Hexagone et l'un des principaux contributeurs à l'emploi.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DES LOGICIELS ET DES SERVICES IT EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



Logiciels (SaaS, ERP, CRM...)

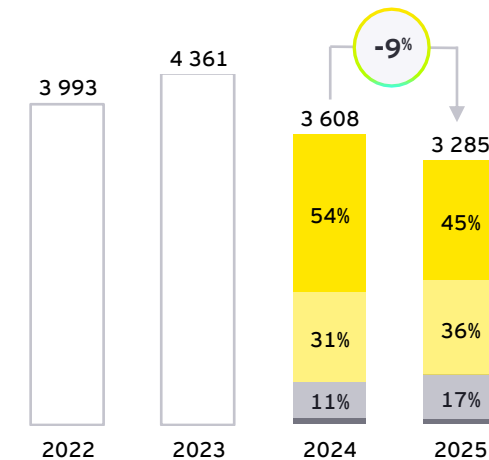
Services IT (conseil, intégration, développement et maintenance des SI)

Infrastructures numériques (cloud, réseaux...)

Automatisation & robotisation (RPA, automatisation des processus et robots logiciels ou industriels)

Technologie quantique (calcul quantique, cryptographie post-quantique...)

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DES LOGICIELS ET DES SERVICES IT EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS



EXEMPLES

CYSEC

La start-up suisse Cysec, spécialisée en cybersécurité et dans les solutions de sécurisation des satellites de télécommunications et des nanosatellites, a ouvert une antenne à Toulouse.

KYNDRYL

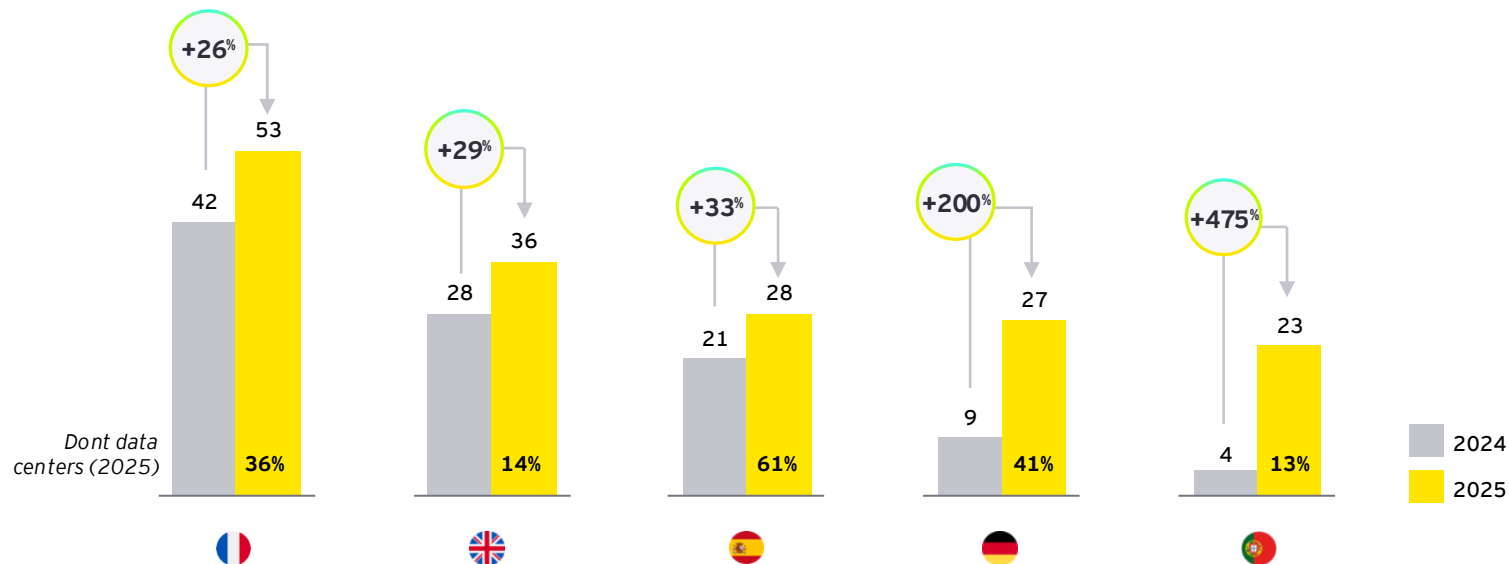
L'entreprise américaine, spécialisée dans les services technologiques pour les entreprises, a annoncé un plan d'investissement de 100M€ sur trois ans en France et la création d'un nouveau hub numérique dédié à l'IA et à la cybersécurité à Sophia-Antipolis.

Source : EY European Investment Monitor

Dans l'intelligence artificielle, la France continue de se positionner comme le principal pôle d'attraction en Europe pour les investissements étrangers

En 2025, la France a attiré 53 investissements étrangers dans le secteur de l'intelligence artificielle, soit 26% de plus qu'en 2024 et davantage que ses principaux concurrents européens. L'Hexagone est parvenu à capter des investissements d'acteurs très spécialisés, comme Anthropic, mais aussi des projets de centres technologiques, à l'image de ceux de Rakuten ou de Manpower, ainsi que des *data centers* destinés à soutenir le déploiement massif de ces technologies.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ENTRE 2024 ET 2025, POUR UNE SÉLECTION DE PAYS EN EUROPE



EXEMPLES

ANTHROPIC

La start-up américaine Anthropic, à l'origine de Claude, ouvre deux bureaux à Paris et à Munich pour consolider sa présence sur le marché européen de l'IA et accélérer son développement auprès des grands groupes du continent.

MANPOWER

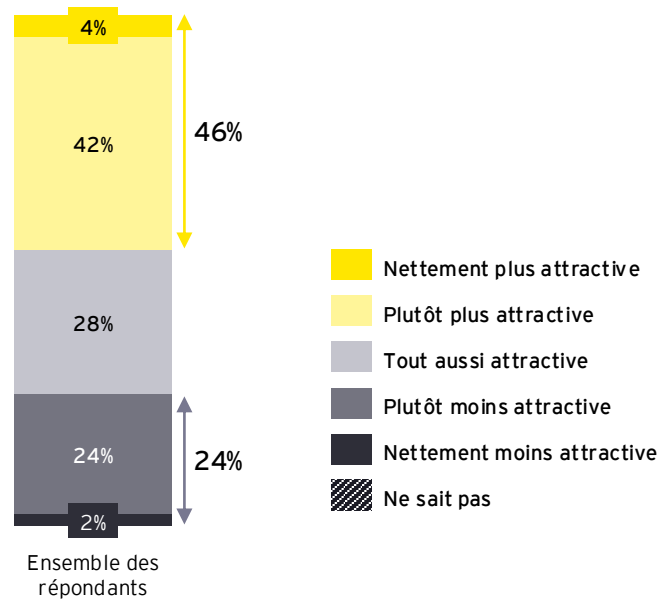
L'entreprise américaine a annoncé la création d'un nouveau hub consacré à l'IA appliquée aux ressources humaines, installé à son siège français à La Défense.

Source : EY European Investment Monitor

Pour l'IA, les dirigeants soulignent la nécessité d'investissements massifs dans les infrastructures, l'accès au financement et le développement des compétences

Près d'un dirigeant sur deux juge la France plus attractive que ses principaux concurrents pour les investissements, l'innovation et le déploiement dans l'IA. Si ce résultat est encourageant et cohérent avec les IDE recensés en 2025, il ne doit pas masquer la fragilité de cette position. Les concurrents européens ont également performé, et le Royaume-Uni semble avoir attiré des investissements plus intensifs en technologies, tandis que la France s'est davantage illustrée sur les infrastructures nécessaires au déploiement de l'IA (36% de *data centers* dans les projets IA vs. 14% outre-Manche). Notre enquête montre aussi que de nombreuses marges de manœuvre subsistent pour renforcer « l'IA-ttractivité » de l'Hexagone.

EN COMPARAISON AUX AUTRES PAYS, DANS QUELLE MESURE LA FRANCE EST-ELLE ATTRACTIVE POUR LES INVESTISSEMENTS, L'INNOVATION ET LE DÉPLOIEMENT DANS LE DOMAINE DE L'IA ?



SELON VOUS, COMMENT LA FRANCE POURRAIT-ELLE AMÉLIORER SON ATTRACTIVITÉ EN TANT QUE DESTINATION POUR LES INVESTISSEMENTS, L'INNOVATION ET LE DÉPLOIEMENT EN INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ?

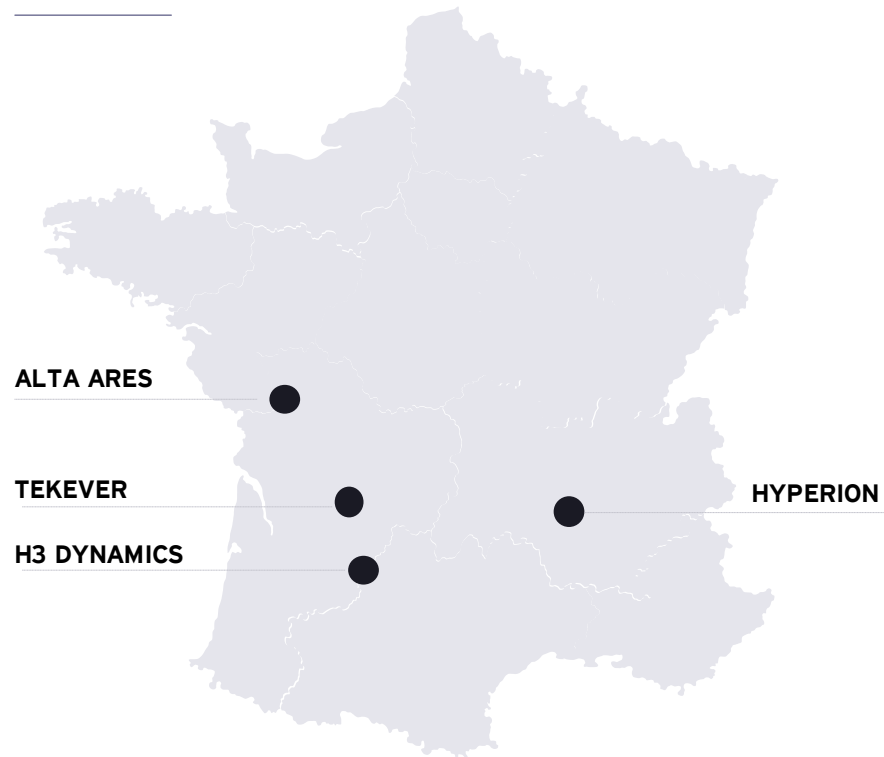


Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

En 2025, des entreprises internationales du secteur de la **défense** ont fait le choix de la France, contribuant à l'augmentation des capacités de production

En France, comme ailleurs en Europe, l'analyse des projets met en évidence l'implantation de nouvelles capacités de production (14 en 2025) ainsi que la diversification de sites existants vers les marchés de la défense. Cette évolution, encore peu perceptible il y a quelques années, s'inscrit dans l'intensification de l'« effort de défense » de l'Hexagone et de ses voisins européens.

EXEMPLES D'IDE ACCUEILLIS EN FRANCE
DANS LE SECTEUR DE LA DÉFENSE EN 2025



DRONES

TEKEVER

L'entreprise a annoncé l'ouverture d'un site d'ingénierie et d'assemblages de drones en Occitanie. Ce projet devrait créer plus de 100 emplois à horizon 2027.

ALTA ARES

La start-up ukrainienne Alta Ares a ouvert sa première unité de production de drones intercepteurs sur un site confidentiel en Charente-Maritime.

MUNITIONS

HYPERION

L'entreprise a annoncé un projet de diversification visant à accroître ses capacités de production et à se positionner sur le marché de la défense. Celui-ci inclut la production de noyaux perforants en carbure pour munitions sur son site dans la Drôme, et devrait générer 20 emplois.

AVIATION MILITAIRE

H3 DYNAMICS

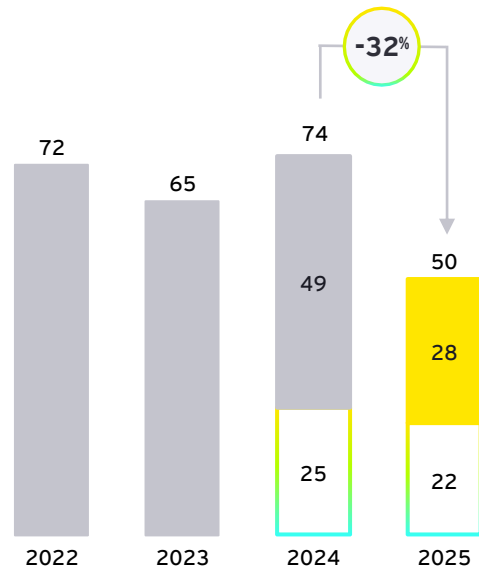
L'entreprise prévoit un investissement de 25 M€ en France pour déployer des lignes de production de nouvelle génération de piles à hydrogène « aero-native », destinées à l'alimentation électrique embarquée d'aéronefs militaires, pilotés ou autonomes.

Source : EY European Investment Monitor

Dans l'énergie, l'investissement ralentit, mais les projets ont créé plus d'emplois et contribuent à accélérer la transition énergétique de l'Hexagone

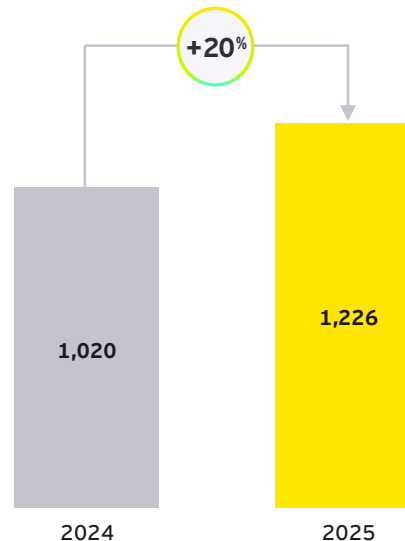
Le nombre d'investissements étrangers dans le secteur de l'énergie a reculé de 32% (2025 vs. 2024), en raison de l'absence, cette année, de projets de bureaux commerciaux portés par des fournisseurs étrangers d'énergies vertes. Malgré ce repli, une cinquantaine d'entreprises ont choisi la France pour leurs projets d'investissement, dont 22 liés à la production d'énergie bas-carbone. Ces projets se révèlent toutefois plus intensifs en emplois qu'auparavant (+20% vs. 2024).

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



En lien avec la production d'énergie bas-carbone

EMPLOIS GÉNÉRÉS EN FRANCE EN 2025 PAR LES PROJETS D'IDE EN LIEN AVEC LA PRODUCTION D'ÉNERGIE BAS-CARBONE



EXEMPLES

SIEMIENS GAMESA

Siemens réinvestit plus de 200 M€ dans son site havrais dédié aux éoliennes en mer. Ce site industriel, le plus grand de France dans le domaine des énergies renouvelables, fabriquera des pales de 115 mètres, parmi les plus longues du marché, destinées à des éoliennes *offshores* de 14 MW, principalement pour le marché européen.

BIOESOL

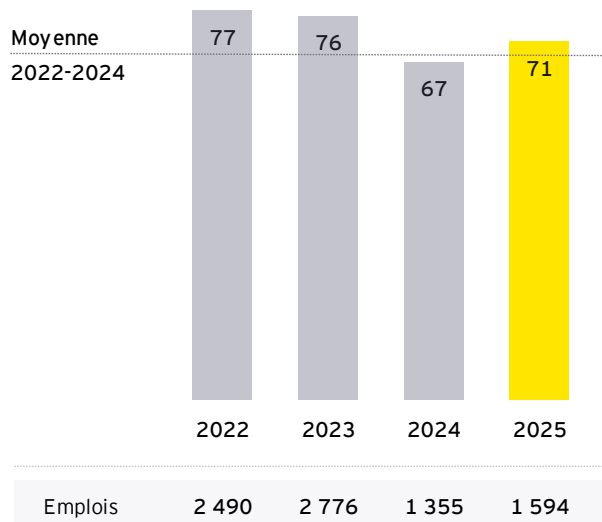
Bioesol a annoncé lors du sommet *Choose France* un investissement de 35 M€ en France afin de développer sa solution intelligente de gestion de l'énergie distribuée à destination des industries. Le projet prévoit la création de 50 nouveaux emplois en Isère.

Source : EY European Investment Monitor

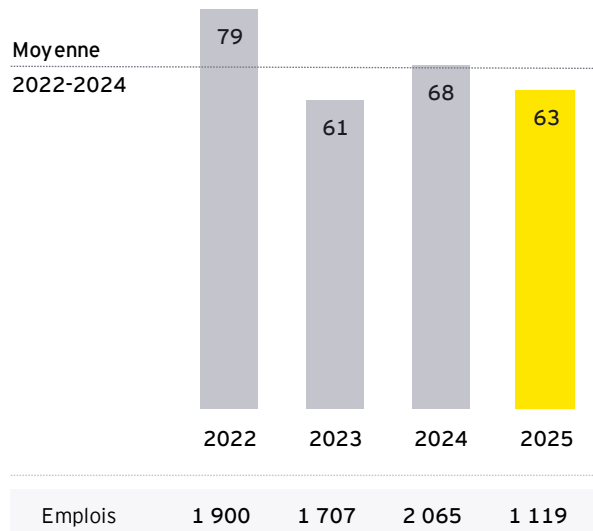
Convaincues par la taille et la solidité du marché français, de nombreuses entreprises étrangères, notamment dans la santé et l'agroalimentaire ont réitéré leur confiance en l'Hexagone, même si elles y ont localisé moins d'emplois

Les annonces de Norgine, Kenvue, Sakata et Ferrero lors du dernier sommet *Choose France* illustrent la relative stabilité des investissements étrangers dans la santé et l'agroalimentaire en 2025, dans le prolongement des trois dernières années. Cette stabilité confirme que le marché français demeure un point d'ancrage important pour les investisseurs internationaux. Néanmoins, dans ces deux secteurs, les projets se révèlent moins créateurs d'emplois qu'au cours des années précédentes, traduisant une confiance encore partielle et des stratégies d'investissement plus prudentes.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE L'AGROALIMENTAIRE EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



EXEMPLES

NORGINE

L'entreprise néerlandaise a annoncé un investissement de 22 M€ sur son site de Dreux (Eure-et-Loir), qui deviendra le centre d'excellence pharmaceutique du groupe, spécialisé dans la fabrication de formes liquides, granules et semi-solides.

KENVUE

L'entreprise renforce sa présence sur son campus de Val-de-Reuil, avec la construction d'un nouveau bâtiment dédié à la production de la gomme Nicorette. Ce projet devrait créer 20 emplois.

SAKATA

L'entreprise japonaise, spécialisée dans les semences potagères, a annoncé l'extension de son laboratoire de biologie moléculaire et de ses bureaux à Uchaud (Gard). Ce projet devrait créer environ 50 emplois.

FERRERO

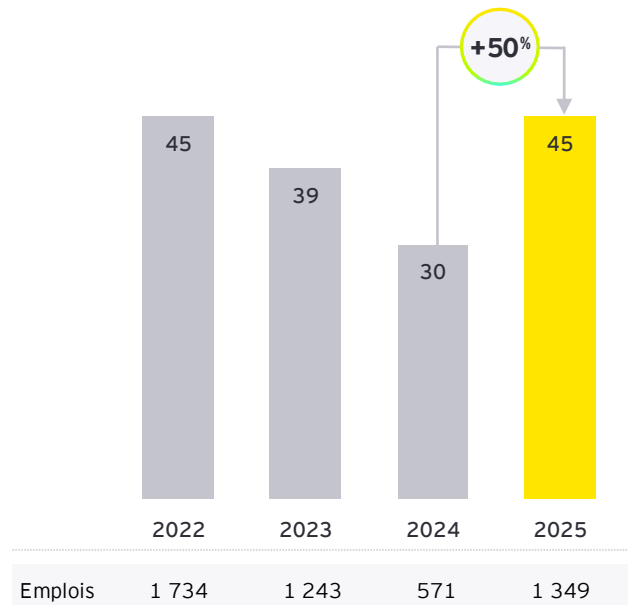
Lors du dernier sommet *Choose France*, l'entreprise italienne a annoncé de nouveaux investissements productifs et logistiques dans la région normande, pour un montant total de près de 100 M€.

Source : EY European Investment Monitor

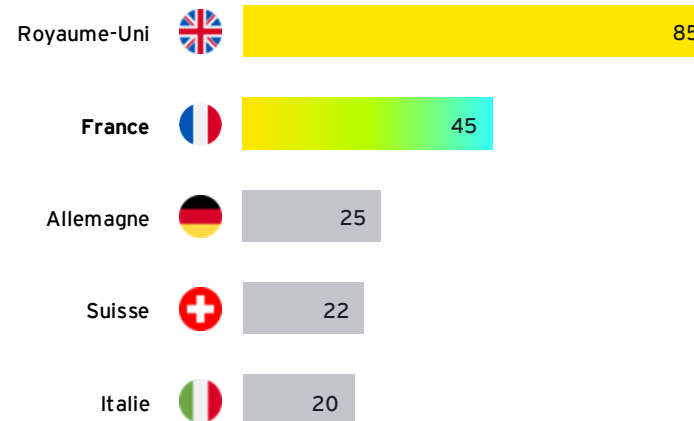
Dans la finance, après une année 2024 en net recul, les investissements et les emplois ont retrouvé des niveaux proches de ceux observés auparavant

Dans le secteur financier, 45 entreprises étrangères ont choisi d'implanter ou d'étendre leurs activités en France en 2025, générant plus de 1 300 emplois. Ces niveaux sont proches de ceux observés en 2022 et 2023, années marquées par les investissements de grandes banques anglo-américaines (Morgan Stanley, JP Morgan, etc.), et traduisent un rebond après une année 2024 particulièrement faible. Malgré cette reprise, qui devrait se prolonger en 2026 - comme en témoigne la récente annonce de Barclays de transférer son siège européen de Dublin à Paris - et bien que la France conserve son avance sur les principales places financières de l'Union européenne, elle reste nettement derrière le Royaume-Uni.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE LA FINANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE LA FINANCE EN EUROPE EN 2025



EXEMPLES

REVOLUT

La *fintech* britannique a annoncé investir un milliard d'euros en France sur les trois prochaines années, et faire de Paris son siège pour l'Europe de l'Ouest.

LSEG

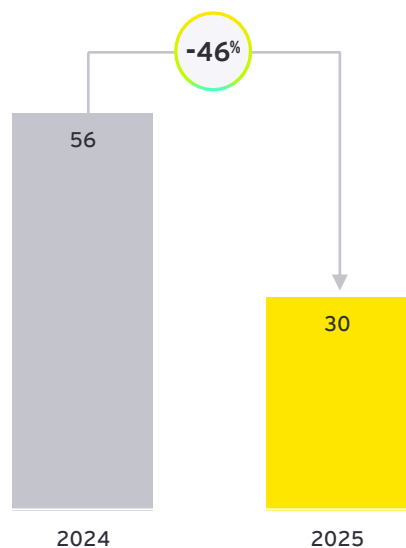
London Stock Exchange Group annonce la création de FTSE EU, une entité basée à Paris dédiée à l'administration d'indices dans l'Union européenne. Cette structure vient renforcer la présence déjà significative du groupe à Paris, où il emploie 550 personnes.

Source : EY European Investment Monitor

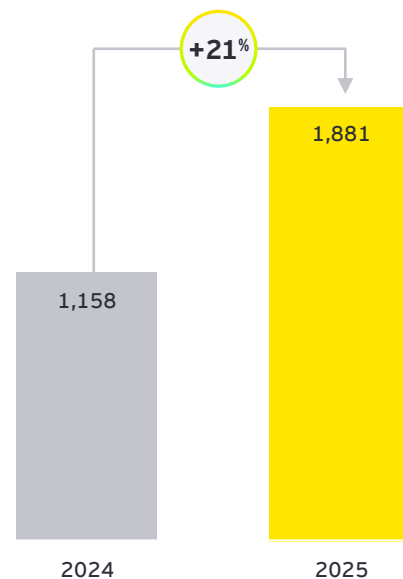
Dans l'automobile, la France a accueilli moins d'investissements en 2025, mais certains d'entre eux contribuent à la transformation des mobilités

Dans le secteur automobile, la dégradation du contexte économique, marquée par des ventes à des niveaux historiquement bas, conjuguée aux enjeux de compétitivité de la France, pèse sur les décisions d'investissement et se traduit par un recul des projets. En 2025, 35 entreprises étrangères ont choisi d'investir en France, soit une baisse de 46% par rapport à 2024. Malgré tout, les emplois progressent (+21%), sous l'effet d'un nombre très limité de projets et certains investissements s'inscrivent dans la transition vers l'électrique de la filière.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
DANS LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE EN FRANCE,
ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
DANS LE SECTEUR DE L'AUTOMOBILE EN FRANCE,
ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS



EXEMPLES

WINDROSE

Le fabricant de camions électriques a choisi la métropole de Valenciennes pour y réaliser un investissement de 175 M€ et créer sa plus vaste usine européenne. Jusqu'à 1 000 emplois directs et indirects pourraient être créés à terme.

MINTH ELECTRICITY TECHNOLOGY

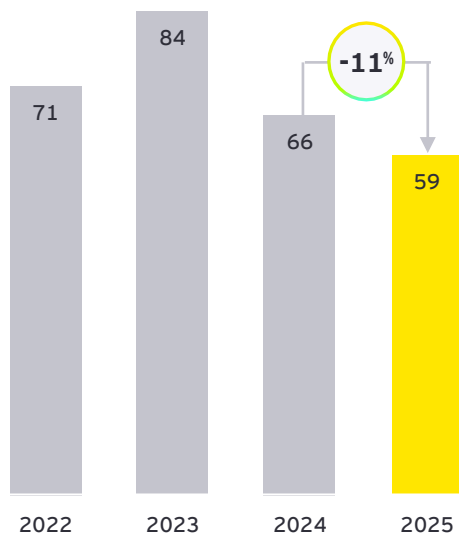
Minth Electricity Technology prévoit de créer une activité de fabrication de pièces plastiques peintes (becquets et boucliers) destinées aux futurs véhicules du groupe Renault. Implanté à Lillers (Pas-de-Calais), ce projet devrait permettre la création de plus de 170 emplois directs d'ici 2028.

Source : EY European Investment Monitor

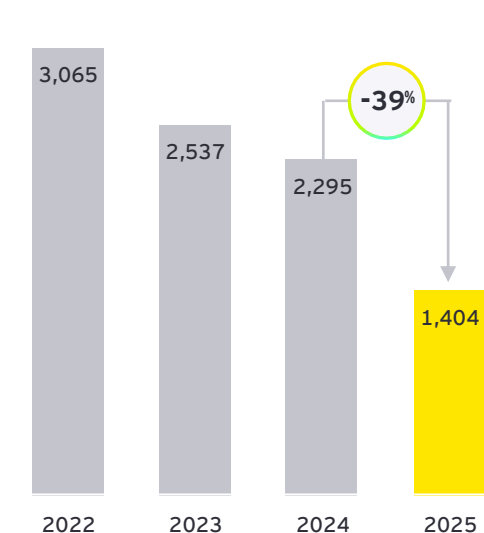
Dans l'électronique, les investissements et les emplois reculent, la France n'étant pas parvenue à capter des projets d'envergure dans les semi-conducteurs

En 2025, la France a accueilli 59 investissements dans l'électronique, représentant près de 1 400 emplois, soit une baisse de 11% des projets et de 39% des emplois par rapport à 2024. Ces niveaux demeurent nettement inférieurs à ceux observés en 2022 et 2023. Surtout, l'Hexagone n'est pas parvenu à attirer de projets d'envergure dans les semi-conducteurs, contrairement aux années précédentes, marquées notamment par les investissements de STMicroelectronics en Isère.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE L'ÉLECTRONIQUE EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE L'ÉLECTRONIQUE EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS



EXEMPLES

WOOPTIX

Spécialiste de la métrologie des wafers de semi-conducteurs, l'entreprise espagnole a annoncé la création d'un site de production et de recherche à Grenoble, avec 20 emplois à la clé.

ZEISS

Spécialisé dans l'optique et l'optoélectronique, le groupe allemand Zeiss a investi dans ses installations de Mérignac, près de Bordeaux, pour y créer un *Quality Excellence Center*. Ce projet s'accompagne de la création de 10 ETP.

Source : EY European Investment Monitor

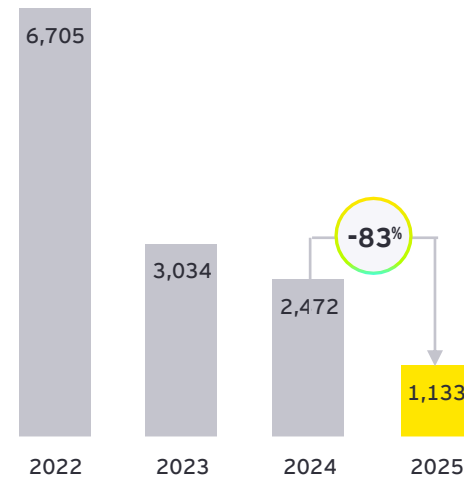
Dans les services aux entreprises et aux professionnels, qui représentaient près de 15% des projets et des emplois en France il y a quatre ans, les difficultés de marché se confirment et les investissements continuent de reculer

En 2025, la France a enregistré 64 projets d'investissement étrangers dans les services aux entreprises, en recul de 63% par rapport à 2022. Dans un contexte marqué par les tensions économiques, l'essor de l'intelligence artificielle et les stratégies de rationalisation immobilière, les décisions d'investissement se sont raréfiées, tout comme les créations d'emplois, en chute de 83% sur la même période.

ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES SECTEURS DES SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PROFESSIONNELS EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LES SECTEURS DES SERVICES AUX ENTREPRISES ET AUX PROFESSIONNELS EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE D'EMPLOIS GÉNÉRÉS



EXEMPLES

DELTA VISION

Delta Vision, start-up allemande qui développe et produit des solutions de contrôle des fluides pour des applications cryogéniques dans le domaine spatial et pour les nouvelles mobilités, a annoncé l'ouverture d'un premier bureau à Bordeaux (15 emplois créés).

VS CONSULTING

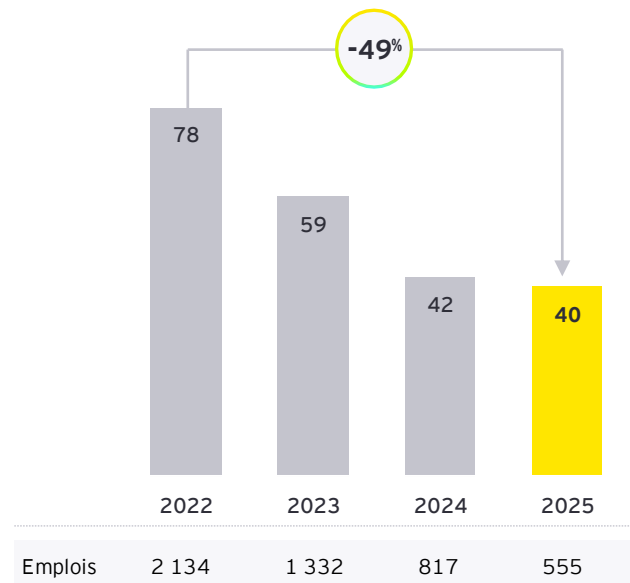
VS Consulting, spécialiste de la finance d'entreprise et de la transformation digitale, accélère son développement international, avec l'ouverture d'un bureau à Lille (20 emplois créés).

Source : EY European Investment Monitor

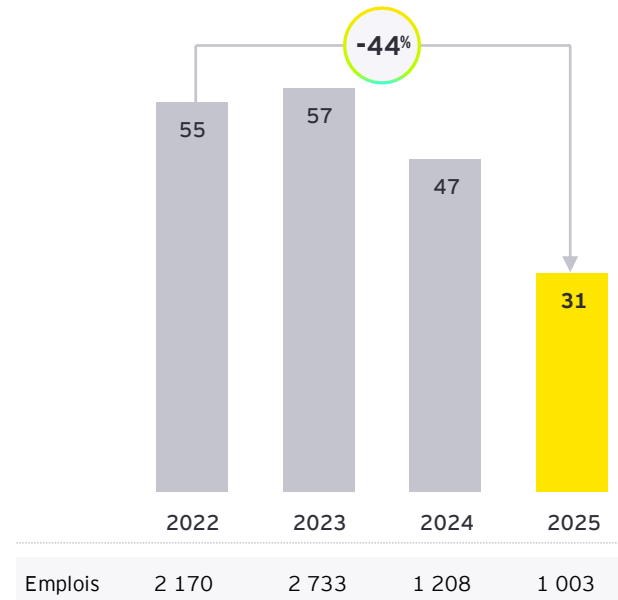
Confrontés aux défis de la compétitivité et de la concurrence, certains secteurs industriels historiques (chimie/plasturgie, métallurgie, ameublement, etc.) marquent le pas

Plus exposés que d'autres à la hausse des coûts de production, à la volatilité des prix et à l'intensification de la concurrence internationale, les secteurs de la chimie, de la métallurgie et de l'ameublement subissent de plein fouet la dégradation des conditions de marché. Dans ce contexte, la dynamique d'investissement s'essouffle nettement, traduisant des arbitrages de localisation de plus en plus défavorables à l'Hexagone. Sur les quatre dernières années, les IDE y ont reculé respectivement de 49%, 44% et 61%, accompagnés d'une baisse des emplois marquée.

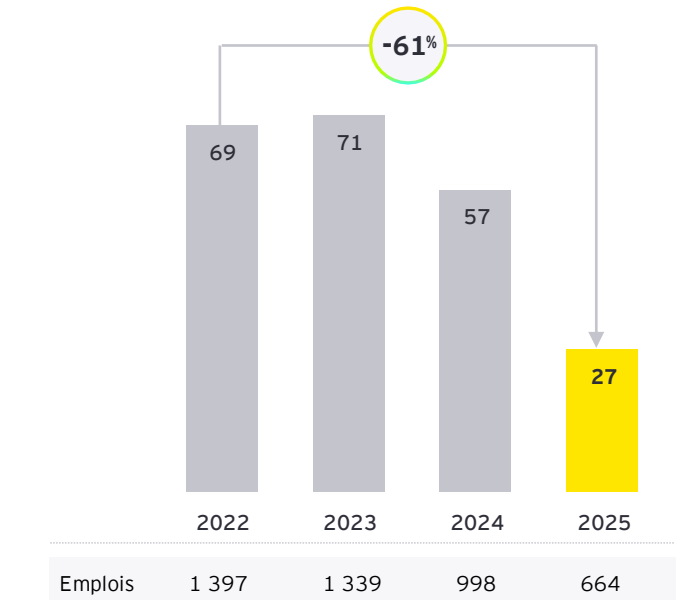
ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE LA CHIMIE ET DE LA PLASTURGIE EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DES MÉTAUX ET MINÉRAUX EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



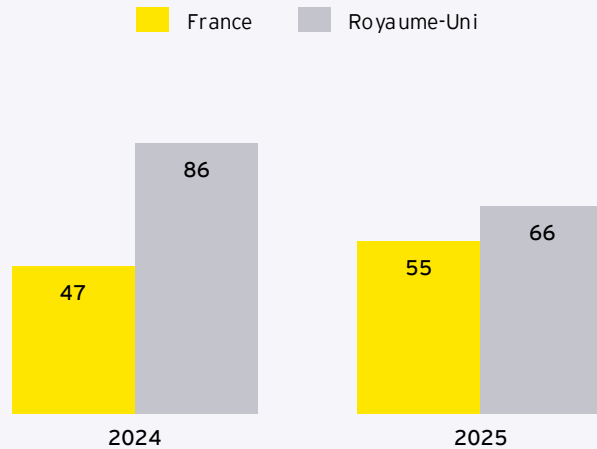
ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DANS LE SECTEUR DE L'AMEUBLEMENT, DU BOIS, DE LA CÉRAMIQUE ET DU VERRE EN FRANCE, ENTRE 2022 ET 2025, EN NOMBRE DE PROJETS



Source : EY European Investment Monitor

Le Royaume-Uni continue de devancer la France sur certains segments clés tels que les sièges sociaux, la finance et la tech

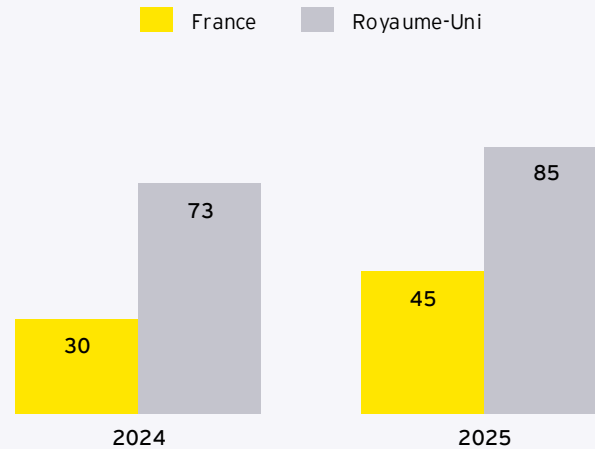
ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IDE DANS LES SIÈGES SOCIAUX ENTRE 2024 ET 2025



CHIFFRES CLÉS

Malgré un net recul des investissements dans les centres de décision outre-Manche en 2025 (-23%), le Royaume-Uni demeure le principal récipiendaire d'IDE en Europe pour les sièges sociaux, devant la France (66 contre 55).

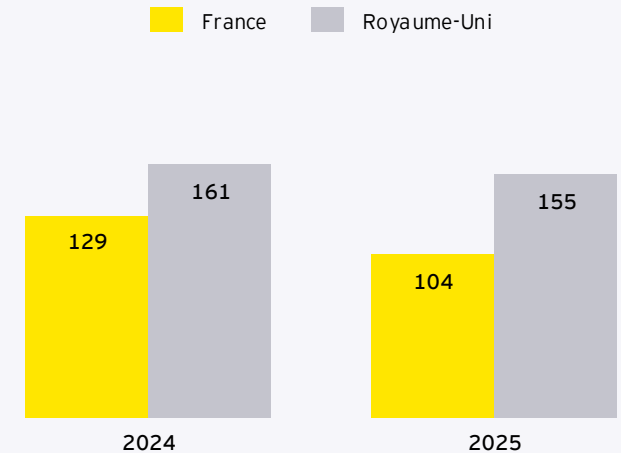
ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IDE DANS LA FINANCE ENTRE 2024 ET 2025



CHIFFRES CLÉS

En 2025, le Royaume-Uni a accueilli 85 projets d'IDE dans les services financiers (contre 45 en France). Le secteur demeure le troisième pourvoyeur d'IDE et le deuxième contributeur à l'emploi outre-Manche.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'IDE DANS LA TECH ENTRE 2024 ET 2025



CHIFFRES CLÉS

En 2025, 155 entreprises de la *tech* ont choisi de s'implanter au Royaume-Uni - dont TikTok, qui y renforce sa présence, soit un niveau équivalent à 2024 et nettement supérieur à celui de la France, qui n'en a accueilli « que » 104.

Source : EY European Investment Monitor

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Les dynamiques territoriales en France et en Europe

Quelles régions françaises s'en sortent le mieux ?

L'Île-de-France a-t-elle dépassé le Grand Londres ?

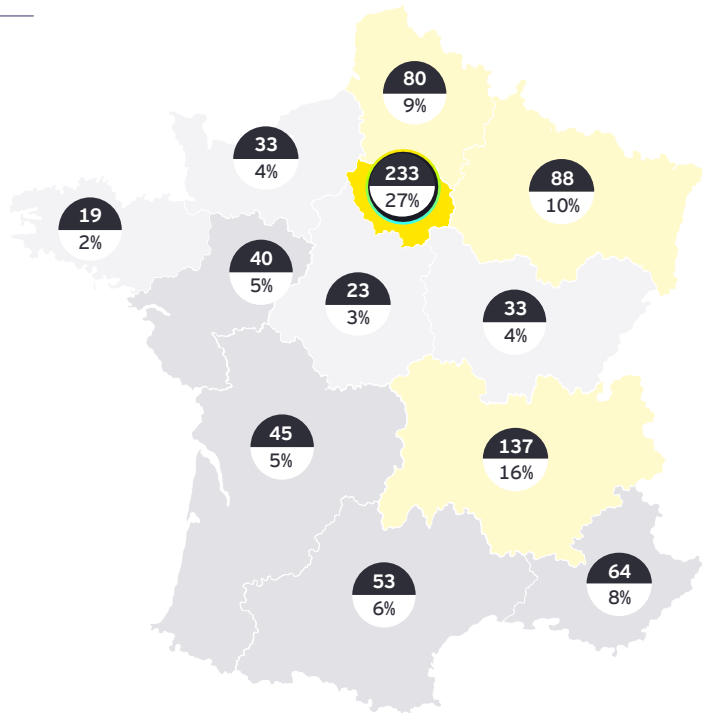
Les régions françaises sont-elles devenues des *challengers* européens ?

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨

L'Île-de-France conserve la première place du classement régional, devant Auvergne-Rhône-Alpes, le Grand Est et les Hauts-de-France

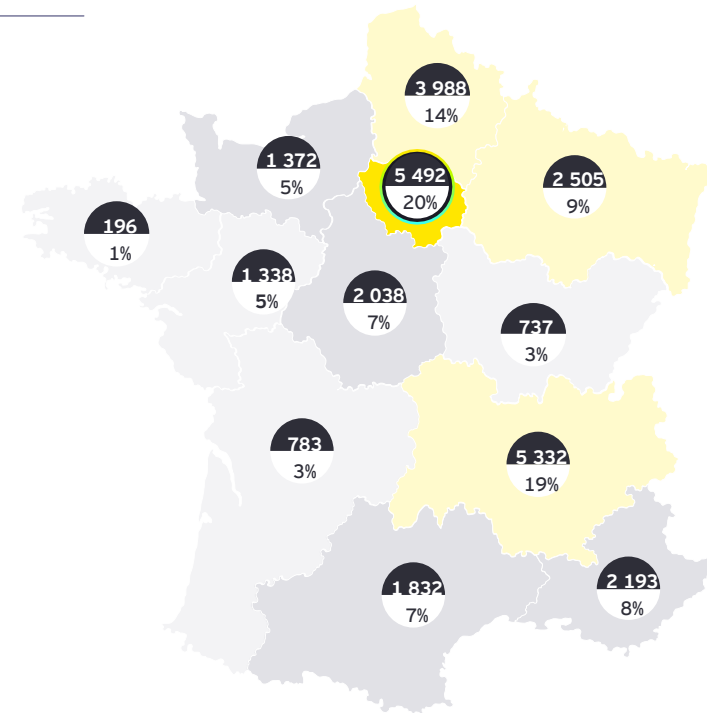
L'Île-de-France a attiré 233 projets d'IDE en 2025, générant près de 5 500 emplois. Sa principale poursuivante au classement, l'Auvergne-Rhône-Alpes, ne compte que 137 projets, mais affiche un niveau de création d'emplois presque équivalent, avec environ 5 300 postes.

RÉPARTITION DES PROJETS D'IDE EN FRANCE EN 2025, PAR RÉGION



xx Nombre de projets (emplois) en 2025
xxx Part des projets (emplois) en 2025

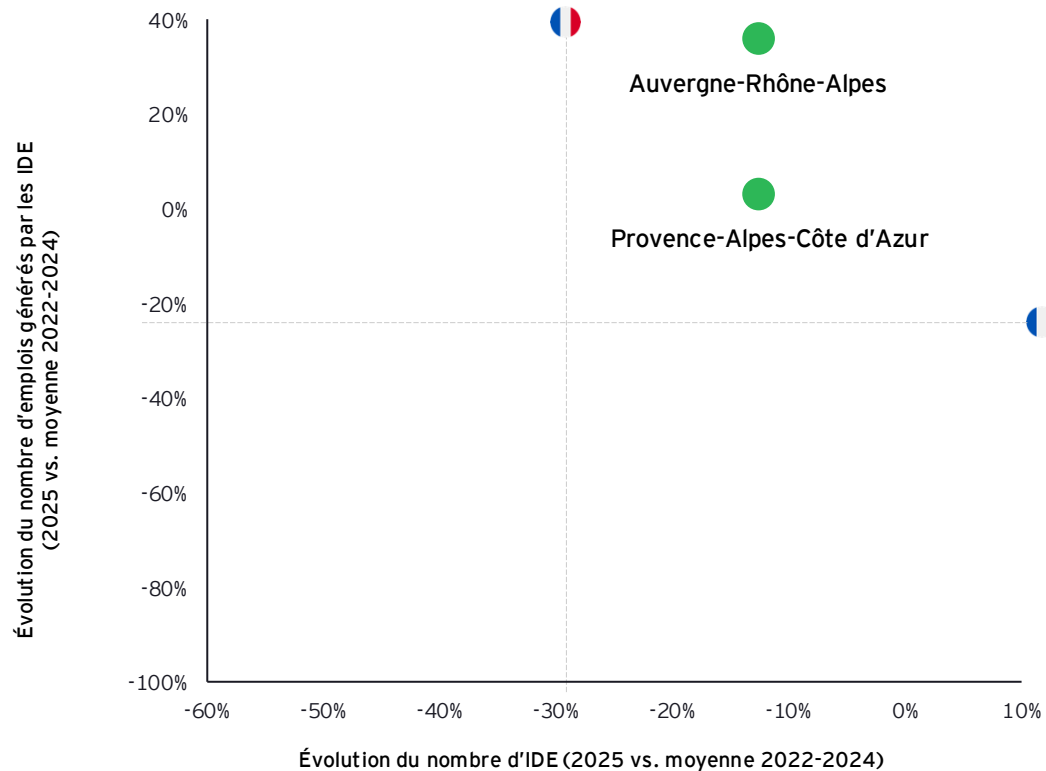
RÉPARTITION DES EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR LES IDE EN FRANCE EN 2025, PAR RÉGION



Note : quatre projets d'IDE ont été localisés en Corse ou en outre-mer en 2025, générant 115 emplois.
Source : EY European Investment Monitor

Certaines régions, comme **Auvergne-Rhône-Alpes** et la **Provence-Alpes-Côte d'Azur** s'en sortent le mieux

COMPARAISON, PAR RÉGION, DU NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET DES EMPLOIS ENTRE 2025 ET LA MOYENNE 2022-2024



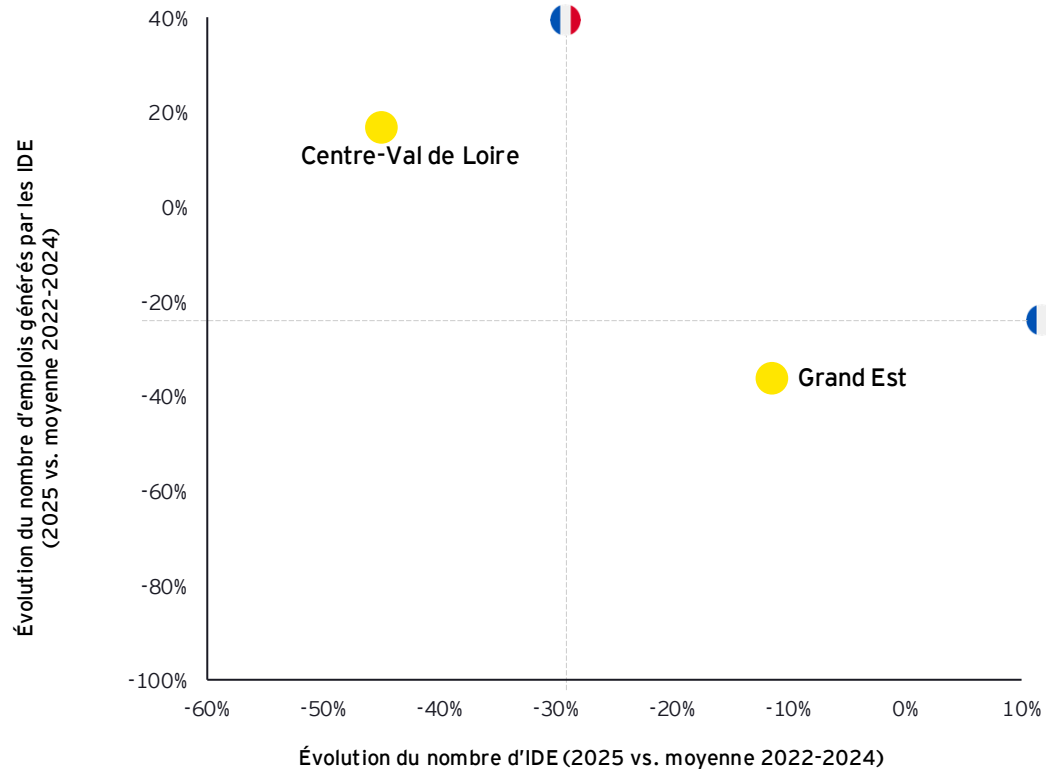
FACTEURS CLÉS

- En **Auvergne-Rhône-Alpes**, l'année 2025 a été marquée par une nette progression des emplois liés aux IDE. 5 300 postes y ont été créés, en particulier dans la logistique (environ 60%). Le volume de projets recule par rapport aux moyennes historiques, mais moins fortement qu'au niveau national. Si certains secteurs, comme la chimie, marquent le pas, la région confirme ses positions dans les équipements industriels, l'électronique et l'industrie pharmaceutique. La dynamique régionale s'appuie largement sur la métropole lyonnaise, perçue au sein de notre enquête comme la plus attractive des grandes métropoles, et qui a su capitaliser sur la diversité de son tissu économique (logiciels et services IT, automobile, électronique, énergie, etc.) pour attirer une quarantaine d'investissements étrangers en 2025.
- En **Provence-Alpes-Côte d'Azur**, les volumes d'investissements étrangers et d'emplois dans la recherche et développement ont chuté en 2025, mais la baisse a été en partie compensée par l'accueil de nombreux projets de centres de services et technologiques, notamment dans l'intelligence artificielle (hub de l'entreprise Kyndryl à Sophia-Antipolis). Par ailleurs, la région a fait preuve de résilience dans l'industrie et a bénéficié de la dynamique nationale autour des *data centers*, en captant plusieurs de ces investissements.

Source : EY European Investment Monitor

En Centre-Val de Loire et dans le Grand Est, des dynamiques hétérogènes sur l'emploi et les projets

COMPARAISON, PAR RÉGION, DU NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET DES EMPLOIS ENTRE 2025 ET LA MOYENNE 2022-2024



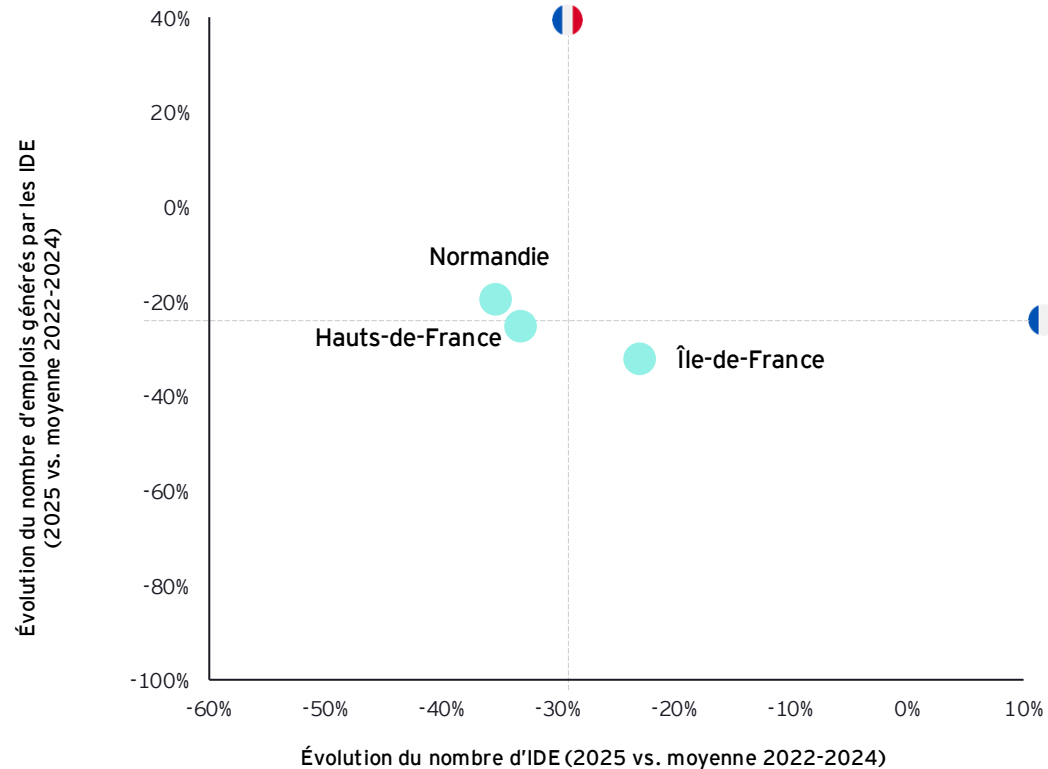
FACTEURS CLÉS

- En **Centre-Val de Loire**, le nombre d'IDE recule nettement en 2025, avec moins de projets d'ouverture ou d'extension d'usines portés par des industriels étrangers. Paradoxalement, l'emploi progresse fortement : près de 2 000 postes ont été annoncés, principalement dans la logistique. À elle seule, l'ouverture d'une nouvelle plateforme Amazon à Illiers-Combray doit générer 1 000 emplois.
- Dans le **Grand Est**, le nombre de projets portés par des entreprises étrangères recule également, mais de façon plus mesurée. En 2025, 88 investisseurs étrangers ont choisi d'y implanter ou d'y étendre leurs activités, ce qui maintient la région au 3^e rang national. Si les projets manufacturiers se stabilisent par rapport à 2024, l'absence de mégaprojets - à l'image de la *gigafactory* photovoltaïque de Sarreguemines annoncée en 2023 (1 700 emplois) - pèse mécaniquement sur les créations de postes.

Source : EY European Investment Monitor

En Île-de-France, ainsi qu'en Normandie et dans les Hauts-de-France, moins de projets et moins d'emplois, mais une dynamique comparable à celle observée à l'échelle de l'Hexagone

COMPARAISON, PAR RÉGION, DU NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET DES EMPLOIS ENTRE 2025 ET LA MOYENNE 2022-2024



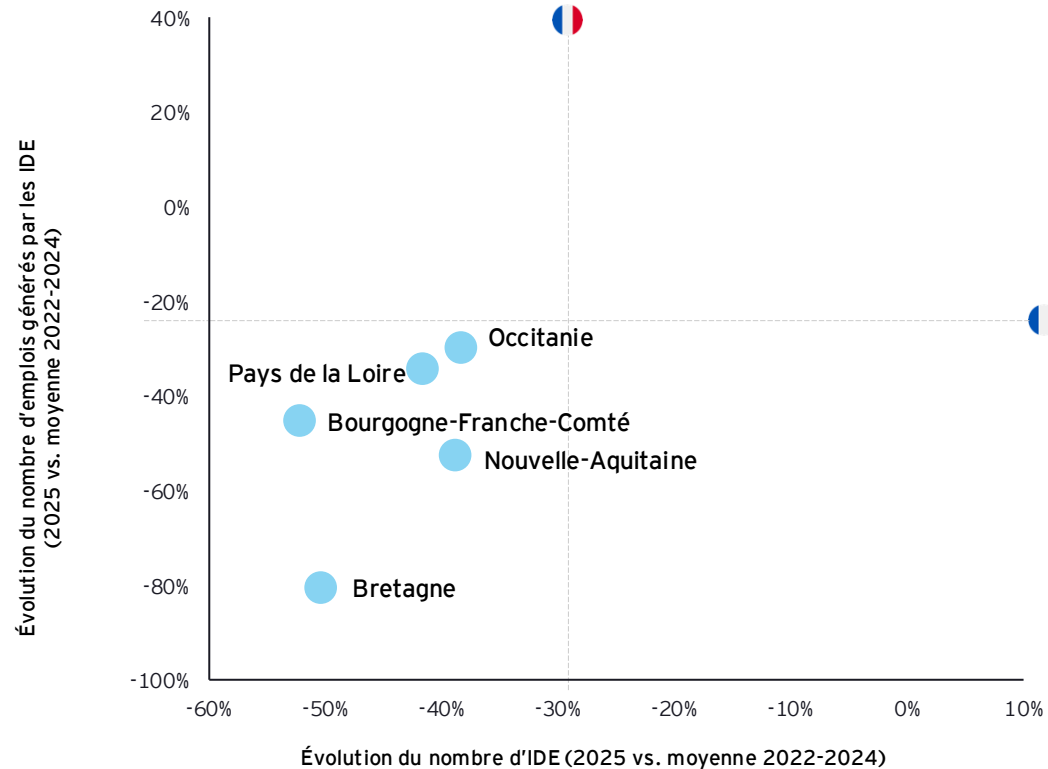
FACTEURS CLÉS

- En **Île-de-France**, le recul des IDE et de l'emploi touche l'ensemble des activités, mais cette contraction est particulièrement marquée dans la R&D. Sur ce segment, la région cède d'ailleurs sa place de première destination européenne, désormais occupée par la Bavière. Parmi les bonnes nouvelles, notons que l'Île-de-France s'affirme de plus en plus comme un pôle d'attraction pour les investissements en intelligence artificielle. Première en Europe en nombre de projets, elle concentre à elle seule près des deux tiers des IDE dans l'IA en France.
- En **Normandie**, le recul des IDE et de l'emploi s'explique avant tout par la contraction des investissements dans les sites de production, qui ont représenté jusqu'à 70% des projets ces dernières années. Certains secteurs, comme la chimie, sont particulièrement touchés, mais la région continue d'attirer des projets dans des filières d'avenir, à l'image de celui porté par Siemens Gamesa au Havre, dédié à la fabrication de pales d'éoliennes.
- Enfin, dans les **Hauts-de-France**, malgré la résilience de certains secteurs, comme l'agroalimentaire, dont les volumes d'investissements restent proches des moyennes historiques, la baisse des IDE industriels explique en grande partie le recul observé en 2025. Après avoir attiré d'importants projets dans les batteries électriques en 2022 et 2023, la région ne bénéficie plus de cette dynamique.

Source : EY European Investment Monitor

Enfin, en Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie, Pays-de-la-Loire, Bretagne et Nouvelle-Aquitaine, l'année 2025 a été marquée par un recul relatif des IDE et des emplois associés

COMPARAISON, PAR RÉGION, DU NOMBRE D'INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ET DES EMPLOIS ENTRE 2025 ET LA MOYENNE 2022-2024



FACTEURS CLÉS

- En **Occitanie**, en **Bourgogne-Franche-Comté** et dans les **Pays de la Loire**, le recul des investissements étrangers dans les sites de production explique largement les performances de 2025. En Occitanie, par exemple, où le ralentissement est particulièrement marqué dans l'aéronautique, seules 20 entreprises ont choisi d'y implanter ou d'étendre des usines, contre 46 en 2023.
- En **Bretagne**, le recul des IDE industriels est resté limité en 2025, porté par le secteur de l'agroalimentaire, mais les projets accueillis se révèlent toutefois moins intensifs en emplois qu'auparavant. La région est, en revanche, pénalisée par l'absence quasi totale de nouveaux investissements dans les activités servicielles cette année.
- La contraction des investissements et de l'emploi dans les activités de services (centres de services, IT, marketing, ventes, etc.) - qui ont représenté plus du quart des projets ces trois dernières années - explique en grande partie le repli observé en **Nouvelle-Aquitaine**.

Source : EY European Investment Monitor

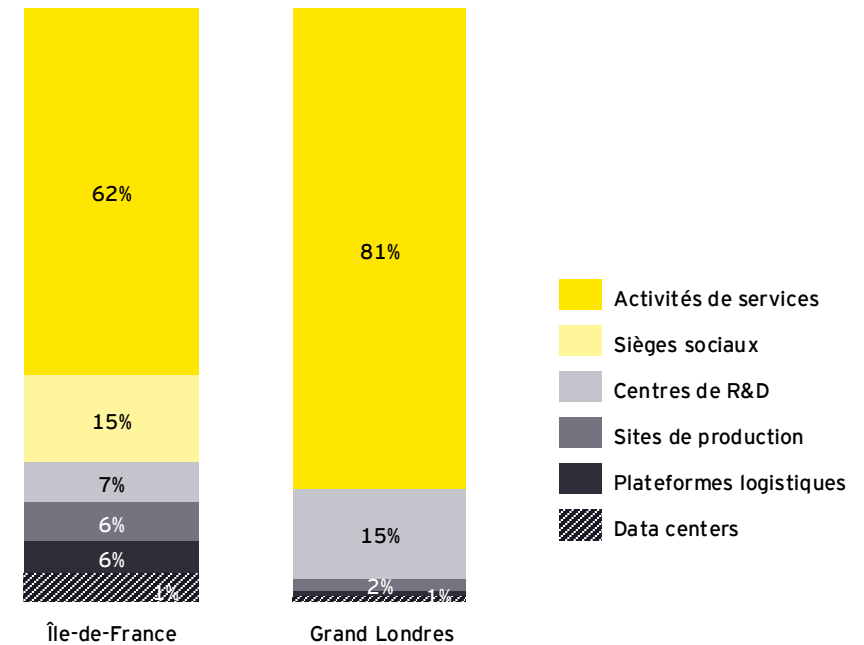
Au classement régional européen, l'Île-de-France reste derrière le Grand Londres, mais les deux grandes régions capitales ont des profils différents

En 2025, 233 entreprises étrangères ont choisi l'Île-de-France pour y implanter ou étendre leurs activités, tandis que le Grand Londres a attiré 279 projets d'IDE, générant plus de 8 000 emplois (contre 5 800 en région parisienne). Si la capitale britannique conserve l'avantage en volume, l'Île-de-France se distingue par un positionnement plus équilibré, moins dépendant des services et des fonctions de sièges sociaux.

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PROJETS D'IDE ENTRE 2021 ET 2025



RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN ÎLE-DE-FRANCE ET DANS LE GRAND LONDRES EN 2025, PAR ACTIVITÉ

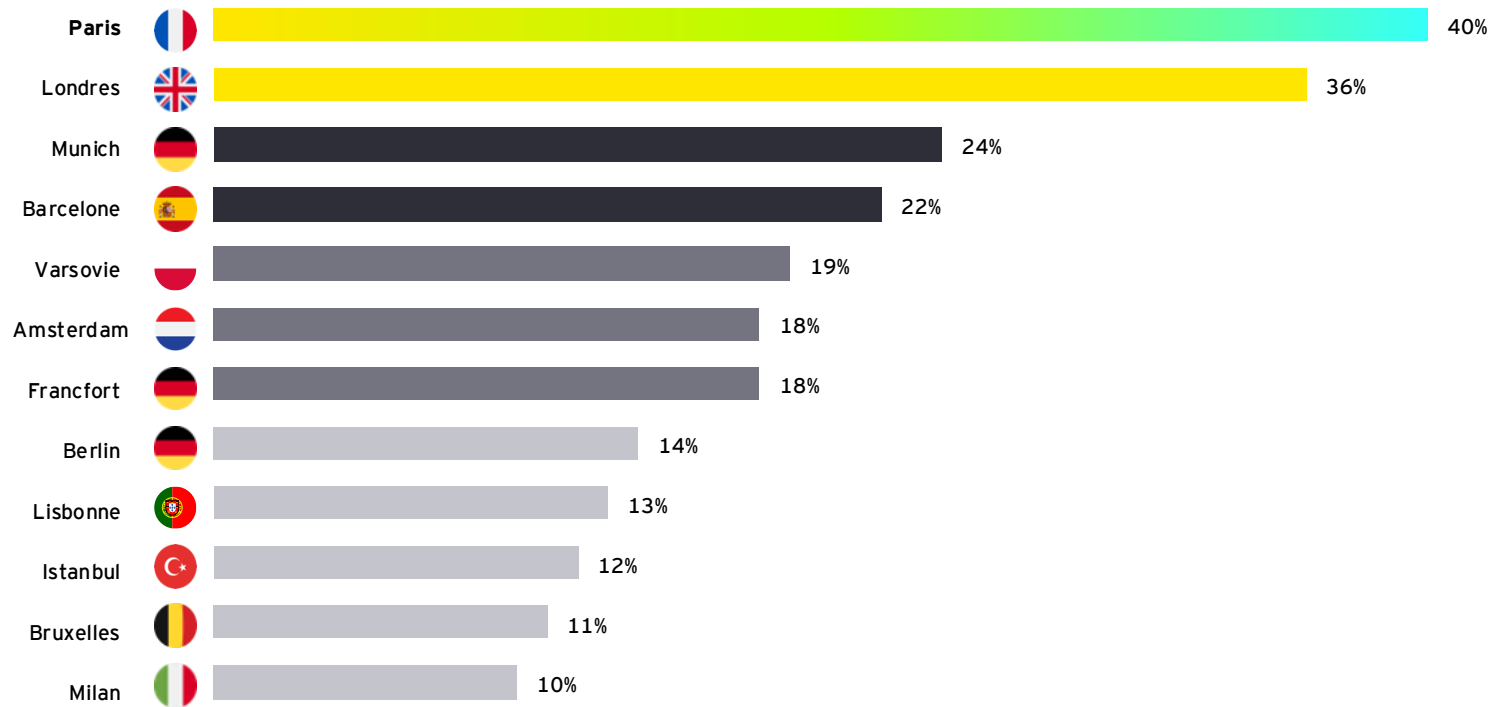


Source : EY European Investment Monitor

Selon notre enquête européenne, l'Île-de-France et le Grand Londres conservent une longueur d'avance sur leurs concurrentes

La domination des deux capitales se confirme dans notre enquête : interrogés sur les métropoles les plus attractives pour les IDE, les dirigeants placent Paris (40%) et Londres (36%) nettement en tête, loin devant Munich (24%) et Barcelone (22%).

SELON VOUS, QUELLES VILLES EUROPÉENNES SONT LES PLUS ATTRACTIVES POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ?



Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (11 février - 30 mars 2026)

Pour les autres régions françaises, la concurrence européenne s'intensifie et seule **Auvergne-Rhône-Alpes** parvient encore à se maintenir dans le top 10 continental

Alors que la France comptait autrefois plus de trois régions dans le top 10 européen, elles ne sont plus que deux aujourd'hui. Le Grand Est et les Hauts-de-France ont perdu du terrain, au profit de régions d'Europe du Sud (Grand Lisbonne, Catalogne, Région d'Istanbul, etc.). Ces dernières se distinguent par leur capacité à attirer des projets plus intensifs en emplois, grâce à des stratégies d'attractivité efficaces : disponibilité du foncier, délais administratifs réduits et environnement plus agile. Elles bénéficient en outre d'avantages structurels en matière de coûts, ainsi que du soutien des fonds européens pour financer des infrastructures clés.

#	Région (Capitale)	Nombre de projets d'IDE en 2025	Évolution vs. 2024	Nombre d'emplois générés par les IDE en 2025	Évolution vs. 2024
1	Grand Londres (Londres)	279	+5%	8 030	-21%
2	Île-de-France (Paris)	233	-10%	5 492	-18%
3	Rhénanie-du-Nord Westphalie (Düsseldorf)	160	-11%	2 842	-56%
4	Auvergne-Rhône-Alpes (Lyon)	137	-6%	5 332	+111%
5	Flandres (Anvers)	125	-9%	4 837	+5%
6	Bavière (Munich)	113	-9%	2 459	-22%
7	Catalogne (Barcelone)	109	+2%	4 020	-58%
8	Ecosse (Edimbourg)	108	-20%	3 190	-26%
9	Grand Lisbonne (Lisbonne)	103	+11%	4 130	-44%
10	Région d'Istanbul (Istanbul)	98	+20%	4 030	+25%
11	Région de l'Est-Marmara (Bursa)	91	+17%	5 577	+55%
12	Lombardie (Milan)	90	-22%	2 667	+2%
13	Grand Est (Strasbourg)	88	-3%	2 505	+11%
14	Communauté Auto. de Madrid (Madrid)	88	+1%	2 968	-42%
15	Hauts-de-France (Lille)	80	-21%	3 988	-12%
	Autres	3 124	-8%	130 283	-32%
Total		5 026	-7%	202 186	-25%

PRINCIPAUX PAYS D'ACCUEIL
DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS
EN EUROPE EN 2025, EN NOMBRE
D'EMPLOIS GÉNÉRÉS

Source : EY European Investment Monitor

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Les perspectives d'investissement en France et en Europe

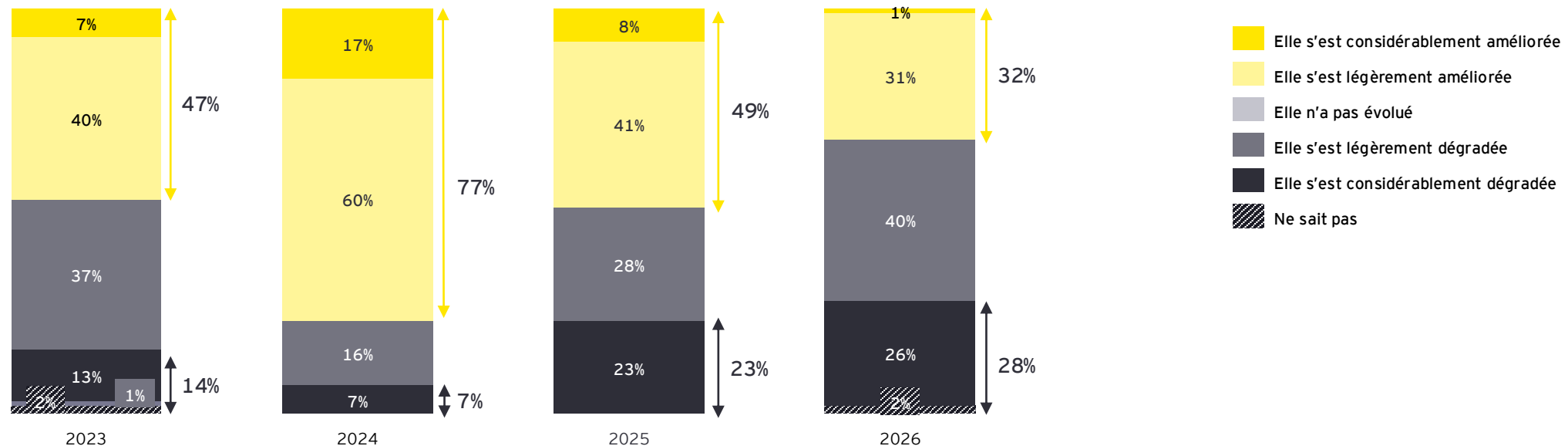
Quelles sont les projets des investisseurs étrangers en France et en Europe ?
Quels sont les risques perçus à moyen terme ?

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨

La confiance des dirigeants étrangers à l'égard de la France s'est un peu érodée en 2025, sur fond d'incertitudes généralisées

Notre enquête montre que l'écart entre les dirigeants les plus « optimistes » et les plus « pessimistes » s'est fortement resserré ces dernières années, passant de 70 points en 2024 à seulement 4 points en 2026. Ce basculement traduit une plus grande prudence, dans un environnement mondial où la visibilité est déjà très réduite, alimentée depuis deux ans par l'instabilité politique, les incertitudes fiscales liées au contexte budgétaire et l'absence de réformes structurelles à court terme.

SELON VOUS, AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, COMMENT L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS A-T-ELLE ÉVOLUÉ ?

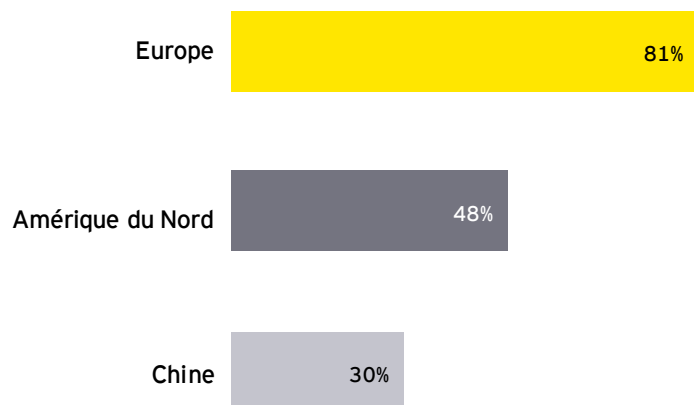


Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

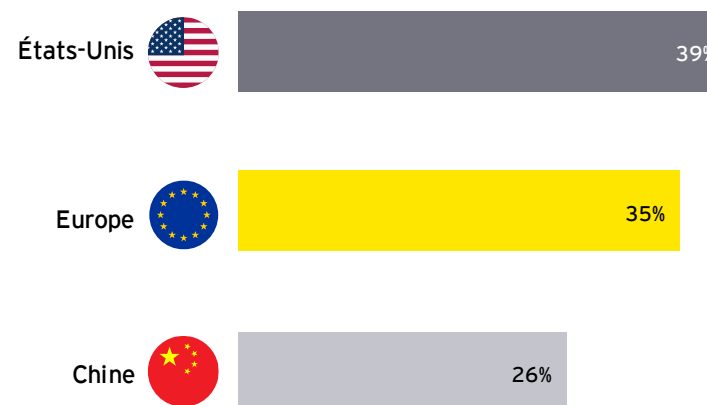
Le recul de la confiance dépasse néanmoins le seul cadre national et s'inscrit dans une détérioration plus large du climat d'investissement à l'échelle européenne

Les questions posées ne permettent pas une stricte comparabilité des réponses recueillies auprès de notre panel de dirigeants internationaux à cinq ans d'intervalle. Néanmoins, les résultats de notre enquête laissent entrevoir, en filigrane, une dégradation du climat d'investissement à l'échelle du continent européen. Cette tendance s'inscrit dans un contexte de croissance économique plus atone, de défis persistants en matière de compétitivité (coûts de l'énergie et du travail, poids de la réglementation, etc.) en comparaison avec d'autres grandes régions du monde, ainsi que d'incitations publiques plus attractives ailleurs, notamment aux États-Unis et dans certaines économies asiatiques.

[Mars 2021] PARMIS LES RÉGIONS SUIVANTES, LESQUELLES VOUS SEMBLERENT ÊTRE LES TROIS PLUS ATTRACTIVES POUR Y ÉTABLIR DES OPÉRATIONS ?



[Mars 2026] PARMIS LES RÉGIONS SUIVANTES, LESQUELLES VOUS SEMBLERENT ÊTRE LES TROIS PLUS ATTRACTIVES POUR Y ÉTABLIR DES OPÉRATIONS ?

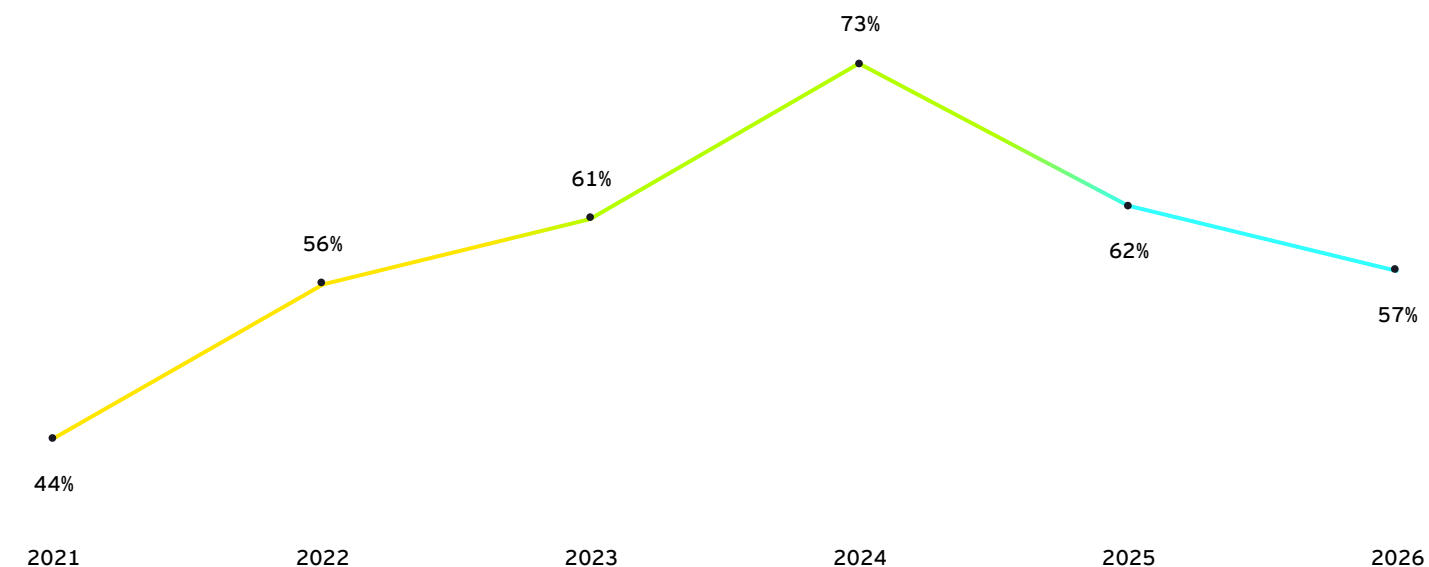


Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (11 février - 30 mars 2026)

À très court terme, les stratégies des entreprises devraient rester prudentes et **les décisions d'investissement mesurées**, tant dans l'Hexagone ...

57% des dirigeants interrogés prévoient des projets d'investissement immédiats en France en 2026. La volonté d'investir dans l'Hexagone reste forte, mais elle montre un certain recul (lors de nos précédentes enquêtes, en mars 2024 et 2025, respectivement 73% et 62% d'entre eux envisageaient d'implanter ou d'étendre des opérations en France dans les douze mois à venir). Le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient ne semble pas avoir amplifié cette inflexion : la part des dirigeants prévoyant d'investir en France à court terme reste similaire, qu'ils aient été interrogés avant (57%) ou après le début du conflit (58%).

 VOTRE ENTREPRISE PRÉVOIT-ELLE DE S'IMPLANTER OU D'ÉTENDRE SES OPÉRATIONS EN FRANCE AU COURS DE L'ANNÉE À VENIR ? « OUI » UNIQUEMENT



FACTEURS CLÉS



LES PLUS ENCLINS À INVESTIR

- High-tech (70%)
- Grandes entreprises (63%)
- Entreprises déjà implantées en France (65%)



LES MOINS ENCLINS À INVESTIR

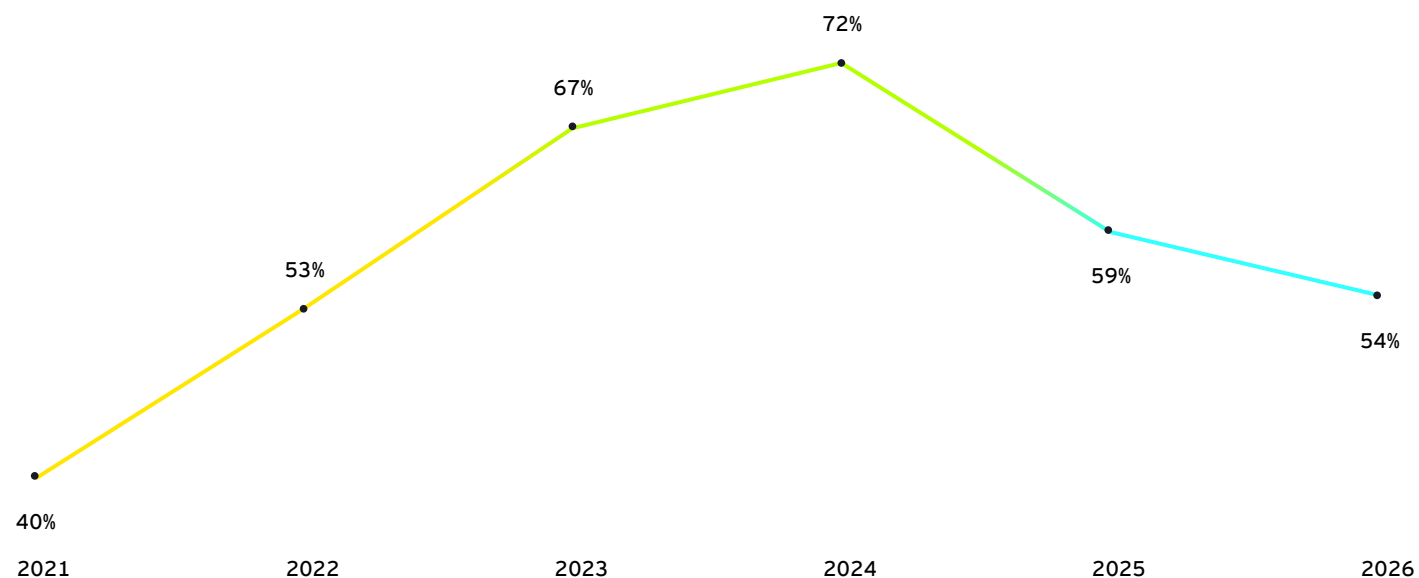
- Industriels (56%)
- Grande consommation (54%)
- Services aux entreprises et services financiers (46%)
- PME (43%)
- Entreprises non implantées en France (38%)

Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

... que dans l'ensemble de l'Europe

Interrogés sur leurs projets d'investissement à court terme en Europe, 54% des dirigeants déclarent envisager d'y implanter ou d'y étendre des opérations. À l'instar de la dynamique observée en France, l'appétit pour l'investissement demeure réel, mais s'inscrit en retrait, sans que celui-ci ne semble avoir été accentué par le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient.

 VOTRE ENTREPRISE PRÉVOIT-ELLE DE S'IMPLANTER OU D'ÉTENDRE SES OPÉRATIONS EN EUROPE AU COURS DE L'ANNÉE À VENIR ? « OUI » UNIQUEMENT



FACTEURS CLÉS



LES PLUS ENCLINS À INVESTIR

- Grandes entreprises (65%)
- Industriels (59%)
- Entreprises déjà implantées en France (56%)



LES MOINS ENCLINS À INVESTIR

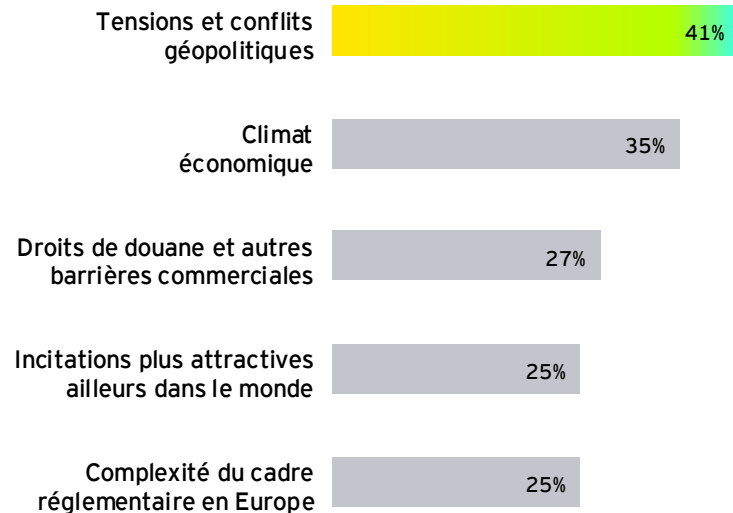
- PME (53%)
- Services aux entreprises et services financiers (48%)
- Entreprises non implantées en Europe (35%)

Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

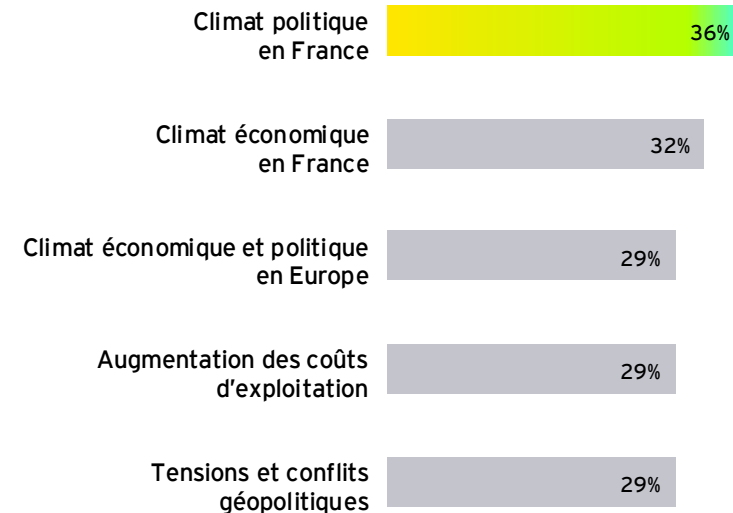
Interrogés sur les **risques à trois ans**, les dirigeants soulignent les tensions géopolitiques à l'échelle de l'Europe, ainsi que le climat politique et économique en France

Interrogés sur les principaux risques pesant sur l'attractivité de l'Europe et de la France, les dirigeants internationaux pointent en premier lieu la dégradation du contexte international (tensions et conflits géopolitiques, évolution des droits de douane), mais aussi les difficultés à enclencher une nouvelle dynamique de croissance et à restaurer de la visibilité, tant dans l'Hexagone qu'à l'échelle du continent européen.

 **QUELS SONT LES PRINCIPAUX RISQUES POUR L'ATTRACTIVITÉ DE L'EUROPE**
AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES ? Principales réponses



 **QUELS SONT LES PRINCIPAUX RISQUES POUR L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE**
AU COURS DES TROIS PROCHAINES ANNÉES ? Principales réponses



Sources : enquête « France » auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026), enquête « Europe » auprès de 500 dirigeants internationaux (11 février - 30 mars 2026)

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Le diagnostic de la France

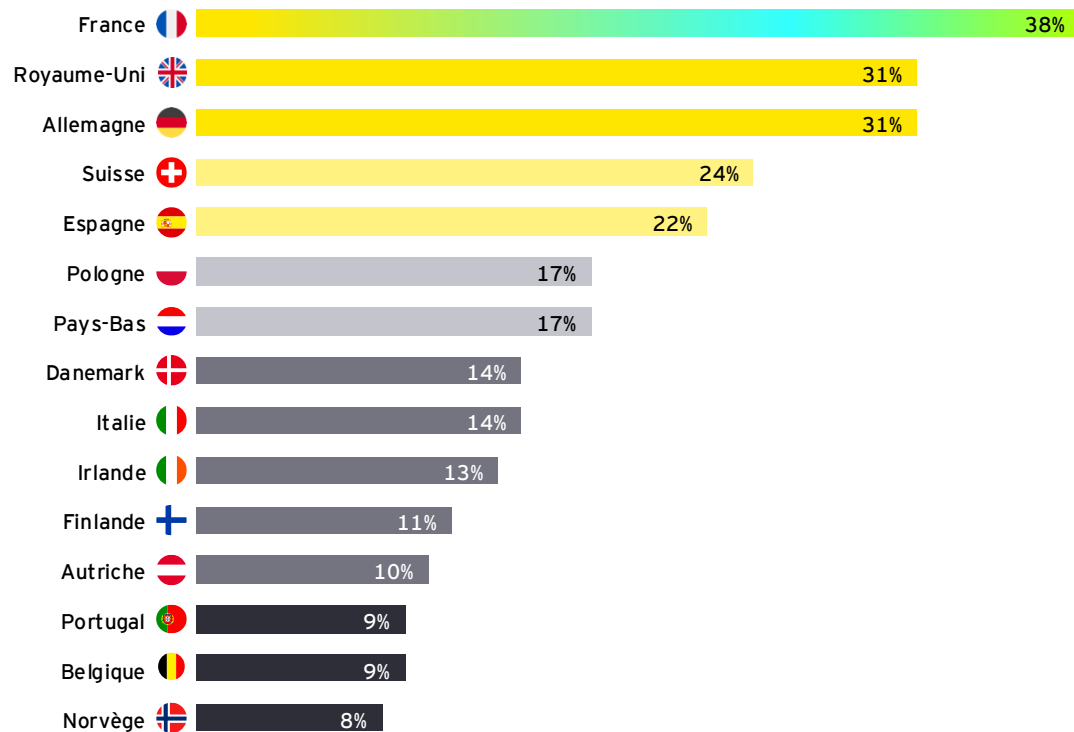
La promesse française séduit-elle toujours les investisseurs étrangers ?
À quelle échéance les dirigeants envisagent-ils une amélioration du climat
économique et politique ?

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨

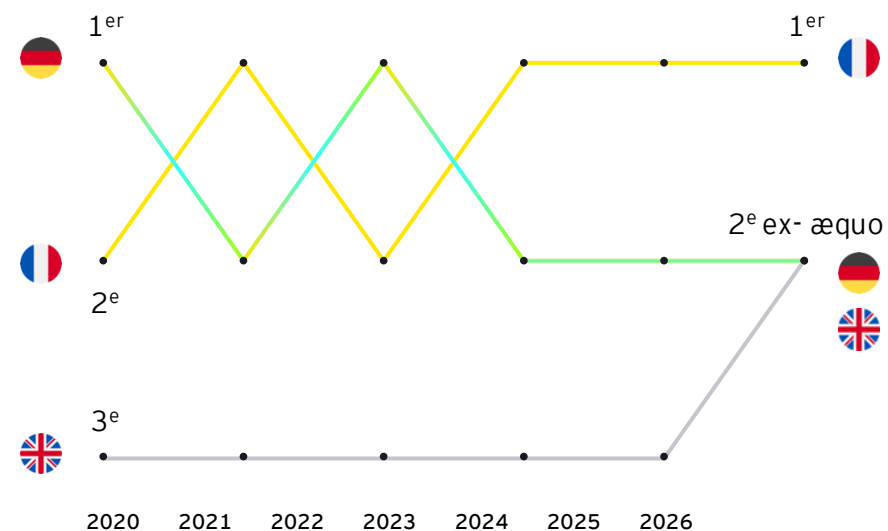
Selon notre enquête auprès de 500 dirigeants internationaux, la France est perçue comme **le pays le plus attractif du continent européen**

38% des dirigeants internationaux estiment que la France fait partie des pays les plus attractifs d'Europe pour les IDE, devant l'Allemagne (31%) et le Royaume-Uni (31%).

SELON VOUS, QUELS PAYS SONT LES PLUS ATTRACTIFS EN EUROPE POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ?



PAYS LES PLUS ATTRACTIFS D'EUROPE POUR LES IDE, ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DES DIRIGEANTS INTERNATIONAUX



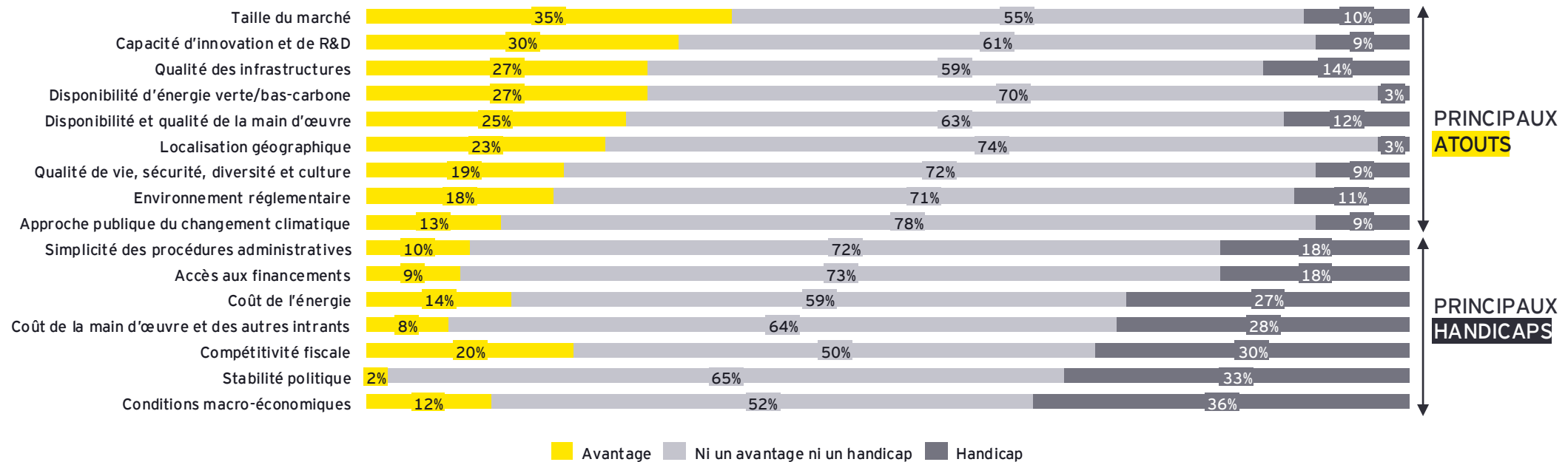
Source : enquête auprès de 500 dirigeants internationaux (11 février - 30 mars 2026)

L'attractivité de l'Hexagone tient à la solidité de ses fondamentaux, au-delà des critiques persistantes sur les fragilités du site France

La France conserve de nombreux points forts aux yeux des investisseurs étrangers, qu'elle séduit notamment pour la taille de son marché intérieur (35% d'opinions « favorables »), son potentiel d'innovation (30%) et la qualité de ses infrastructures (27%). La disponibilité en énergie bas-carbone (27%) et la qualité de la main d'œuvre (25%) en France sont également des atouts que les dirigeants internationaux apprécient particulièrement.

Également interrogés sur les handicaps du site France, les investisseurs étrangers pointent à la fois le contexte économique (36%) et la stabilité politique (33%), mais aussi des faiblesses persistantes en matière de compétitivité-coût : fiscalité (30%), coût du travail (28%) et coût de l'énergie (27%).

PARMI LES PROPOSITIONS SUIVANTES, LESQUELLES CONSTITUENT, EN COMPARAISON AVEC SES PRINCIPAUX CONCURRENTS, LES PRINCIPAUX ATOUTS ET HANDICAPS DE LA FRANCE EN MATIÈRE D'ATTRACTIVITÉ POUR LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS ?

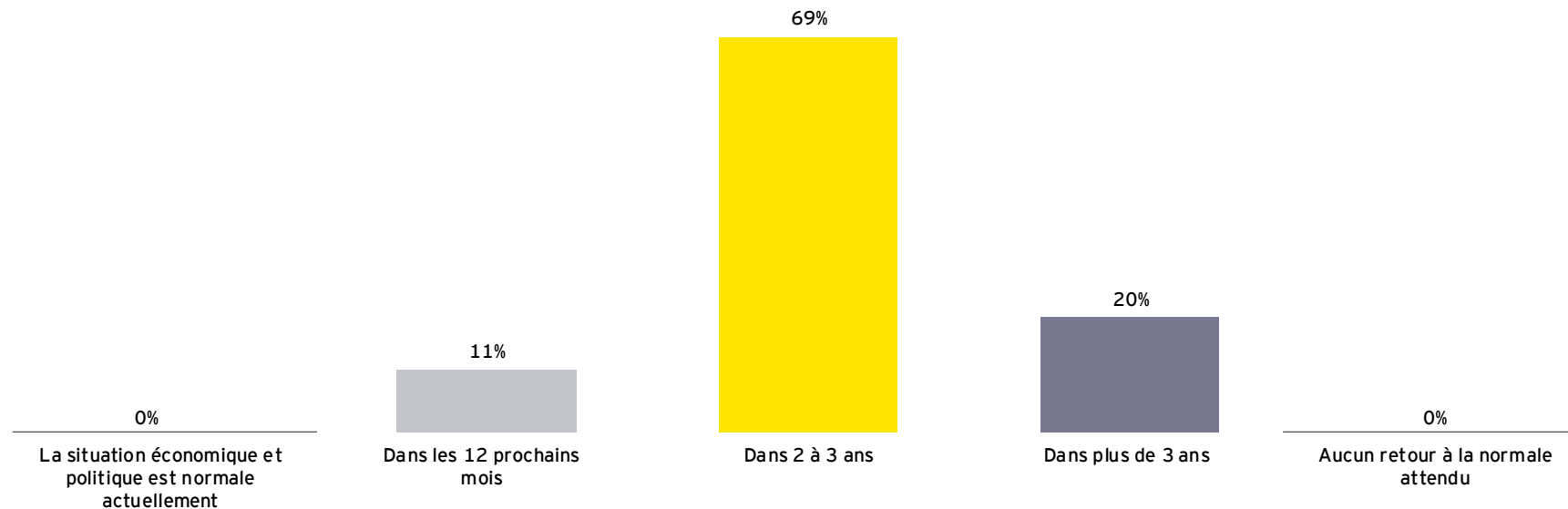


Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

Les dirigeants ne prévoient pas de changement majeur avant 2027, considérant les prochaines échéances comme un moment clé pour l'attractivité

Seuls 11% des dirigeants interrogés, principalement issus de grandes entreprises, anticipent une amélioration de la situation politique et économique en France dès les douze prochains mois. À l'inverse, 69% n'envisagent pas de retour à la normale avant deux à trois ans. La guerre au Moyen-Orient semble avoir pesé sur les anticipations des dirigeants, repoussant la perspective d'une amélioration rapide de la situation politique et économique en France. Avant le déclenchement du conflit, 13% d'entre eux anticipaient une évolution favorable dans les douze prochains mois, et 66% à horizon deux à trois ans. Ils ne sont plus que 4% à envisager une amélioration à court terme, tandis que 78% la projettent désormais à moyen terme.

À QUEL HORIZON PRÉVOYEZ-VOUS UN RETOUR À LA NORMALE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN FRANCE ?



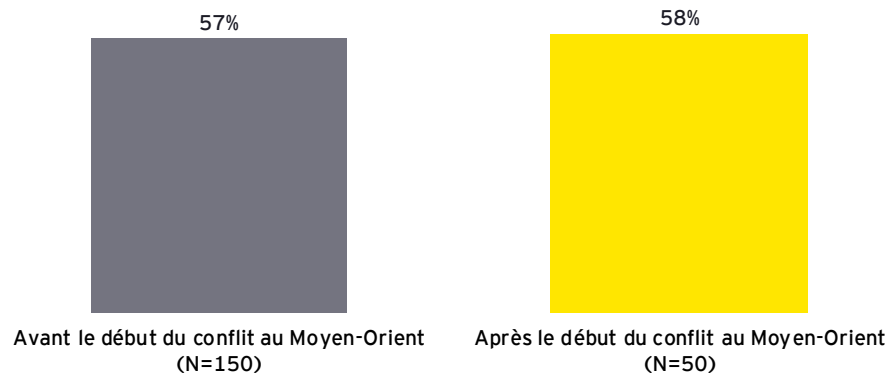
Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

Face à la crise au Moyen-Orient, les dirigeants ne pensent pas modifier leurs projets de 2026, mais anticipent une **détérioration à moyen terme**

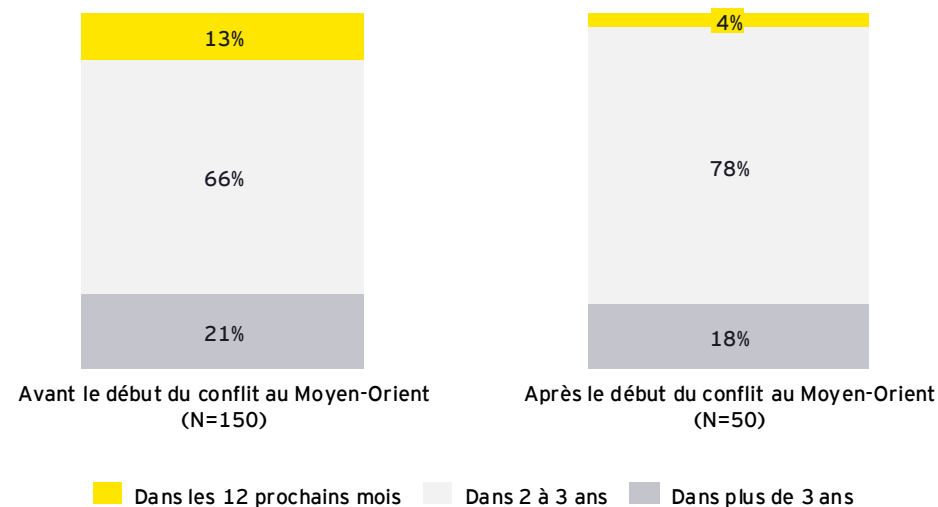
Les résultats suggèrent que le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient n'a pas eu d'impact immédiat sur les intentions d'investissement en France à court terme, celles-ci restant globalement stables (57% vs. 58%). En revanche, ses effets apparaissent plus clairement dans les anticipations à moyen terme. Les dirigeants sont désormais nettement moins nombreux à envisager une amélioration rapide de la situation économique et politique (4% vs. 13%), et plus enclins à projeter un retour à la normale à horizon 2 à 3 ans (78% vs. 66%).

Ce décalage traduit une lecture prudente mais progressive des conséquences du conflit. Dans les premiers jours, période correspondant à notre enquête, les entreprises n'avaient probablement pas encore pleinement intégré l'ampleur et la nature des impacts économiques. Il ne s'agit donc pas d'un choc immédiat sur les décisions d'investissement, mais plutôt d'un glissement des anticipations, révélateur d'un environnement perçu comme durablement plus incertain. Cette évolution reste toutefois mesurée, sans remise en cause brutale de l'attractivité française.

VOTRE ENTREPRISE PRÉVOIT-ELLE DE S'IMPLANTER OU D'ÉTENDRE SES OPÉRATIONS EN FRANCE AU COURS DE L'ANNÉE À VENIR ? « OUI » UNIQUEMENT



À QUEL HORIZON PRÉVOYEZ-VOUS UN RETOUR À LA NORMALE DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE EN FRANCE ?



Note : 150 dirigeants ont été interrogés avant le 28 février 2026 (« avant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient »), contre 50 après.
Source : enquête auprès de 200 dirigeants internationaux (13 février - 13 mars 2026)

BAROMÈTRE EY DE L'ATTRACTIVITÉ DE LA FRANCE 2026

Les priorités des dirigeants internationaux

Qu'attendent-ils de l'Hexagone pour leurs futurs projets ?

Quelles réformes concrètes seraient nécessaires pour que la France devienne un leader incontesté en Europe ?

① ② ③ ④ ⑤ ⑥ ⑦ ⑧ ⑨

7 priorités des investisseurs internationaux

Voici sept orientations partagées ces dernières semaines par des centaines de nos clients, interlocuteurs et experts pour donner à notre socle d'attractivité puissance, agilité et anticipation.

#1 Rassurer et redonner de la lisibilité, condition immédiate du maintien de la confiance et de l'investissement

La première urgence, unanimement exprimée par les investisseurs internationaux, tient à la restauration de la confiance dans la trajectoire politique et économique française. Le niveau d'opinions positives est historiquement bas, largement imputé à l'instabilité parlementaire et à l'absence de visibilité sur les réformes à venir, en France et en Europe.

Au-delà des cycles politiques, c'est la capacité de la France à donner un cap cohérent, stable et durable dans le temps qui est en jeu. Les investisseurs appellent explicitement à une approche transpartisane, capable de dépasser les échéances électorales et d'assurer la continuité des politiques publiques.

- **Retrouver un cap politique et économique clair et transpartisan**, capable de dépasser les cycles électoraux et de garantir la continuité des politiques publiques, en renforçant le dialogue public-privé, pour ancrer les décisions dans les réalités économiques, expliquer la nécessité d'une transformation.
- **Rétablir la crédibilité macroéconomique**, en assumant une trajectoire maîtrisée des finances publiques, en donnant la priorité à la réduction de la dette et du déficit, grâce à un effort maîtrisé et coordonné sur les dépenses de l'État, de ses opérateurs, des collectivités territoriales et de la protection sociale.
- **Assumer une souveraineté sans céder à l'isolement** : fermeté face aux déséquilibres internationaux, mais refus du repli ou du protectionnisme. Fermeté face aux déséquilibres, mais pas de fermeture de nos économies, de nos marchés aux acteurs internationaux qui jouent le jeu du « Made in Europe » et contribuent, en France, à hauteur de 17% du PIB, 22% de la R&D privée et 35% des exportations industrielles.

#2 Restaurer la compétitivité réelle et l'adapter à la prochaine génération des investissements industriels et technologiques

La France reste attractive pour certains projets, mais elle est aujourd'hui structurellement challengée sur les coûts et l'exécution. L'ensemble des travaux récents converge vers un constat clair : la France souffre d'un déficit de compétitivité-coût persistant, en particulier face aux États-Unis et à certains pays européens.

Fiscalité la plus élevée en Europe, coût du travail, coût de l'énergie : ces facteurs pèsent directement sur la rentabilité des investissements.

Le Baromètre EY souligne qu'une très grande majorité des investisseurs considèrent que la politique de l'offre ne doit pas seulement être maintenue, mais renforcée :

- **Poursuivre et amplifier l'effort de compétitivité-coût** (notamment sur le coût du travail, la pression fiscale, l'inflation énergétique), en traitant les écarts visibles avec les pays européens et certains de nos concurrents internationaux.
- **Stabiliser les règles fiscales et réglementaires**, aujourd'hui perçues comme instables, éviter la surtransposition, les adapter plus vite aux mutations sectorielles.
- **Continuer à simplifier, moderniser et accélérer notre action publique**, à tous les niveaux, en réduisant les délais, en privilégiant la simplification normative, en veillant à la sécurisation juridique des projets, en éliminant l'empilement des étapes administratives, en faisant de la rapidité d'exécution un objectif prioritaire, sans sacrifier à l'instruction nécessaire des externalités et de la conformité.

7 priorités des investisseurs internationaux

Voici sept orientations partagées ces dernières semaines par des centaines de nos clients, interlocuteurs et experts pour donner à notre socle d'attractivité puissance, agilité et anticipation.

#3 Assumer une stratégie industrielle et technologique sélective, pour les groupes, les PME-ETI et les entrepreneurs

Le nouveau cycle d'investissement est moins diffus, plus concentré, plus stratégique. L'enjeu n'est plus d'être présent partout, mais d'être fort là où se joue la prochaine croissance. La France et l'Europe doivent donc faire des choix. Au-delà de l'identification, c'est la capacité à concentrer les moyens et à accélérer les décisions qui fera la différence.

Les dirigeants convergent sur la nécessité d'un acteur public stratège plus sélectif et plus rapide, capable de rivaliser avec les politiques industrielles américaines ou asiatiques.

- **Clarifier les priorités sectorielles, en cohérence avec les grandes transitions**
 - Secteurs industriels à accompagner dans leur mutation (exemples : automobile, chimie, équipements industriels, etc.) .
 - Secteurs stratégiques pour notre autonomie, mais sans fermeture aux acteurs internationaux (exemples : énergie, défense, santé, etc.).
 - Activités de rupture sur lesquelles la France et l'Europe doivent accroître ou construire une présence (exemples : IA, quantique, logiciel, robotique, *deeptech*, etc.).
 - Activités de services aux industries et aux principaux bassins de population (exemples : logistique, services numériques et ESN, commerce, etc.).
 - Activités décisionnelles et à forte valeur ajoutée (exemples : fonctions de siège, services financiers, conseil et services professionnels, industries créatives, etc.).
- **Concentrer les moyens publics et privés sur ces priorités** dans une logique d'État et d'Europe stratégiques, plus rapides et plus sélectifs.
- **Mettre les PME et ETI de toutes ces chaînes de valeur au cœur des dispositifs**, en facilitant leur accès aux financements, en simplifiant leur environnement réglementaire, en accompagnant leur présence à l'international et dans les grands marchés.

#4 Préparer et financer le prochain cycle d'attractivité autour des infrastructures critiques et de l'innovation

La France dispose d'un avantage reconnu en matière d'innovation et de recherche, mais celui-ci reste fragile et insuffisamment valorisé. Dans des domaines clés comme l'intelligence artificielle, les investisseurs soulignent un fort potentiel, encore conditionné à un renforcement des infrastructures, des capacités de financement et des mécanismes de passage à l'échelle.

L'enjeu est double : éviter un décrochage face aux États-Unis et à l'Asie, tout en transformant l'excellence scientifique européenne en leadership industriel et technologique durable.

Dans ce contexte, plusieurs leviers doivent être activés de manière coordonnée, à l'échelle européenne, nationale et territoriale :

- **Accélérer les investissements dans les infrastructures critiques**, indispensables au déploiement des technologies de demain (*cloud*, *data centers*, énergie décarbonée, réseaux de transport et logistique, infrastructures hydriques), en mobilisant des financements publics et privés et en réduisant les délais de mise en œuvre.
- **Faciliter l'accès aux financements à toutes les étapes de croissance**, en particulier pour les *scale-ups* et les projets industriels intenses en capital, notamment en mobilisant davantage l'épargne européenne et en accélérant la mise en œuvre de l'Union de l'investissement et de l'épargne (Investment & Savings Union).
- **Renforcer les mécanismes de valorisation, de transfert et d'industrialisation de l'innovation**, afin de transformer plus efficacement la recherche publique et privée en projets industriels à grande échelle, en structurant des plateformes européennes capables de rivaliser avec les grands écosystèmes internationaux.

7 priorités des investisseurs internationaux

Voici sept orientations partagées ces dernières semaines par des centaines de nos clients, interlocuteurs et experts pour donner à notre socle d'attractivité puissance, agilité et anticipation.

5 Capitaliser sur nos engagements écologiques et les transformer en leviers compétitifs

La priorité est de transformer nos atouts structurels et reconnus en avantages compétitifs durables, en garantissant une infrastructure stable, lisible et compétitive pour les industriels et pour les populations.

- **Transformer l'avantage énergétique en avantage prix durable et lisible** : La France bénéficie d'un atout stratégique majeur : une électricité décarbonée et relativement compétitive grâce au nucléaire. Cet avantage est reconnu par les investisseurs et constitue un levier clé pour la réindustrialisation, mais il est fragilisé par des coûts encore jugés élevés face aux États-Unis, une instabilité du cadre tarifaire et des incertitudes sur la trajectoire énergétique.
- **Faire de la transition écologique un levier de compétitivité** : alors que la France était perçue comme en avance sur les enjeux environnementaux, cette image s'érode. Les investisseurs attendent désormais une approche plus pragmatique et orientée compétitivité. L'enjeu est de faire de la transition écologique, un levier de différenciation industrielle, un moteur d'innovation, et non une contrainte supplémentaire.
- **Maintenir un soutien massif à la décarbonation industrielle**, facilité par un accès aux financements et une meilleure articulation entre objectifs environnementaux et compétitivité.

6 Gagner la bataille des talents et des compétences, pour aujourd'hui et pour demain

Dans une économie fondée sur la connaissance, l'attractivité est aussi humaine. Aucune stratégie nationale ne sera suffisante seule. Face aux États-Unis et à la Chine, **la bonne échelle est européenne.**

- **Attirer les talents internationaux**, dans un contexte de concurrence mondiale accrue, en jouant sur la stabilité du cadre européen et national, tout en misant sur l'attractivité de la région capitale et des grandes métropoles, en faisant de l'Europe une plateforme mondiale de référence pour la recherche, l'innovation et l'éducation, en stimulant la mobilité des chercheurs, en favorisant le partage des données, en consolidant le soutien aux infrastructures de recherche et en élargissant les programmes de mobilité étudiante.
- **Adapter les formations aux besoins des entreprises**, notamment dans les métiers technologiques et industriels, en modernisant nos dispositifs de formation et d'apprentissage, car la bataille de l'attractivité est aussi la bataille des compétences, en y associant étroitement entreprises et partenaires sociaux afin d'assurer une adéquation durable avec les besoins du tissu économique.
- **Assouplir le marché du travail tout en sécurisant les parcours**, afin de renforcer à la fois l'agilité des entreprises et l'employabilité des salariés : faciliter les ajustements et les mobilités dans un contexte de cycles économiques plus rapides, tout en développant les dispositifs de formation, de reconversion et d'accompagnement vers les métiers d'avenir, pour offrir un cadre lisible et attractif aux investisseurs comme aux talents.

7 Œuvrer pour construire une Europe plus forte, plus unie et plus agile face aux défis mondiaux

Enfin, une conviction s'impose : l'attractivité de la France ne peut plus être pensée isolément. La France doit assumer un rôle moteur dans cette dynamique, sous peine de voir son attractivité progressivement marginalisée dans une Europe fragmentée.

- **Construire une stratégie d'attractivité européenne coordonnée** (« Choose Europe, Made in Europe »), fondée sur un langage commun de Lisbonne à Vilnius, de Paris à Berlin, afin d'attirer les investissements, capitaux et technologiques internationaux et de s'affirmer comme une alternative crédible et compétitive face aux États-Unis et la Chine.
- **Construire une souveraineté technologique européenne ouverte**, fondée sur des capacités industrielles renforcées dans les secteurs stratégiques, tout en maintenant une ouverture aux talents, aux capitaux et aux partenariats internationaux ; dans ce cadre, mieux orienter la commande publique et l'accès aux marchés vers les solutions développées et produites en Europe.
- **Soutenir le processus de simplification à l'échelle européenne**, dans la foulée de EU Inc., afin de réduire la complexité administrative qui freine les entreprises, et privilégier le recours aux règlements plutôt qu'aux directives, souvent sources de fragmentation et de surtransposition.

EY | Building a better working world

EY s'engage à bâtir un monde meilleur, en créant de la valeur sur le long terme pour nos clients et nos collaborateurs aussi bien que pour la société et la planète dans leur ensemble, tout en renforçant la confiance dans les marchés financiers.

En s'appuyant sur le traitement des données, l'IA et les nouvelles technologies, les équipes EY contribuent à créer la confiance nécessaire à nos clients pour façonner un futur à l'épreuve des défis les plus pressants d'aujourd'hui et demain.

À travers tout un éventail de services allant de l'audit au consulting en passant par la fiscalité, la stratégie et les transactions, les équipes d'EY sont en mesure de déployer leur expertise dans plus de 150 pays et territoires. Une connaissance approfondie du secteur, un réseau international et pluridisciplinaire ainsi qu'un écosystème de partenaires aussi vaste que diversifié sont autant d'atouts qui permettront à EY de participer à la construction d'un monde plus équilibré.

Façonner l'avenir en toute confiance.



EY désigne l'organisation mondiale et peut faire référence à l'un ou plusieurs des membres d'Ernst & Young Global Limited, dont chacun représente une entité juridique distincte. Ernst & Young Global Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, ne fournit pas de prestations aux clients. Les informations sur la manière dont EY collecte et utilise les données personnelles, ainsi que sur les droits des personnes concernées au titre de la législation en matière de protection des données sont disponibles sur ey.com/privacy. Les cabinets membres d'EY ne pratiquent pas d'activité juridique lorsque les lois locales l'interdisent. Pour plus d'informations sur notre organisation, veuillez vous rendre sur notre site ey.com.

© 2026 Ernst & Young Advisory.
Tous droits réservés.

Studio BMC - 2603BMC076-04.
SCORE France n°2026-025
ED None.

Cette publication a valeur d'information générale et ne saurait se substituer à un conseil professionnel en matière comptable, fiscale, juridique ou autre. Pour toute question spécifique, veuillez vous adresser à vos conseillers.

ey.com/fr

Contacts

Marc Lhermitte
Associé, EY Consulting
marc.lhermitte@fr.ey.com

Clément Visbecq
Consultant Senior, EY Consulting
clement.visbecq@fr.ey.com

Arwin Chanemougame
Consultant, EY Consulting
arwin.chanemougame@fr.ey.com